



© Le Filtrade Connection

ARTISANAT ÉQUITABLE ET GENRE

IMPACT DE L'ARTISANAT ÉQUITABLE
SUR L'EMPOWERMENT DES FEMMES
EN INDE ET AU BANGLADESH

ÉTUDE NOVEMBRE 2014

Patrick Veillard

Expert commerce équitable

Patrick.Veillard@mdmoxfam.be



OXFAM

Magasins du monde

ÉTUDE NOVEMBRE 2014
PATRICK VEILLARD
EXPERT COMMERCE ÉQUITABLE
Patrick.Veillard@mdmoxfam.be

ARTISANAT ÉQUITABLE ET GENRE

IMPACT DE L'ARTISANAT ÉQUITABLE
SUR L'EMPOWERMENT DES FEMMES
EN INDE ET AU BANGLADESH

Oxfam-Magasin du monde

Rue Provinciale, 285
1301 Wavre

Tél. : 010/43 79 50
Fax : 010/43 79 69

info@omdm.be
www.omdm.be



RÉSUMÉ

Sur base de la littérature et d'une mission de terrain, cette étude visait à examiner et résumer les apports de l'artisanat équitable comme outil d'empowerment des femmes au sein de 3 organisations en Inde et au Bangladesh.

Les différents entretiens menés, individuels ou sous forme de groupes de discussion, démontrent un impact significatif dans la plupart des composantes d'empowerment examinées. L'effet semble particulièrement important dans les domaines socio-économiques, c'est-à-dire en termes d'acquisition de ressources matérielles et humaines, de savoirs et de compétences. Les artisanes gagnent par ailleurs différentes formes de pouvoir intérieur (conscience critique, estime de soi, etc.), ce qui amène la plupart d'entre elles à renégocier leurs rôles vis-à-vis de leur environnement, essentiellement proche (couple, foyer, communauté). Cette redéfinition des positions se traduit par exemple par des gains de mobilité, davantage d'interactions sociales ainsi que l'implication dans des activités socio-politiques diverses (le plus souvent au sein même de l'organisation équitable).

Cependant, l'étude révèle également certaines limites de l'artisanat équitable. Plus particulièrement, il ne permet pas toujours de remettre en cause la position structurellement subordonnée de la femme dans les sociétés indiennes et bangladaises (cf. besoins stratégiques). Un meilleur accès / contrôle des moyens de production doit par exemple souvent faire l'objet d'un combat important et dépend, entre autres, de la capacité des femmes à s'affranchir des normes et contrôles exercés par leurs maris ou belle-famille. Les autres limitations incluent, pour les organisations, des ressources souvent limitées (salaires, formations, capacité à fournir des commandes, etc.), et pour les artisanes, un manque de temps, d'intérêt, la peur de l'inconnu ou une incapacité à sortir d'un rôle « sacrificiel ». Le degré d'empowerment des artisanes dépend au final largement de l'organisation elle-même, de sa stratégie, de ses publics cibles et de ses ressources financières et humaines.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	8	Analyse de contexte	15
<hr/>		<hr/>	
Cadre théorique	9	BANGLADESH	15
RAPPEL DE LA NOTION DE GENRE	9	Situation globale	15
DES RELATIONS DE GENRE MARQUÉES PAR DES INÉGALITÉS	9	Inégalités hommes/femmes.....	16
LE GENRE AU SEIN DES INSTITUTIONS INTERNATIONALES ET DE LA COOPÉRATION	10	INDE	19
L'APPROCHE DE L'EMPOWERMENT DES FEMMES	11	Situation globale	19
Historique.....	11	Inégalités hommes/femmes.....	22
L'empowerment, une vision plurielle du pouvoir....	12	<hr/>	
Les composantes de l'empowerment.....	12	Méthodologie	26
Les cercles d'empowerment.....	13	COLLECTE DE DONNÉES	26
L'empowerment, un processus dynamique et non linéaire.....	14	LIMITATIONS MÉTHODOLOGIQUES	27
<hr/>		ORGANISATIONS D'ARTISANAT ÉQUITABLE ÉTUDIÉES	27
		CORR – The Jute Works (CJW), Bangladesh.....	27
		Sasha, Kolkata, Inde	28
		Tara Projects, Delhi, Inde.....	29

Résultats – Impact de l’artisanat équitable sur l’empowerment des femmes au sein de trois organisations d’Inde et du Bangladesh	30
---	----

Avoir	31
Ressources matérielles	31
Ressources humaines	33

Savoir	35
Acquisition de connaissances et de compétences	35
Conscience critique individuelle et collective	36

Vouloir	39
----------------	-----------

Pouvoir	40
----------------	-----------

CAPACITÉ D’INFLUENCE INDIVIDUELLE DANS L’ENTOURAGE PROCHE	40
Gestion partagée du budget familial	40
Redistribution des tâches domestiques	41
Gain de mobilité	42
Accès à la propriété foncière	44
Résumé des facteurs d’influence individuelle dans l’entourage proche	44

CAPACITÉ D’INFLUENCE INDIVIDUELLE SUR LA SOCIÉTÉ	46
---	-----------

CAPACITÉ D’INFLUENCE COLLECTIVE	48
Sasha	49
CORR – The Jute Works	49
Tara Projects	50
Résumé de la capacité d’influence collective des trois OCE étudiées	51

Conclusions	53
--------------------	-----------

Annexe	55
---------------	-----------

Une campagne sur le genre et l’artisanat équitable ?

CONTEXTE	55
ARGUMENTAIRE	56

Notes et références bibliographiques	58
---	-----------

INTRODUCTION

Inégalités. Un mot auquel les médias semblent peu à peu s'éveiller, citant tour à tour T. Piketty, Oxfam International ou le forum économique mondial¹. Il est une inégalité qui frappe sans doute plus que toutes les autres, car elle concerne près de la moitié de la population mondiale : celle entre les hommes et les femmes. Malgré d'importants progrès dans le dernier quart de siècle, les femmes ont, presque partout dans le monde, moins que les hommes l'occasion de décider de leur sort. Dans beaucoup de pays, elles gagnent moins, sont moins productives ou ont un plus grand risque de mortalité².

De ce point de vue, le fait qu'Oxfam Inde ait décidé en 2013 de consacrer sa première année de campagne «Close the gap»³ aux inégalités hommes/femmes est symptomatique. Car le pays, et avec lui nombre de voisins du sous-continent indien, est l'un des plus mal classés mondialement en la matière, le dernier au sein des pays émergents⁴. De fait, les deux pays objets de cette étude, l'Inde et le Bangladesh, restent deux sociétés extrêmement patriarcales, où les normes sociales continuent de fortement limiter les opportunités d'épanouissement pour les femmes, aussi bien professionnelles que personnelles.

Réduire ces inégalités est donc une priorité à la fois morale et socio-économique⁵. La question est de savoir comment. De nombreux ou-

tils, programmes et politiques existent bien sûr. Nous nous intéresserons dans cette étude à un secteur bien particulier – l'artisanat équitable – dans 3 régions précises – Delhi, Kolkata et Dhaka – avec comme principal objectif d'examiner / rappeler quelles composantes de l'artisanat équitable, en tant qu'outil de développement des femmes, peuvent constituer de bonnes pratiques. Nous nous baserons pour cela sur la littérature existante, ainsi que sur les résultats d'une mission effectuée en août 2014 au sein des organisations de commerce équitable CORR – The Jute Works (Dhaka, Bangladesh), Sasha (Kolkata, Inde) et Tara Projects (Delhi, Inde).

Cette étude s'inscrit au sein d'un projet plus large, dit de « change-

ment social», qui vise à développer avec une sélection de partenaires nos capacités respectives sur les plans social, éducatif et politique⁶. Plus concrètement, l'une des actions envisagées en 2015-2016 est de co-construire une campagne de sensibilisation / interpellation sur le genre et l'artisanat équitable. Cette étude servira de support aux membres de la future campagne, par exemple comme source de données statistiques sur le genre ou de témoignages d'artisanes. Elle servira également de base de travail pour un séminaire en décembre 2014, dont l'objectif spécifique sera de préparer avec nos partenaires les sous-thématiques et outils de campagne. Notons enfin que la présentation de l'argumentaire de campagne ainsi que l'examen des divers scénarios (sous-thématiques, outils, etc.) seront traités dans des analyses séparées.

CADRE THÉORIQUE

RAPPEL DE LA NOTION DE GENRE⁷

La démarche de genre concerne les rapports sociaux de sexe. Cette approche étudie les fonctions et rôles sociaux, les statuts, les stéréotypes attribués selon qu'on est une femme ou un homme. La définition, la représentation, la perception du féminin ou du masculin ainsi que les valeurs qui leur sont attachées sont en effet des constructions sociales, historiques, culturelles et symboliques.

Contrairement à la différence anatomique et biologique entre les sexes, qui est innée et fixe, les relations sociales entre femmes et hommes fluctuent et se modifient en permanence (voir tableau 1). Les représentations du masculin et du féminin peuvent ainsi différer d'un individu à l'autre, entre les sociétés, selon les époques et les groupes

sociaux, ou même chez une seule personne ayant des représentations mouvantes au cours de sa vie.

Très variables, les rapports de genre se combinent également aux conditions liées à la classe sociale, à l'âge, à l'origine ethnique, au statut politique, etc. Des facteurs internes et externes les transforment en permanence : éducation, lois et dispositifs juridiques, évolutions technologiques, politiques économiques, marché du travail, crises alimentaires, guerres, etc.

DES RELATIONS DE GENRE MARQUÉES PAR DES INÉGALITÉS

Les rôles sociaux et les stéréotypes concernant le féminin et le masculin se caractérisent, partout dans le monde, par des inégalités multiples, en très grande majorité au

détriment des femmes. Malgré d'importants progrès depuis plusieurs décennies, les droits politiques, économiques, sociaux et culturels des femmes restent l'objet de restrictions dans beaucoup de pays. Quelques chiffres illustrent ces inégalités :

- Dans **le monde du travail**, les femmes sont très majoritairement moins bien payées que les hommes, à compétences et responsabilités équivalentes. Alors que, selon l'ONU, elles fournissent plus de 2/3 du travail dans le monde (activités productives et reproductives⁸), l'essentiel de ce labour n'est pas rémunéré (elles ne gagneraient que 10 % du revenu mondial), ni comptabilisé dans les richesses nationales⁹.
- Leur **accès aux ressources productives et au crédit** est fortement limité. Les femmes possèdent par exemple moins de 10 % des terres en Inde, en lien avec des systèmes coutumiers leur empêchant d'hériter ou simplement par peur ou manque d'informations¹⁰.
- Les femmes sont largement moins bien représentées que les hommes dans **les instances dirigeantes**. Elles n'étaient en 2009 que 7 à occuper des fonctions de chef d'Etat, contre 143 hommes. De même pour les chefs de gouvernement (11 femmes seulement, sur un total de 192¹¹) et les Parlements nationaux (21 % de femmes parlementaires en moyenne dans le monde en 2013¹²).

LE SEXE	LE GENRE
Est inné et hérité	Est acquis et appris
Est immuable	Est évolutif et modifiable
Est biologique et désigne : Les organes génitaux Les chromosomes Les conditions physiques (force, poids, taille...)	Est construit par la société et découle : De la culture Du processus d'apprentissage Des rôles assignés aux femmes et aux hommes dans une société donnée
Permet d'identifier les différences entre les femmes et les hommes.	Permet d'identifier les relations entre les femmes et les hommes.

Tableau 1. Différences entre sexe et genre

- Malgré d'importants progrès ces 25 dernières années, les inégalités hommes / femmes restent marquées en matière d'éducation. En 2013, les 2/3 des 774 millions d'adultes (15 ans et plus) analphabètes dans le monde étaient toujours des femmes¹³. Même celles parvenant à aller à l'école doivent souvent la quitter plus tôt, afin d'aider leurs parents ou du fait de mariages précoces. L'une des conséquences est la reproduction des inégalités d'une génération à l'autre.
- Enfin, les femmes et les enfants sont particulièrement touchés par les **violences et conflits armés**. En 2010, sur les 40 millions de personnes réfugiées à cause d'un conflit armé ou de violations des droits humains, 75 % étaient des femmes et des enfants. Dans le monde, une femme sur trois a été

violée, battue, ou victime d'une forme ou d'une autre de mauvais traitements au moins une fois dans sa vie. Dans certains pays, la violence domestique est la cause principale de la mort ou de l'atteinte à la santé des femmes entre 16 et 44 ans. D'après les Nations unies, ces violences à l'égard des femmes constituent une entrave majeure au développement humain.

LE GENRE AU SEIN DES INSTITUTIONS INTERNATIONALES ET DE LA COOPÉRATION

L'ONU n'est pas la seule à faire ce constat. De nombreuses institutions de développement et acteurs non étatiques, au Sud comme au Nord,

associent aujourd'hui la réduction des inégalités de genre avec l'exercice des droits humains et les objectifs du développement durable.

L'histoire des dernières décennies est jalonnée d'engagements internationaux dans le domaine du genre. La mise en place en 1946 de la Commission de la Condition de la Femme, à l'intérieur de la Commission des Droits de l'Homme, est l'une des premières étapes. S'ensuit notamment la conférence internationale sur le statut des femmes (Mexico, 1975), qui lance la décennie des Nations unies pour la femme (1975-1985), puis l'adoption en 1979 par l'ONU de la CEDEF, un outil majeur du droit international pour les droits fondamentaux des femmes¹⁴. En 1994, la conférence internationale sur la population et le développement au Caire abandonne l'approche de contrôle démographique pour privilégier les droits sexuels et reproductifs des femmes.

La **conférence mondiale sur les femmes à Pékin en 1995** constitue indéniablement un tournant majeur. Véritable charte refondatrice des droits des femmes, la Déclaration de Pékin consolide le travail initié vingt ans plus tôt à Mexico. Est notamment mis en place la Plateforme d'action de Beijing (PFAB), une sorte de guide de l'action publique, qui institue deux objectifs majeurs pour les organisations internationales, les gouvernements et la société civile : l'empowerment des femmes (voir plus bas) et l'intégration du genre au sein des politiques publiques. Elle est pour cela organisée autour de 12 domaines

LES 12 OBJECTIFS STRATÉGIQUES DU PROGRAMME D'ACTION DE PÉKIN¹⁶

- Lutter contre la pauvreté croissante des femmes.
- Favoriser l'égal accès à l'éducation et à la formation.
- Favoriser l'égal accès aux soins et aux services sanitaires.
- Lutter contre la violence à l'égard des femmes.
- Combattre les effets des conflits armés sur les femmes.
- Promouvoir l'égalité au sein des structures et des politiques économiques, l'égal accès à toutes les formes d'activité de production et aux ressources.
- Encourager le partage du pouvoir et la prise de décision.
- Promouvoir les mécanismes de promotion de la femme.
- Assurer le respect des droits fondamentaux des femmes et les carences de la promotion et de la protection de ces droits.
- Lutter contre l'image stéréotypée de la femme et l'inégalité d'accès et de participation des femmes dans la communication (notamment les médias).
- Favoriser l'égal accès à la gestion des ressources naturelles et à la préservation de l'environnement.
- Abolir la discrimination à l'égard des petites filles et les violations de leurs droits fondamentaux.



Mme. Patricia Licuanan, Présidente de la principale Commission de la Conférence mondiale des Nations Unies sur les femmes de Pékin
Septembre, 1995

d'action prioritaires (voir encadré ci-dessous), chacun d'entre eux faisant l'objet d'un état des lieux régulier et de recommandations envers l'ensemble de la communauté internationale¹⁵.

En 2000, les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) intègrent les questions d'égalité femmes/hommes aux travers de ses objectifs 2 (éducation primaire pour tous, en particulier les filles), 3 (promotion de l'égalité des sexes et autonomisation des femmes) et 5 (amélioration de la santé maternelle). Enfin, l'ONU s'est dotée en 2010 d'une nouvelle structure, dite « UN Women », chargée d'accélérer l'amélioration de la condition des femmes et des filles dans le monde.

En Belgique, le **genre** a été défini dans la nouvelle loi sur la coopération au développement de 2013 comme un **enjeu transversal**, aux côtés de l'environnement. L'ancienne Commission Femmes et Développement, datant de 1993, a par ailleurs été remplacée par un Conseil consultatif « Genre et Déve-

loppement » et une plate-forme « BE-Gender »¹⁷.

L'APPROCHE DE L'EMPOWERMENT DES FEMMES¹⁸

Le processus permettant aux femmes d'acquiescer de l'autonomie et de sortir des cadres socio-culturels genrés porte le nom d'empowerment (ou empoderamiento en espagnol). Ce terme n'a pas d'équivalent en français car il regroupe différentes notions, telles que renforcement, émancipation ou autonomisation. Mais que ce soit en anglais ou en espagnol, on retrouve dans les termes les mots « power / poder », c'est-à-dire pouvoir. La notion fait ainsi référence au **pouvoir que l'individu peut avoir sur sa propre vie, au développement de son identité**, ainsi qu'à la **capacité du collectif à changer les rapports de pouvoir** dans les sphères économique, politique, juridique et socioculturelle. L'empowerment est donc un processus, une dynamique d'acquisition de pouvoir.

Dans le cas des inégalités hommes/femmes, il part de l'analyse de genre, c'est-à-dire de l'analyse de la construction socio-culturelle des rôles genrés et de leurs conséquences dans la société.

HISTORIQUE

Le concept d'empowerment est apparu dans les années 60, avec le radicalisme afro-américain, puis dans le travail communautaire de conscientisation de Paolo Freire au Brésil. Il est repris au début des années 80 par les mouvements féministes latino-américains, puis par les mouvements de femmes en Afrique (Zambie) et en Asie (Inde). Ces différents mouvements critiquent les précédentes approches du développement et du mouvement féministe occidental, qui ont tendance à homogénéiser les femmes du tiers-monde et à en faire des victimes. Ils vont rappeler les causes de l'oppression des femmes, localisées dans le patriarcat et les dépendances coloniales¹⁹.

C'est après la conférence de Pékin (1995) que la notion d'empowerment sera adoptée par les institutions internationales de développement et les ONG. La déclaration de Pékin présente l'empowerment des femmes comme une stratégie-clé du développement : « l'empowerment des femmes et leur pleine participation dans des conditions d'égalité dans toutes les sphères de la société, incluant la participation aux processus de décision et l'accès au pouvoir, sont fondamentaux pour l'obtention de l'égalité, du développement et de la paix. »

Mais ces différents acteurs vont avoir tendance à réduire l'empowerment à une approche individuelle de lutte contre la pauvreté, dans une optique de paix sociale, sans considérer les changements des structures socio-économiques et par conséquent des rapports de pouvoir. A l'opposé, plusieurs auteurs, dont C. Moser, vont montrer l'importance de considérer de manière différente les besoins pratiques et stratégiques des femmes (tableau 2)²⁰. Selon elle, les

nécessités stratégiques de genre, c'est-à-dire la remise en question des inégalités de pouvoir, doivent être approchés de manière indirecte, à travers une mobilisation fondée sur les besoins pratiques des femmes.

Même si cette approche remet en question les systèmes socioculturels patriarcaux, des auteures telles que N. Kabeer et S. Longwe la critiqueront fortement, la jugeant trop bureaucratique, « top down » et ins-

titutionnelle²¹. Pour elles, il faut dépasser les aspects quantitatifs et l'idée que les rapports de pouvoir puissent être changés par une institution (même si elle est « éclairée »), à l'aide de données faussement neutres ou fonctionnelles. Elles préconisent que les politiques de développement prennent davantage en compte les conflits d'acteurs, les structures sociales profondes et les référents symboliques en matière de pouvoir.

SATISFAIRE LES BESOINS PRATIQUES	RÉPONDRE AUX INTÉRÊTS STRATÉGIQUES
Ne change pas en général les rapports sociaux de sexe existants, les statuts, les rôles et les stéréotypes sexués.	Entraîne un meilleur statut pour les femmes et plus d'égalité (salaires, emplois rémunérateurs, responsabilités syndicales, politiques...).
À peu d'impact sur les inégalités dans la durée, risque souvent de renforcer des répartitions inégalitaires du travail.	Favorise l'empowerment : l'autonomie, la liberté de choix (sexualité par ex.), les responsabilités.
Peut constituer une première étape et un levier pour viser les intérêts stratégiques si on identifie et si on répond aux besoins pratiques de façon participative, avec les femmes concernées.	Peut amener des changements dans les rapports sociaux de sexe, peut déstabiliser des hommes et des femmes.
S'inscrit souvent dans une vision classique du développement économique, basé sur la croissance du PIB.	S'inscrit dans une vision du développement humain équitable et durable visant la transformation sociale et politique.

Tableau 2. Besoins pratiques et stratégiques des femmes

L'EMPOWERMENT, UNE VISION PLURIELLE DU POUVOIR

Aujourd'hui, le concept d'empowerment tel que proposé par les mouvements de femmes du Sud tente de prendre en compte ces différents aspects. Il se base notamment sur une approche plurielle du pouvoir. Il n'existe pas qu'un pouvoir dominant, mais bien « des pouvoirs », multiples et diffus comme une « constellation d'étoiles ». Au-delà des formes de domination les plus évidentes (ex. violence contre les femmes), il existe des pouvoirs indi-

rects, invisibles que des individus peuvent exercer sur d'autres (pouvoir interpersonnel) ou sur des institutions (pouvoir structurel). Les exemples illustrant ces notions sont les expressions du type « derrière une grande barbe, il y a toujours un grand pagne » en Afrique ou « c'est la femme qui porte la culotte » en Europe.

Cette approche du pouvoir laisse l'espace à de multiples formes de résistance. D'autre part, elle montre que dans une approche d'empowerment, l'ensemble des valeurs et des rapports

au sein de la société doivent être reconstruits. Il n'est donc pas ici question de domination des hommes par les femmes mais bien de renégociation permanente, entre les deux sexes, des responsabilités individuelles et collectives en matière de justice sociale.

LES COMPOSANTES DE L'EMPOWERMENT

En résumé, l'empowerment désigne donc, chez un individu ou un collectif, la capacité d'agir de façon autonome dans ses choix de vie et de société, ainsi que les moyens né-

cessaires et le processus pour atteindre cette capacité d'agir.

Dans cette étude, nous reprendrons la classification de l'empowerment utilisée par la coopération belge dans l'évaluation de ses programmes de développement, via la Commission Femmes et Développement et son guide méthodologique « L'approche de l'empowerment des femmes » (2007) ». Cette classification divise l'empowerment en 4 dimensions. Nous avons délibérément choisi un cadre théorique simplifié. Par exemple, les 4 dimensions ont chacune été « fusionnées » entre les aspects individuels et collectifs. L'objectif ici était de vulgariser la thématique et de faciliter l'utilisation de cette étude durant la campagne.

AVOIR

L'avoir fait référence principalement à la composante économique de l'empowerment c'est-à-dire à l'amélioration des conditions matérielles de vie et de bien-être. C'est l'un des moyens évoqués plus haut pour obtenir la capacité de faire des choix. Il recouvre l'ensemble des moyens d'accès et de contrôle des ressources matérielles et humaines : moyens économiques (ex. revenus, accès au crédit ou aux marchés, bénéfices sociaux), moyens de production (ex. terre, outils, technologies), services (ex. éducation, santé, eau), ressources humaines (ex. réseaux de solidarité), etc. L'avoir n'est pas une condition sine qua non pour acquérir une forme d'empowerment plus global mais il est évident que pour pouvoir faire des choix, il ne faut pas être dans une situation de survie permanente.

SAVOIR

Le savoir renvoie aux connaissances et aux compétences pratiques ou intel-

lectuelles. Cela recouvre notamment la gestion des techniques, des procédés ou des personnes, les formations (ex. alphabétisation) ainsi que le développement des capacités d'analyse critique. Ce dernier point (« la transformation des consciences » pour paraphraser P. Freire), est crucial dans une optique de changement des rapports hommes/femmes, en particulier dans les sociétés socio-culturellement « fermées ».

VOULOIR

Le vouloir, ou pouvoir intérieur, est lié à la force psychologique et identitaire de l'individu (confiance en soi, image/estime de soi) et/ou du groupe. Il recouvre la capacité et la volonté de faire soi-même des choix concernant son avenir ainsi que la prise de conscience de son propre projet de vie et des défis qui se posent à sa communauté. Ces aspects de développement identitaire de la personne sont très dépendants de l'image que renvoient la famille, l'entourage et la société.

POUVOIR

Cette dimension recouvre la possibilité pour l'individu ou le groupe de prendre des décisions, d'être libre de ses actes et de se repositionner dans ses rapports de pouvoir avec son entourage ou dans la société au sens large. C'est une composante faisant fortement appel aux ressources (avoir, savoir, vouloir) acquises par ailleurs. Au niveau de l'individu, le pouvoir concerne entre autres sa capacité à participer ou à contrôler la prise de décision au sein de son environnement proche (famille, éventuellement élargie, communauté, etc.) ou éloigné (capacité d'influence socio-politique, leadership dans la société au sens large). Au niveau collectif, cela comprend notamment la

capacité du groupe à s'organiser pour négocier et défendre un objectif commun (droits individuels et collectifs), au travers par exemple d'un travail de plaidoyer ou de campagne.

LES CERCLES D'EMPOWERMENT

Afin de visualiser ces différentes composantes ainsi que la dynamique même du processus, nous reprenons ci-dessous (figure 1) les cercles d'empowerment issus de la méthodologie AURA (auto-Renforcement Accompagné).

Ces cercles concentriques représentent l'espace dans lequel l'individu ou le groupe exerce le processus d'empowerment, du cercle intérieur (vouloir), au cercle médian (avoir/savoir) et vers le cercle extérieur (pouvoir). À l'extérieur des cercles, se trouvent l'ensemble des institutions : la famille, l'État, les institutions religieuses, l'école, les médias, les ONG, etc.

Ce schéma permet de facilement représenter les processus de transformation de la société, notamment en matière de genre. Les flèches vers l'intérieur des cercles représentent l'influence des institutions sur le développement du savoir, de l'avoir, du vouloir et du pouvoir, des individus mais aussi des organisations. Exemple : la famille a une influence importante sur le développement de la confiance en soi et de l'image de soi d'un individu (vouloir). D'autre part, les individus et leurs organisations (groupements, associations) peuvent influencer les institutions de la société et ainsi contribuer à sa transformation (flèches vers l'extérieur). Exemple : un groupement de paysannes peut influencer le marché pour mieux négocier les prix de ses produits.

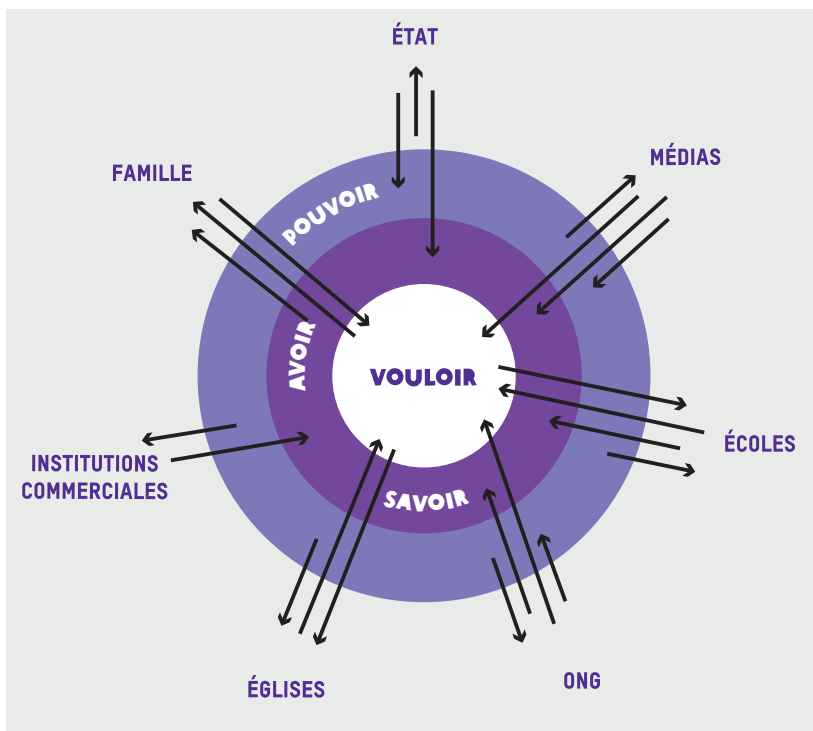


Figure 1. Les cercles d'empowerment

Les flèches n'ont bien sûr pas toutes le même poids. Dit autrement, le pouvoir d'influencer n'est pas le même à tous les niveaux. Par exemple, une personne n'a pas le même pouvoir qu'une organisation pour influencer une institution

comme le marché ou l'Etat. De manière générale, les flèches qui partent du cercle extérieur sont donc plus importantes que les flèches qui partent du cercle intérieur. Mentionnons enfin que le schéma ne comprend pas toutes

les relations d'influence, comme par exemple les relations entre les différentes institutions, qui jouent bien sûr un grand rôle dans la transformation de la société.

L'EMPOWERMENT, UN PROCESSUS DYNAMIQUE ET NON LINÉAIRE

Une autre manière de représenter différentes étapes du processus d'empowerment est celle d'une spirale (figure 2). On peut y voir que, si certains acquis sont nécessaires pour atteindre un plus haut niveau d'empowerment, le processus n'est pas nécessairement linéaire ou chronologique. Les individus et/ou les groupes sociaux peuvent renforcer tantôt leur bien-être, tantôt leur participation. L'évolution n'est pas non plus constante : les individus et/ou les groupes sociaux auront des comportements variables en fonction des périodes de leur vie ou d'autres facteurs politiques, sociaux ou économiques.

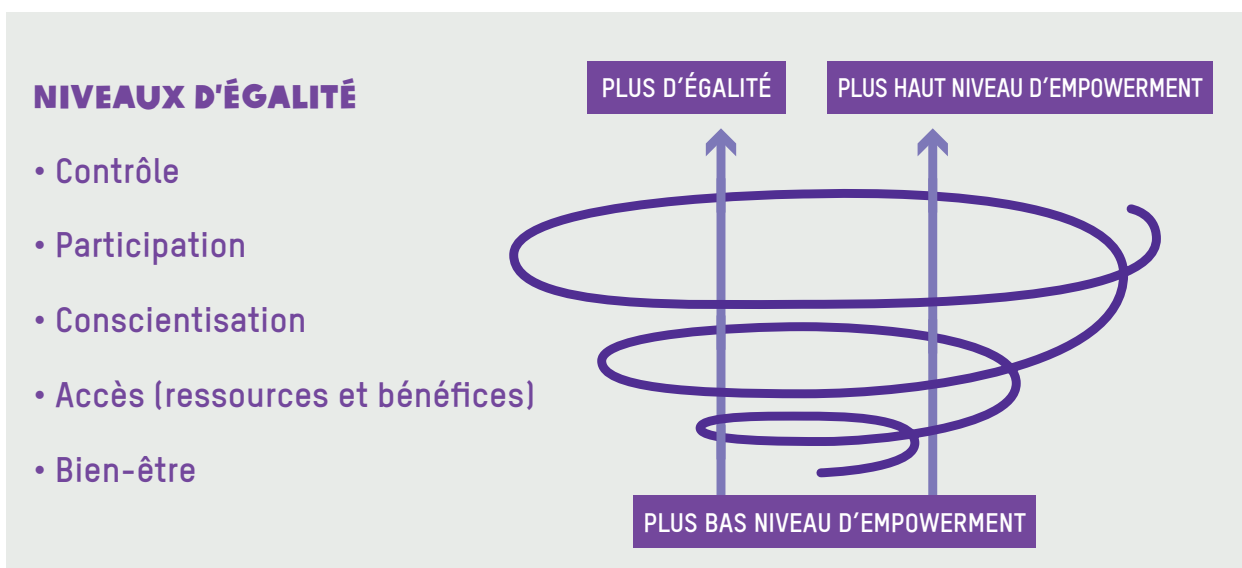


Figure 2. Les différents niveaux dans le processus d'empowerment des femmes²²

ANALYSE DE CONTEXTE

BANGLADESH

SITUATION GLOBALE

Le Bangladesh compte 160 millions d'habitants, ce qui en fait le 7^e pays le plus peuplé au monde et l'un des plus denses. La quasi-totalité (98 %) des habitants est d'origine Bengali, mise à part quelques minorités venant principalement du Bihar (région indienne voisine). Le Bangladesh est le 3^e pays musulman du monde, après l'Indonésie et le Pakistan, sa population comptant plus de 90 % de musulmans.

Les frontières de la région qui constitue aujourd'hui le Bangladesh furent établies en 1947, pendant la partition des Indes, quand le pays devint la partie orientale du Pakistan. Le lien entre les deux parties du Pakistan, fondé sur l'islam comme religion majoritaire commune, s'est révélé fragile puisqu'une énorme distance les séparait (1600 km à travers l'Inde). Soumis à une discrimination politique, économique et linguistique (l'ourdou étant proclamé langue officielle du Pakistan) de la part du pouvoir, aux mains du Pakistan occidental, les Bengalis du Pakistan oriental déclarent l'indépendance en 1971. Le Bangladesh naît officiellement après une courte guerre d'indépendance, avec l'appui de l'Inde et de l'URSS. Le nouvel État connaît vite de nombreux troubles politiques, notamment une série de coups d'État à la fin des années 70. Sous la pression des



Atelier de confection textile à Dacca (2013)

donateurs occidentaux, et dans un contexte de fin de guerre froide, le général H.M. Ershad est forcé de démissionner en 1990²³.

Le Bangladesh est revenu depuis à un régime de démocratie parlementaire relativement stable, ce qui a lui a permis de faire d'importants **progrès au niveau social**²⁴. Le taux de pauvreté y a ainsi baissé de 56.6 % en 1992 à 31.5 % en 2010²⁵. Le taux de mortalité maternelle a diminué de 40 % sur la même période. L'indice de développement humain (IDH) est aujourd'hui égal à 0.524, ce qui le place, d'après l'ONU, parmi les pays ayant atteint un niveau de développement humain moyen²⁶. De nombreuses ONG ont participé à ces développements au niveau social, l'État leur ayant progressivement confié de nombreuses missions dans la santé, la microfinance²⁷ ou l'éducation²⁸.

Une **forte croissance économique** y a également beaucoup contribué, le pays connaissant une croissance annuelle moyenne de 5 % depuis 1990²⁹ (6.3 % lors de l'année fiscale 2011-2012³⁰). Parmi les sources de cette croissance, les transferts de la diaspora (plus de \$8 milliards en 2011-2012), mais aussi et surtout les exportations dans le secteur textile. Face aux augmentations de salaire, de nombreux pays asiatiques ont en effet délocalisé leur production au Bangladesh. Le secteur textile y représente aujourd'hui plus de 4 millions de travailleurs, 7 % du PIB et 76 % des exportations, pour une valeur totale de \$14.2 milliards (soit 6.5 % du marché mondial)³¹. Ces résultats font du pays le 2^e exportateur mondial de vêtements derrière la Chine³². Le coût social est néanmoins énorme et les conditions de travail souvent inhumaines, comme l'illustrent les nom-

breux accidents industriels tels que l'effondrement de l'immeuble du Rana Plaza en juin 2013.

De **nombreux défis** persistent par ailleurs : 63 millions de personnes vivent toujours sous le seuil de pauvreté, une grande partie d'entre elles rurales (71.1 % en 2012) et pratiquant une agriculture de subsistance, les problèmes de santé abondent (contamination de l'eau à l'arsenic, paludisme, dengue, etc.), les catastrophes naturelles sont de plus en plus fréquentes (inondations, ouragans, etc., en lien notamment avec le réchauffement climatique), la gouvernance est faible³³ et le gouvernement toujours considéré comme l'un des plus corrompus au monde³⁴, tandis qu'un environnement économique mondialisé de plus en plus compétitif menace la croissance.

Le Bangladesh n'est pas non plus exempt de **troubles politiques**. Des disputes entre les deux principaux partis du pays – la Ligue Awami (LA), parti laïc dépositaire de la mémoire de la guerre d'indépendance de 1971 contre le Pakistan et le Bangladesh Nationalist Party (BNP), parti conservateur à inclination islamisante – autour du processus électoral ont conduit à une très faible participation (15-20 %) lors des dernières élections législatives en janvier 2013. Résultat, la Ligue Awami de Sheikh Hasina, reconduite au pouvoir, est fortement décrédibilisée, et ce d'autant qu'elle est depuis engagée dans une dangereuse dérive autoritaire (arrestation de militants de l'opposition, procédures

judiciaires contre des journalistes ou dirigeants d'ONG, etc.)³⁵.

INÉGALITÉS HOMMES/ FEMMES

Des progrès mais peut (beaucoup) mieux faire. Cette phrase pourrait résumer la situation des femmes au Bangladesh aujourd'hui. En 2013, le pays était classé 75^e parmi 136 pays évalués sur l'échelle d'écart entre les sexes du Forum Economique Mondial (FEM)³⁶. Cela constitue un net progrès en seulement quelques années, puisqu'il était par exemple classé 100^e en 2007. Néanmoins, ces avancées ont été très inégales.

Du côté positif, le Bangladesh est l'un des pays en voie de développement les plus avancés en matière **d'égalité des genres dans la sphère politique**. Le nombre de femmes élues au Parlement y a doublé en 20 ans, pour atteindre aujourd'hui près de 20 %. Même s'il est encore trop faible, ce chiffre se situe dans la moyenne mondiale (21 % selon le dernier rapport sur le développement humain de l'ONU)³⁷. Le pays

détient également le record mondial de présence d'une femme au plus haut poste de l'état. Les deux principaux partis politiques du pays – le BNP et l'AL – sont d'ailleurs tous les deux dirigés par une femme (respectivement Khaleda Zia et Sheikh Hasina, l'actuelle première ministre³⁸). Ces bonnes performances se constatent également au niveau local puisque de plus en plus de femmes sont maintenant membres des conseils des collectivités locales, des organes disposant d'importants pouvoirs en matière de développement rural et urbain. Au final, le Bangladesh a le huitième écart le plus faible entre les sexes dans le monde en matière d'émancipation politique³⁹.

Même si les causalités sont multiples, ces progrès au niveau politique ont commencé à **influencer les normes sociales** et la structure même de la famille. La société bangladaise abandonne ainsi peu à peu la vision traditionnelle des femmes perçues comme un fardeau économique, en particulier au sein des



Khaleda Zia (présidente du BNP) et Sheikh Hasina (présidente de l'AL et actuelle première ministre)



Veillée aux chandelles à Dacca contre la violence faite aux femmes (2010)

classes moyennes urbaines. Cela a entraîné un recul du phénomène des « femmes manquantes », c'est-à-dire d'infanticide basé sur le sexe⁴⁰ et amélioré l'acceptabilité du travail des femmes. Symbolique de ces évolutions, les ouvrières prédominent dans l'industrie textile (de 80 à 90 % selon les sources), qui, comme évoqué plus haut, est le secteur clef de la réussite économique récente du Bangladesh⁴¹. La microfinance a joué un rôle im-

portant dans cette émancipation, en particulier en milieu rural : 92 % des emprunteurs sont des femmes et 90 % vivent en zone rurale⁴².

D'importantes avancées ont également été constatées dans le **domaine éducatif**, en particulier aux plus bas niveaux scolaires (école primaire et secondaire), où le nombre de filles inscrites surpasse maintenant celui des garçons (110 filles pour 100 garçons).

Cela s'est traduit entre autres par une disparité déclinée entre les sexes en matière d'alphabétisation : 61.3 % des hommes et 52.2 % des femmes savaient lire et écrire en 2010, contre respectivement 44.3 % et 25.8 % en 1990⁴³. Ces améliorations sont notamment liées au lancement de plusieurs programmes au niveau national : scolarisation obligatoire en primaire, programme « Food for Education » (FFE)⁴⁴, et plus spécifiquement pour les filles, bourses ou gratuité d'inscription aux niveaux primaire et secondaire⁴⁵. Par ailleurs, les mères ont de plus en plus leur mot à dire dans l'éducation de leurs enfants, en particulier leurs filles.

Malgré ces progrès, une large majorité de bangladaises doit toujours faire face à de très fortes discriminations et injustices. L'un des principaux points noirs concerne la persistance des **mariages précoces** et de manière plus générale, les violations des **droits sexuels et reproductifs des femmes**. L'âge du mariage chez les filles est égal en moyenne à 16.4 ans au Bangladesh, le plus faible en Asie et l'un des faibles au monde⁴⁶. Parmi les conséquences, on peut citer des taux de fertilité (80.6 naissances par 1000 femmes âgées de 15 à 19 ans)⁴⁷ et de décès maternel⁴⁸ (170 pour 100 000 naissances) toujours très élevés⁴⁹ (seulement 31 % des naissances sont assistées par du personnel médical⁵⁰). Une autre conséquence est un taux de décrochage scolaire plus élevé chez les filles que chez les garçons, en lien avec les problèmes de discrimination et de violence à l'école⁵¹.

Un autre problème majeur est le **caractère majoritairement informel du travail des femmes**⁵². D'après la Banque Asiatique de Développement, 92.6 % des femmes ayant un emploi l'exerceraient dans le secteur informel, contre 85.8 % pour les hommes⁵³. Les secteurs concernés sont des secteurs à faible revenu, majoritairement agricoles (ex. élevage de crevettes) mais aussi dans les usines de vêtements ou le travail domestique. Ces professions sont caractérisées par des conditions de travail particulièrement précaires et un manque général de garanties et protections sociales, ce qui exacerbe leur vulnérabilité. La migration des femmes vers des pays étrangers, pour des travaux domestiques ou autres, entraîne également de nombreuses formes d'exploitation, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du Bangladesh⁵⁴.

La question des **violences contre les femmes**, en particulier domestiques, constitue l'une des autres grandes faiblesses du pays. Les statistiques policières ainsi que des évaluations indépendantes de la part d'ONG montrent une tendance à la hausse de différents types de violence ces dernières années :

- Plusieurs études révèlent qu'environ 60 % des hommes bangladais se livrent à des violences physiques et/ou sexuelles à l'encontre de leurs compagnes (dont près de la moitié des violences physiques graves)⁵⁵.
- Dans une étude de l'ONU, près de 15 % des hommes interrogés admettaient la pratique du viol de femmes ou de filles⁵⁶.
- Près de 3000 cas de violence liés

LOIS BANGLADAISES EN FAVEUR DES DROITS DES FEMMES

- 1980 : interdiction de la dot
- 2000 : prévention de la répression des femmes et des enfants
- 2002 : contrôle des crimes à base d'acide
- 2009 : citoyenneté et droits humains
- 2010 : prévention et protection contre la violence domestique
- 2012 : enregistrement des mariages hindous
- 2012 : dissuasion et répression du trafic d'êtres humains

à la dot⁵⁷ étaient reportés en 2004 et plus du double en 2012⁵⁸.

- Le nombre de demandes de dot, illégale depuis 1980 au Bangladesh, est passé de 5331 en 2010 à 7079 en 2011⁵⁹.

A noter que nombre de ces chiffres sont sous-estimés étant donné le faible report des incidents. La plupart du temps, les victimes n'osent pas porter plainte, du fait de la forte pression sociale, de l'indifférence (voire hostilité) des forces de police, de la complexité et du coût des procédures judiciaires, etc. Ainsi, sur 109621 cas de violences recensés par la police en 2010-2012, seuls 6875 ont été jugés « authentiques » et ont fait l'objet de procédures judiciaires⁶⁰. De nombreux cas sont réglés de manière informelle, via des compromis ou au sein de tribunaux locaux, les *shalishs*⁶¹, qui ne rentrent généralement pas dans les statistiques gouvernementales⁶².

De manière plus générale, les institutions bangladaises restent peu protectrices des droits des femmes. La constitution spécifie bien l'égalité des droits, mais seulement dans la sphère publique. Concrètement, les lois civiles et religieuses, au caractère très patriarcal, sont

couramment utilisées dans le domaine privé, notamment pour les questions de divorce, de mariage, d'héritage et de garde des enfants, souvent les plus cruciales pour les femmes. La loi musulmane spécifie par exemple qu'un fils reçoit le double d'héritage comparé à une fille. Ou bien qu'une mère perd ses droits de garde dès qu'elle épouse un homme sans lien avec son enfant. De même, la loi traditionnelle hindoue limite fortement les opportunités d'héritage ou de divorce pour les femmes. La recommandation de Ms. Rashida Manjoo, rapporteur spécial de l'ONU sur la violence faite aux femmes, est d'adopter sans délai un code de la famille unifié et conforme aux dispositions de la CEDAW⁶³. Ms. Manjoo préconise également au gouvernement bangladais de lever ses réserves sur les articles 2 et 16 de la CEDAW, qui visent à éliminer les discriminations envers les femmes devant la loi et au sein de la famille. Le Bangladesh s'y est jusqu'à maintenant toujours opposé, considérant ces articles comme en conflit avec les lois religieuses de la charia islamique⁶⁴.

Face à ces diverses manifestations de violence, de nombreuses lois ont pourtant été adoptées au cours des

RÉSUMÉ DES PRINCIPAUX DÉFIS EN MATIÈRE DE DROITS DES FEMMES AU BANGLADESH

- Sensibilisation et prévention des mariages précoces
- Lutte contre la violence envers les femmes, en particulier violence domestique
- Code de la famille intégrant la lutte contre les discriminations dans la sphère privée
- Meilleure implémentation de la législation existante
- Reconnaissance du travail informel des femmes

deux dernières décennies (voir encadré plus haut). Mais leur application est la plupart du temps laxiste et inefficace. En cause, l'absence de réelles procédures d'application ainsi que la corruption généralisée (et connue du public) des fonctionnaires (pots de vin, destruction ou perte des preuves, libération des criminels, politisation des décisions judiciaires, etc.)⁶⁵. Notons néanmoins que le gouvernement bangladais a récemment mis en place divers instruments pour diminuer l'incidence des violences : centres locaux d'hébergement et d'assistance aux victimes, ligne téléphonique nationale, centre de gestion des traumatismes et diverses cellules de prévention. Ces services officiels sont le plus souvent complétés par ceux des nombreuses ONG présentes sur le terrain, par exemple de l'aide juridique ou des activités génératrices de revenus tels que des programmes de micro-crédit⁶⁶.

Au final, le bilan en matière de droits des femmes au Bangladesh est relativement contrasté. Le caractère fondamentalement patriarcal de la société bangladaise reste un énorme frein, en particulier en milieu rural et/ou au sein des minori-

tés. On le voit au niveau législatif : malgré la succession de lois depuis quelques années, leur implémentation se heurte à des traditions profondément ancrées dans toutes les couches de la société, allant des forces de police aux leaders religieux ou communautaires, et souvent chez les femmes elles-mêmes⁶⁷. Malgré tout, le fait que ces problèmes soient abordés de plus en plus ouvertement – dans les médias, la classe politique, la société civile, etc. – constitue en soi une victoire et laisse espérer de nettes améliorations dans le futur.

INDE SITUATION GLOBALE

Pays continent, l'Inde est le second pays le plus peuplé au monde (1.25 milliards d'habitants en 2013⁶⁸), derrière la Chine, qu'elle devrait dépasser en 2030⁶⁹. La population est majoritairement hindoue (80.5 %), puis musulmane (13.4 %), chrétienne (2.4 %), sikhe (1.9 %) et bouddhiste (0.8 %). Foyer ancien de civilisations, le pays a été graduellement colonisé par les européens à partir du 18^e siècle. D'abord au travers de divers comptoirs portugais, hollandais, français et anglais, puis

principalement par ces derniers, qui dès 1850 contrôlent la quasi-entière du pays. Après 2 guerres mondiales aux côtés des anglais et une lutte marquée par la résistance non-violente du Mahatma Gandhi, l'Inde devient indépendante en 1947. Le pays est depuis 1950 une république parlementaire fédérale, réputée comme la démocratie la plus peuplée au monde.

Encore considéré comme un pays pauvre au début des années 80, l'Inde a depuis connu un **développement économique fulgurant**. Le PIB du pays est aujourd'hui égal à \$1877 milliards, ce qui le classe à la 10^e position mondiale⁷⁰, dans la catégorie des pays dits émergents⁷¹. Le pic de croissance est atteint au milieu des années 2000, avec une impressionnante moyenne de plus de 9% de croissance par an. La plupart des économistes attribuent ce décollage au changement de politique économique effectué au début des années 90 : les dirigeants décident alors de passer d'une économie mixte et socialisante à la Nehru⁷² à une libéralisation économique et commerciale. Ils misent en cela sur le développement d'une partie de la population (« l'Inde qui brille », constituée des classes moyennes urbaines et instruites⁷³) et de secteurs bien précis de l'économie (services de pointe et de haute technologie)⁷⁴.

Mais l'Inde a perdu de sa superbe, connaissant depuis quelques années un **fort ralentissement économique**. Même si dans un premier temps elle traverse bien la crise (croissance de 9.9% en 2011), son

taux de croissance est retombé à 4,4% en 2013⁷⁵. L'économie indienne a d'abord souffert de la dégradation de la conjoncture internationale, avec notamment une baisse des investissements directs étrangers (IDE), une dévaluation de la roupie et une forte baisse des exportations de services⁷⁶. D'aucuns mettent également en avant les faiblesses intrinsèques du pays : infrastructures déficientes (transport, énergie, distribution d'eau), corruption profondément enracinée⁷⁷, paralysie politique et réglementations du travail perçues comme trop contraignantes par les investisseurs⁷⁸.

D'autres pointent surtout du doigt l'échec de l'approche dite du « ruisselement », selon laquelle une croissance sélective, basée essentiellement sur les services et à destination des classes moyennes, serait capable de tirer l'ensemble du pays vers le haut. Difficile de les contredire tant les inégalités ont explosé depuis le début du processus de libéralisation. Quelques chiffres illustrent ce phénomène :

- En 10 ans, le nombre de milliardaires indiens est passé de 6 à 61. En 2008, ces élites minoritaires concentraient 26% de la richesse du pays (contre 1,8% en 2003)⁷⁹. Exemples emblématiques de ces « ultra-riches », le sulfureux magnat de l'acier Lakshmi Mittal (6e fortune du monde) ou les frères Mukesh et Anil Ambani (19e et 36e).
- A côté de cela, plus des ¾ des indiens vivent aujourd'hui avec moins de \$2 par jour⁸⁰.
- L'IDH de l'Inde perd 28% de sa valeur après ajustement aux inégalités (de 0,586 à 0,418)⁸¹.



Bidonvilles vs. gratte-ciel à Bombay

Le gouvernement de l'ancien Premier ministre Manmohan Singh, principal architecte des réformes conduites depuis 20 ans, a bien mis en avant de nombreux **programmes sociaux**. Mais cette politique de subvention, largement insuffisante, n'a pas permis aux masses d'embrayer et de participer à l'émergence du pays. Le plan de garantie-emploi lancé en 2006 par exemple, promettant 100 jours de travail payés à tous les travailleurs des zones rurales, a buté sur d'innombrables obstacles, à commencer par la corruption⁸². Les campagnes, qui abritent 60% de la population active, sont d'ailleurs le parent pauvre du développement indien, l'agriculture n'ayant connu que 2% de taux de croissance annuel dans les années 2000-2010, contre près de 10% pour l'industrie et les services⁸³.

Autre illustration de cette **situation sociale déplorable**, les dépenses publiques de l'Inde en matière de soins de santé correspondent à seulement 1% du PIB⁸⁴. Résultat,

selon les Nations Unies, seuls 30% de la population ont accès à des soins adéquats, 50% à des médicaments de base et quelque 44% des enfants souffrent de malnutrition. Au final, plus de 500 millions d'Indiens vivent encore sous le seuil de pauvreté⁸⁵, soit 42% de la population du pays et un tiers des pauvres de la planète (plus que les pauvres de toute l'Afrique subsaharienne). L'Inde reste par ailleurs considérablement fragmentée : par classes⁸⁶, castes et communautés religieuses, mais aussi au niveau géographique, entre un Nord-Est pauvre et les prospères Etats du Sud et de l'Ouest, ainsi qu'entre les villes et les campagnes. Plus que jamais les indiens pauvres ont un visage : ils sont pour l'essentiel ruraux, Adivasis (tribus), Dalits (intouchables), musulmans et de sexe féminin⁸⁷.

Face à ces différents défis, l'Inde a choisi, lors des dernières élections législatives de mai 2014, de prendre un net **virage politique à droite**. C'est en effet Narendra Modi, du Bharatiya Janata Party (BJP, droite nationaliste

hindoue), qui a remporté la majorité des 543 sièges de « Lok Sabha », la chambre basse du Parlement. Son principal adversaire, Rahul Gandhi, héritier de la dynastie Gandhi-Nehru et leader du Congrès (parti historiquement dominateur en Inde), a été nettement battu, payant ainsi le prix d'une campagne particulièrement terne. Modi a su également capitaliser sur le désenchantement général à l'égard du pouvoir sortant, affaibli par une série de scandales liés à la corruption ainsi que par le récent ralentissement économique.

L'objectif prioritaire affiché par le nouveau gouvernement est de **faire repartir la croissance**. Beaucoup voient en Modi un manager de choc, capable de reproduire à l'échelle nationale les performances économiques qu'il a enregistrées dans l'état du Gujarat de 2001 à 2013. Son

projet économique est d'accentuer la libéralisation du pays et de définitivement rompre avec le capitalisme d'Etat de ses prédécesseurs du parti du Congrès⁸⁸, en se basant notamment sur l'accroissement des exportations industrielles et sur le renforcement des projets d'infrastructures lourdes (électricité, chemins de fer, etc.). Au-delà des objectifs de croissance, l'intérêt de ce modèle, de type « Asie de l'Est », est selon Modi d'absorber les dix millions de travailleurs, pour la plupart semi-qualifiés, qui rejoignent chaque année la population indienne en âge de travailler. Les principaux défis de cette politique sont financiers – via les capitaux étrangers ou l'épargne interne – et migratoires – comment gérer les immenses déplacements de populations internes générés, en particulier en provenance des campagnes⁸⁹.

Sur le front intérieur, la crainte, avant les élections, de **turbulences interconfessionnelles**, de par le caractère nationaliste hindou du BJP et l'historique de Modi, semble s'être évanouie. La réputation de Modi a en effet longtemps été entachée par les pogroms antimusulmans de 2002 dans son Etat du Gujarat. Ces émeutes y avaient fait près de 2000 victimes, essentiellement musulmanes, sans qu'il n'ait fait grand-chose pour les stopper. Aujourd'hui, Modi semble avoir réussi à imposer une forme de pragmatisme à la base nationaliste de son parti⁹⁰. De nombreux analystes soulignent que l'extrême hétérogénéité – religieuse, ethnique, sociale, linguistique – de l'Inde impose à tout gouvernement central un réalisme facteur de modération.



Narendra Modi durant un meeting électoral (2014)

INÉGALITÉS HOMMES/ FEMMES

De manière relativement similaire au Bangladesh, la **condition des femmes indiennes**, malgré quelques progrès récents, reste l'**une des plus difficiles au monde** : de la persistance des infanticides féminins jusqu'à la recrudescence de la dot en passant par les nombreuses violences associées telles que les crimes d'honneur ou les viols, l'Inde reste profondément marquée par les discriminations de genre⁹¹. Cette situation est partiellement reflétée dans l'indice mondial d'écart entre les sexes du FEM. En 2013, l'Inde était classée à la 101e position, sur un total de 136 pays évalués, le dernier au sein des pays BRICS⁹². Son classement était particulièrement bas dans les secteurs de l'éducation (120e), de la participation économique (124e), et de la santé (135e).

L'un des **seuls points positifs du pays** en matière d'égalité hommes-femmes concerne la participation des femmes à la vie politique, où il est classé au 9e rang de l'indice du FEM. Ce score est reflété par la présence de quelques grandes figures féminines dans la vie politique indienne : historiquement Indira Gandhi (Premier ministre durant 16 années), mais aussi sa belle-fille Sonia Gandhi (présidente du Parti du Congrès), ou encore Meira Kumar (présidente du Lok Sabha, l'une des 2 chambres du parlement). De plus, depuis 2009, 50 % des postes au sein des institutions politiques locales (les « Panchayati ») sont réservés aux femmes. Néanmoins, elles étaient seulement 11 % aux niveaux national et régional en

2012, bien loin de la moyenne du Bangladesh par exemple (voir plus haut)⁹³.

Le problème à la fois le plus marqué et le plus distinctif est sans doute la persistance des **infanticides et des avortements sélectifs de filles**. Cette tendance s'observe notamment dans les taux de mortalité infantile : 44.3 décès pour 1000 naissances chez les filles, contre 43.5 chez les garçons, des taux inversés par rapport aux moyennes mondiales (respectivement 32.6 et 37)⁹⁴. Les ratios de sexe des enfants (0-6 ans) sont également parlants : 914 filles pour 1000 garçons⁹⁵, un chiffre qui n'a jamais été aussi bas (il était par exemple égal à 927 en 2001)⁹⁶. Dans certaines régions, telles le Punjab ou le Gujarat, il atteint même des taux alarmants de 800 filles pour 1000 garçons. Ce n'est pas un hasard si ces régions sont les plus touchées : ce sont aussi les plus riches. Les classes moyennes, plus nombreuses, y ont davantage accès au diagnostic prénatal (échographie), ce qui facilite l'avortement discriminatoire. Ce dernier est pourtant illégal depuis 1994, année où la loi sur les techniques de diagnostic préconceptionnel et prénatal a été votée⁹⁷. Le gynécide, c'est-à-dire le meurtre de filles, reste par ailleurs assez courant en milieu rural⁹⁸. Au total, selon le dernier recensement effectué en 2011, l'Inde compterait 37 millions de femmes en moins que d'hommes, du fait des foeticides, infanticides, négligences envers les jeunes filles et autres crimes ou discriminations envers les femmes. Revenir à des proportions naturelles entre sexes

nécessiterait 60 millions de femmes supplémentaires (le nombre total de « femmes manquantes », pour utiliser l'expression de l'économiste Amartya Sen⁹⁹). Certains auteurs n'hésitent pas à qualifier ce déséquilibre démographique de « génocide »¹⁰⁰.

Ces comportements, liés à la préférence généralisée pour les garçons dans la société indienne, s'expliquent par toute une série de facteurs économiques et culturels, en premier lieu **la pratique de la dot**. Pourtant interdit par la loi indienne depuis 1961, son usage persiste, voire augmente dans certaines régions, notamment sous l'effet de la croissance économique. Il se répand aussi parmi les castes inférieures, qui imitent peu à peu les comportements sociaux des riches. Les exigences croissantes des familles du marié soumettent ainsi de plus en plus les couples à la nécessité économique de produire un fils. De plus, nombreuses sont les dots non honorées, ce qui entraîne une recrudescence des crimes envers les femmes. S'estimant floués, les époux ou leur belle-famille vont parfois jusqu'à brûler vive la mariée. Selon la police Indienne, 8233 femmes seraient mortes en 2012 à la suite de disputes liées à la dot, soit près de 22 femmes par jour¹⁰¹. La hausse constante de ce type de crime serait facilitée par les délais des poursuites judiciaires et le faible taux de condamnations (seulement 32 % en 2013)¹⁰². Cette pratique aux profondes racines culturelles ayant persisté dans les faits, un article du code pénal (article 498A), adopté en 1983, sanctionne les auteurs de « cruautés » com-



Manifestation contre le viol collectif de Delhi (2013)

mises au nom des prétendus « devoirs » liés à la dot.

De manière plus générale, l'Inde est, comme le Bangladesh, caractérisée par un taux record de **violences contre les femmes** : violences liées à la dot comme on l'a vu, mais aussi violences domestiques, viols, harcèlement sexuel, attaques à l'acide, crimes d'honneur, trafic sexuel, kidnapping. Selon un sondage récent effectué auprès de plus de 200 experts genre, l'Inde serait classée comme le 4e endroit le plus dangereux au monde pour les femmes¹⁰³. Selon les statistiques officielles (bureau national d'enregistrement des crimes – NCRB), 309546 crimes de ce type étaient signalés à la police en 2013, contre 244270 en 2012, ce qui représentait une augmentation de 26.7%¹⁰⁴. De nouveau, ces chiffres ne sont qu'au mieux indicatifs dans la mesure où les violences contre les femmes sont parmi les crimes les plus sous-dé-

clarés au monde, en raison de la stigmatisation sociale associée¹⁰⁵. Cela est accentué par le fait qu'environ la moitié des violences aurait lieu au domicile de la victime (par le mari ou la famille¹⁰⁶, dont sont fortement dépendantes la plupart des femmes), ainsi que l'absence de criminalisation du viol conjugal en Inde^{107,108}. Enfin, un autre obstacle est la réticence des fonctionnaires de police à enregistrer les plaintes. En effet, la majorité d'entre eux sont des hommes¹⁰⁹, les faibles taux de condamnation ne sont pas incitatifs et ces plaintes gonflent les statistiques en leur défaveur.

Le pays se conscientise néanmoins peu à peu à ces questions, en particulier au sein des classes moyennes urbaines. Un tournant majeur a été le **viol et le meurtre en décembre 2012 d'une jeune fille**¹¹⁰ de 23 ans dans un bus de New Delhi. Les conditions particulièrement sauvages du viol (par six hommes, dont le chauffeur, accompagné de

tortures à la barre de fer) et le fait que la victime ait succombé à ses blessures, ont soulevé la colère et l'indignation dans tout le pays. New Delhi a peu après été le théâtre de manifestations massives et parfois violentes, attisées par des médias à la pointe d'une véritable campagne de mobilisation¹¹¹. Contraint de réagir, le gouvernement a renforcé l'arsenal législatif en matière d'agressions sexuelles. Un violeur encoure désormais une peine d'au moins 20 ans de prison – jusqu'à la perpétuité, voire la peine capitale en cas de récidive ou si la victime décède¹¹². Le traitement judiciaire de l'affaire a par ailleurs été accéléré : 9 mois de procédure spéciale (« fast track court ») ont abouti à la condamnation à mort de 4 des accusés¹¹³. Un jugement pour le moins inhabituel, en vue du taux normal de condamnation dans les affaires de viol (3,5 % en 2012).

Au-delà des solutions juridiques et institutionnelles, l'affaire a suscité un vaste débat sur les **racines sociales et culturelles** de ces violences¹¹⁴. La parole des femmes en particulier s'est libérée comme jamais. Le fait que les statistiques 2013, qui montraient une augmentation par rapport à 2012 du nombre de plaintes pour viol à Delhi, pourrait signifier que les indiennes se débarrassent peu à peu des tabous et culpabilités qui les empêchaient jusqu'à présent de poursuivre les auteurs de ces actes¹¹⁵.

Un autre type de violence relativement courant en Inde est le **crime d'honneur**. Ce terme couvre un ensemble de violences infligées principalement à des femmes, par

des proches parents le plus souvent masculins (père, frère, oncle). Les victimes sont perçues comme ayant apporté le déshonneur à la famille, pour des raisons liées à un comportement jugé immoral : refus d'un mariage arrangé et/ou choix personnel d'un conjoint, demande de divorce, relations hors mariage, agression sexuelle subie¹¹⁶. Même si leur incidence est moins élevée que dans les pays arabes, ils seraient la cause de 900 décès par an en Inde (pour un total de 5000 environ dans le monde), principalement dans les états du Nord (Punjab, Haryana, Uttar Pradesh)¹¹⁷.

La situation n'est guère plus reluisante **au niveau économique**. Le taux de participation des femmes à la population active¹¹⁸ n'était en Inde que de 29 % en 2012, à comparer par exemple aux 57 % du Bangladesh¹¹⁹. La grande majorité des femmes ayant un emploi l'exerce dans le secteur informel : 96 %, contre 91 % chez les hommes¹²⁰. Les situations varient néanmoins énormément d'une région à l'autre, étant données la taille et de la diversité du pays. Les femmes des provinces du nord-est et du sud ont ainsi tendance à

davantage travailler de manière formelle, dans le secteur des services notamment. De même dans les zones urbaines, où le taux d'emploi féminin dans le secteur informel est nettement plus bas, aux alentours de 65-70 %¹²¹.

Comme dans le cas du Bangladesh, **de nombreuses lois ont été adoptées** ces 30 dernières années dans le domaine des droits des femmes (voir encadré ci-dessous). Mais comme chez son voisin, leur application reste très problématique (problèmes de corruption, lourdeur administrative, budgets limités, manque d'information et d'éducation des femmes, etc.). Le cadre législatif se heurte de plus à la persistance des règles religieuses, toujours prédominantes en matière de droit individuel (droits sociaux de base, règlements des divorces, droits successoraux, etc.¹²²). Un exemple intéressant d'outil législatif mis en place par le gouvernement de Delhi est le schéma dit «Ladli», qui octroie une allocation à la naissance d'une fille. L'allocation ne pouvant être utilisée avant la majorité, le système permet de lutter à la fois contre l'infanticide

de filles et le mariage précoce. De nombreux autres programmes de support et de discrimination positive existent, tels le «Rashtriya Mahila Kosh» (crédit pour les femmes à faible revenu), ou le projet «Rajiv Gandhi» (support nutritionnel, éducationnel, soins de santé, etc., pour des adolescentes à risque), mais de nouveau, leur implémentation est complexe et très limitée¹²³.

En conclusion, cet ensemble de données indique clairement que la situation socio-économique des femmes en Inde reste particulièrement difficile. C'est d'autant plus frappant lorsqu'on la compare avec celle des bangladaises qui, malgré un contexte économique beaucoup plus défavorable, est légèrement meilleure. L'affaire du viol collectif de Delhi a mis en lumière le caractère profondément patriarcal et violent de la société indienne. Mais le battage médiatique associé a également démontré que l'Inde évoluait et qu'une proportion croissante de la population n'était plus prête à accepter ce type de violence. En particulier, l'apparition de nouvelles opportunités économiques, éducatives et politiques pour un nombre croissant de femmes a permis de développer un activisme et une société civile plus forte, mieux à même de défendre les droits des femmes, que ce soit dans le cadre des médias, de l'administration, de la vie politique ou des structures sociales plus larges. Ces évolutions ne se font cependant pas sans résistance, comme l'illustre l'apparition de mouvements masculinistes¹²⁴, ainsi qu'un récent projet d'amendement à la loi sur la dot¹²⁵.

LOIS INDIENNES EN FAVEUR DES DROITS DES FEMMES

1961 : interdiction de la dote

1983 : article 498A du code pénal sanctionnant les crimes liés à la dot

1994 : loi sur les tests de détermination prénatale

2000 : prévention de la répression des femmes et des enfants

2002 : contrôle des crimes à base d'acide

2009 : citoyenneté et droits humains

2010 : prévention et protection contre la violence domestique

2012 : enregistrement des mariages hindous

2012 : dissuasion et répression du trafic d'êtres humains



RÉSUMÉ DES PRINCIPAUX DÉFIS EN MATIÈRE DE DROITS DES FEMMES EN INDE

- Sensibilisation et prévention des infanticides et avortements basés sur le sexe
- Lutte contre la dot
- Lutte contre la violence envers les femmes, en particulier la violence domestique
- Meilleure implémentation de la législation existante
- Égalité homme-femmes au travail et reconnaissance du travail informel des femmes

MÉTHODOLOGIE

COLLECTE DE DONNÉES

Les données qualitatives¹²⁶ de cette étude ont été collectées en août 2014, durant une mission de 3 semaines en Inde et au Bangladesh (1 semaine par organisation partenaire, voir leur description plus bas). Diverses méthodes ont été utilisées :

- Une série d'interviews **semi-structurées**¹²⁷ avec les organisations partenaires. Le staff interrogé comprenait principalement les responsables des activités d'éducation ou de campagne ainsi que les directeurs. Ces discussions couvraient notamment le fonctionnement de l'organisation, ses activités, les relations avec les groupes d'artisan(e)s, les outils aux niveaux politique ou éducationnel, etc.
- Des **interviews semi-structurées** d'artisanes (ou « histoires de vie »), issues de communautés rurales ou de bidonvilles. La plupart de ces artisanes étaient relativement âgées et avaient un profil de leader, c'est-à-dire qu'elles exerçaient ou avaient exercé des fonctions de gestion de groupe ou de représentation au sein des instances des OCE. Le principe ici n'était pas d'obtenir un échantillon représentatif de l'ensemble des artisanes mais plutôt d'étudier en profondeur le processus d'empowerment chez celles dont le parcours au sein



Groupe de discussion, Sunita Handicrafts, Tara Projects – 05/08/2014

de l'organisation était le plus significatif.

- Un ou deux **focus groupes**¹²⁸ par OCE. Chez CJW et Sasha, une vingtaine de représentantes de différents groupes d'artisanes ont été rassemblées sur une matinée. Chez Tara Projects, la discussion a eu lieu avec les artisanes d'une seule et même communauté (Sunita Handicrafts, Badarpur¹²⁹, New Delhi), de même pour un focus groupe supplémentaire chez Sasha (KSEWS, Paikpari, West Bengale). L'objectif ici était de collecter une variété importante de témoignages d'artisanes : impact de l'artisanat équitable sur leur parcours, problèmes, besoins et propositions en matière de droits des femmes, etc. Une approche recherche-action¹³⁰ a été adoptée pour ces ateliers, plus particulièrement pour le premier avec Sasha, ce qui a permis d'initier

un processus de réflexion et de conscientisation à long terme sur les droits des femmes.

- Enfin, dans chaque région visitée, **des interviews** ont également été conduites auprès d'**organisations de la société civile**, spécialisées sur les questions de genre ou de commerce équitable :
 - Dhaka, Bangladesh : Oxfam Bangladesh, Caritas, Naripokkho, Shapla Neer, Ecota (plate-forme bangladaise de commerce équitable), Tushar Kona Khander (consultante auprès de l'OCE Dhaka Handicrafts).
 - Kolkata, Inde : Jeevika, Swayam, Devasmita Sridhar (consultante auprès de Sasha).
 - Delhi, Inde : Oxfam India.

LIMITATIONS MÉTHODOLOGIQUES

Étant donné le nombre limité d'interviews et d'ateliers menés, il est évident que cette étude n'a pas de valeur quantitative. Elle donne simplement des pistes d'analyse qualitative sur les processus d'empowerment des artisanes de trois OCE indiennes et bangladaises. Les témoignages collectés ne concernent que trois zones géographiques bien spécifiques (Delhi, Kolkata et Dhaka et leurs périphéries), ce qui empêche notamment toute comparaison systématique entre les situations indiennes et bangladaises. Quelques interviews ont été menées en milieu rural mais la majorité concernait des groupes urbains. Les inévitables traductions ont rendu d'une part les discussions moins fluides (en particulier durant les focus groupes) et d'autre part, elles ont affaibli l'authenticité des témoignages, les traducteurs déformant inéluctablement une partie des propos. Enfin, le cadre théorique utilisé a été simplifié afin de faciliter l'utilisation de l'étude par l'ensemble des partenaires potentiels de campagne.

ORGANISATIONS D'ARTISANAT ÉQUITABLE ÉTUDIÉES

CORR – THE JUTE WORKS (CJW), BANGLADESH¹³¹

CORR – The Jute Works (CJW) a été fondée en 1973, dans l'objectif d'aider les femmes touchées par la

guerre d'indépendance contre le Pakistan. La fabrication de produits en jute leur donnait un moyen rapide de tirer des revenus d'un artisanat traditionnel qu'elles connaissaient bien et qu'elles pouvaient effectuer à domicile. En 2013, l'organisation travaillait avec plus de 160 groupes d'artisans, comptant environ 3700 femmes et 350 hommes, répartis dans 23 districts du Bangladesh. Les groupes sont organisés de manière collective et autonome, assurant entre autres le suivi de la production sur le terrain. La majorité des artisans habite en milieu rural (82 %), le reste (12 %) dans des bidonvilles¹³². Le chiffre d'affaires de l'organisation était en 2011-2012 égal à US\$ 773000¹³³.

Pour faire face à la baisse de la demande pour les produits en jute, CJW a développé de nouveaux processus de production. En plus des articles en jute (sacs, paniers, sets de table, hamacs), les groupements

créent des articles en terre cuite, en cire ou en fibres de bananier. Ils maîtrisent également la fabrication d'objets artisanaux à base de papier mâché, de perles de verre et de cuir. L'organisation cherche par ailleurs à diversifier ses marchés d'exportation. Elle a ainsi entamé ces dernières années une collaboration avec la multinationale du textile H&M¹³⁴.

Au niveau social, CJW mène des programmes d'éducation et de conscientisation (hygiène, planning familial, gestion des ressources, droits des femmes, etc.), en plus de formations professionnelles (développement de produits, qualité, etc.). Les groupes bénéficient en outre d'un fonds d'épargne collective, géré démocratiquement par chaque groupement, afin d'encourager les artisan(e)s à explorer d'autres activités complémentaires. Ces fonds ont notamment permis à nombre d'entre eux/elles



Atelier de fabrication de sacs en jute, CJW – 23/07/2014

de développer des projets d'agriculture familiale (élevage, pisciculture de petite taille, culture maraîchère, pour laquelle CJW distribue aussi des semences). CJW leur octroie également un petit fonds de crédit pour les besoins individuels, des services de santé (ex. examen des yeux), de l'équipement pour l'approvisionnement en eau potable des communautés, des arbustes, etc.

En matière de campagne, CJW est active principalement dans les domaines du commerce équitable et des droits des femmes (voir dernier chapitre de cette étude). Ne disposant pas d'énormément de ressources dans ce domaine, elle semble vouloir autonomiser ses groupes d'artisan(e)s et/ou travailler en alliance (elle est membre de WFTO, WFTO-Asia et ECOTA, plateforme bangladaise de commerce équitable)¹³⁵.

SASHA, KOLKATA, INDE

L'organisation Sasha, originellement appelée Sarba Shanti Ayog (SSA), a été créée en 1978 à Kolkata par un groupe de designers et d'agents de développement, désireux d'offrir aux artisans un système de commercialisation de leurs produits. En 1984, les artisans fondent leur propre association, Sasha Textile Artisans Association, qui couvre alors 4 domaines de production : tissage, teinture et impression, broderie, assemblage. En 1986, SACP (Sasha Artisans Association for Craft Producers) est créée pour s'occuper de toutes les questions de commercialisation, tandis que Sarba Shanti Ayog (SSA) se concentre sur les projets de développement (soutien technique, organisationnel et financier)¹³⁶.



Atelier de broderie, KSEWS, Sasha – 28/08/2014

En 2013, Sasha travaillait avec environ 5000 producteurs, organisés en 72 groupes (producteurs individuels, coopératives, groupes communautaires ou indépendants). Sasha s'adresse en priorité aux femmes (70 %), ainsi qu'aux populations marginalisées (Dalits ou Adivasi) des zones rurales et semi-urbaines des Etats du Bengale occidental, Orissa, Bihar et Nord-Est. La majorité des artisan(e)s travaillent en commun au sein d'un atelier, seules quelques étapes (broderie, etc.) sont parfois effectuées à domicile, certains femmes ayant besoin d'horaires plus flexibles¹³⁷. Les produits commercialisés comprennent de l'artisanat, des textiles, des produits en jute, cuir, fibres naturelles, métal ainsi que des produits alimentaires biologiques (via l'association de service rural agricole RASA) et des préparations à base de plantes¹³⁸. Environ 30 % des ventes de Sasha sont réalisées sur le marché local (boutiques à Kolkata et Delhi) et 70 % à l'exportation. En 2011-2012, le

chiffre d'affaires de Sasha était de US\$ 1.8 millions¹³⁹.

Devenue avec le temps une véritable plateforme de services, Sasha a également créé la fondation EDF (« Enterprise Development Foundation »), qui soutient l'entreprenariat des femmes et des plus pauvres en leur proposant des financements (microcrédits) et des formations (ex. innovation et développement de produits). Cette volonté de miser sur l'esprit d'entreprendre est l'une des spécificités de Sasha. Les services économiques qu'elle propose (encouragement à l'innovation et à la créativité, appui au montage de business plan, amélioration des techniques, mise en relations avec des financeurs, etc.) permettent à ces petits producteurs de s'organiser et de créer leurs propres activités, au service du développement économique et social de leurs communautés¹⁴⁰.

Notons enfin que Sasha est membre

de WFTO et co-fondatrice du Fair Trade Forum India et de l'Asia Fair Trade Forum (ancien nom du WFTO-Asia), réseaux au travers desquels Sasha participe à quelques activités de plaidoyer/campagne en Inde et au niveau international.

TARA PROJECTS, DELHI, INDE

Créée dans les années 60 à Delhi, Tara Projects est une organisation s'attaquant à la pauvreté tant sur le plan économique que celui de l'exclusion et des droits humains. Elle est aujourd'hui la plus grosse OCE en Inde (près de US\$ 3 millions de chiffre d'affaires en 2010-2011). En 2010, elle travaillait avec une trentaine de groupes (coopératives, micro entreprises, groupes d'entraide, ateliers familiaux) regroupant au total plus de 1000 producteurs (dont environ 60 % de femmes). La plupart sont issus de populations immigrées ou marginalisées et vivent en milieu rural / semi-urbain, dans les régions de Bihar,

Bengale, Uttar Pradesh et Delhi. Une partie de la production est réalisée directement dans les ateliers de Tara. Pour des raisons liées notamment au travail des enfants et à l'autonomisation des femmes, le travail à la maison n'est pas encouragé (moins de 5 % des producteurs)¹⁴¹.

Tara Projects est divisée en deux ailes, un département commercial et un département en charge du développement communautaire. Le premier soutient la production et la commercialisation de produits d'artisanat (bijoux, boîtes, vases, statuettes, etc., à base de saponite, de bois sculpté, de résine, etc.), dans des conditions équitables (salaires justes, préfinancement, congés payés, aides d'urgence, assurances santé, etc.). Le second regroupe l'ensemble des activités d'éducation, de campagne et les différents programmes sociaux. Un exemple de tel programme est la construction d'un centre médical dans le village de

Badarpur, qui a permis à l'ensemble de la communauté de bénéficier d'un suivi médical.

Tara Projects fournit par ailleurs aux artisan(e)s de nombreuses formations professionnelles (couture, broderie, techniques commerciales, management, qualité, développement de produits, recyclage, etc.), ce qui leur permet de s'autonomiser, voire de lancer leurs propres activités (également via des programmes de microcrédit ou d'épargne collective). L'organisation dispense également des formations plus généralistes à destination des adultes, en particulier des femmes (ex. informatique, alphabétisation)¹⁴². Enfin, dans un objectif de lutte contre le travail des enfants, elle a construit 10 centres d'éducation non-formelle. Plus de 1000 enfants ont ainsi pu être scolarisés et bénéficier de matériel scolaire et de vêtements (et même des bourses pour près de 100 d'entre eux)¹⁴³.



Atelier de fabrication de bijoux, Mahila Vikas Crafts, Tara Projects – 07/08/2014

Au niveau des campagnes, Tara Projects travaille dans de nombreux domaines : commerce (in) équitable, mais aussi travail des enfants, droits des femmes, inégalités (ex. système des castes), droit à l'éducation, à la santé (ex. SIDA), problématiques environnementales (ex. eau, changement climatique), etc. La plupart du temps, ce travail de sensibilisation prend la forme de séminaires, par exemple à l'occasion de la journée mondiale du commerce équitable ou de la journée internationale pour les droits des femmes. Comme Sasha, elle bénéficie pour cela de son appartenance aux réseaux WFTO, Fair Trade Forum India et WFTO-Asia¹⁴⁴.

RÉSULTATS – IMPACT DE L'ARTISANAT ÉQUITABLE SUR L'EMPOWERMENT DES FEMMES AU SEIN DE TROIS ORGANISATIONS D'INDE ET DU BANGLADESH

De nombreuses études ont démontré que le commerce équitable pouvait être un modèle de développement favorable au bien-être, au statut et à l'émancipation des femmes. Un premier élément d'explication, sans doute le plus évident, est que **le commerce équitable s'adresse très souvent en priorité aux femmes**, considérant, à raison, qu'elles appartiennent à un segment de population défavorisé. Ainsi, beaucoup des organisations partenaires d'Oxfam font majoritairement appel à des femmes pour répondre à leurs besoins de production, en particulier dans le secteur de l'artisanat. Pour ne citer que les partenaires étudiés dans cette recherche, les femmes représentent environ 95, 70 et 60 % des travailleurs chez respectivement CJW, Sasha et Tara (voir la page "méthodologie"). Bien sûr, le fait de fournir un emploi, via un accès aux marchés, est une condition nécessaire mais non suffisante pour garantir l'empowerment économique des femmes. Encore faut-il qu'une réelle politique genre soit mise en place au sein de l'organisation et que les emplois générés

soient décents. Ainsi, nombreux sont les exemples d'emplois rémunérés dans le secteur conventionnel qui ne changent pas de manière significative la condition des femmes. Beaucoup détériorent même leur situation, notamment lorsqu'elles doivent combiner leur nouvel emploi avec des responsabilités reproductives et/ou domestiques¹⁴⁵.

A l'opposé, le commerce équitable garantit généralement l'empowerment des femmes au travers d'une série de **principes et critères**. Le principe n°6 de la WFTO (filière intégrée) est ainsi consacré à « la non-discrimination, l'égalité des genres, l'empowerment économique des femmes et la liberté d'association »¹⁴⁶. La WFTO a également développé une stratégie spécifique sur le genre, qui vise à garantir l'égalité hommes – femmes dans l'ensemble des organisations de la filière, ainsi qu'à porter la question au niveau politique. Plus généralement, les organisations de commerce équitable (OCE) en Europe examinent les efforts de leurs partenaires en la matière via leur outil

de monitoring (politiques, formations ou gouvernance spécifiques au genre)¹⁴⁷. La dimension genre est moins développée chez Fairtrade International, qui n'y fait référence que de manière générale, sous le critère de non-discrimination¹⁴⁸ (convention 111 de l'OIT, excluant toute « discrimination fondée sur la race, la couleur, le sexe, la religion, l'opinion politique, l'ascendance nationale ou l'origine sociale »)¹⁴⁹.

Au-delà de ces principes, les **impacts concrets du commerce équitable pour les femmes** sont relativement bien documentés. C'est particulièrement vrai dans le domaine agricole, un peu moins dans l'artisanat, où les études sont plus rares. Dans le chapitre suivant, nous allons tenter de résumer, sur base de la littérature existante, l'ensemble des impacts de l'artisanat équitable aux niveaux économique, social et politique sur l'empowerment individuel et collectif des femmes. À l'aide des entretiens ou groupes de discussions menés durant cette recherche, nous examinerons dans quelle mesure ces

impacts s'appliquent au contexte spécifique des OCE indiennes et bangladaises étudiées. Nous utiliserons pour cela la catégorisation des différentes formes d'empowerment (avoir, savoir, vouloir et pouvoir) présentée plus haut. Précisons de nouveau que cette classification est à la fois simplifiée et formelle, les frontières entre les différentes catégories étant parfois floues et perméables.

AVOIR

Pour rappel, cette dimension couvre l'ensemble des aspects économiques, c'est-à-dire **l'acquisition de ressources matérielles** et humaines permettant de répondre à des besoins d'ordre pratique. Cette dimension est sans doute celle où l'impact du commerce équitable est le plus évident a priori.

RESSOURCES MATÉRIELLES

En premier lieu, l'artisanat équitable fournit aux femmes un travail rémunéré, contrairement à la plupart des modèles traditionnels de répartition des tâches familiales. De plus, les prix garantis par les OCE partenaires sont supérieurs à la moyenne, ce qui permet aux artisanes de s'assurer une rémunération à la fois importante et relativement stable. Pour les familles les plus fragiles, les ressources générées permettent notamment de compléter et d'améliorer leur régime alimentaire.

« Avant, nous prenions seulement 2 repas par jour, un le matin, l'autre le soir. A partir du moment où j'ai travaillé, nous avons eu 3 repas, et



Groupe de discussion, Sunita Handicrafts, Tara Projects – 05/08/2014

nous avons pu y rajouter du poisson et de la viande». (Haricha, village Nagori de Kaligonj, CJW).

L'argent est investi dans des produits de première nécessité (produits non disponibles via la production agricole locale, comme par exemple huile, sel, sucre, médicaments, etc.), des vêtements, ou encore l'amélioration du logement. Ce dernier est un investissement prioritaire pour les populations déplacées suite aux guerres ou catastrophes naturelles¹⁵⁰.

« Ce travail m'a permis d'être indépendante et d'acheter mes propres affaires. J'ai acheté une machine à coudre, j'ai fait remplacer mon logement de bambou par une maison en brique ». (Rashida Begum, Mirpur 27 Refugee Women's Group, CJW).

Le fait de disposer de revenus propres a des conséquences directes sur l'empowerment indivi-

duel des femmes mais aussi sur le bien-être de leurs familles. Plus que les hommes, les femmes investissent très souvent l'argent qu'elles gagnent dans l'amélioration des conditions de vie de leurs proches, en particulier en matière d'accès aux soins de santé et d'éducation¹⁵¹.

« Ma vie est maintenant un peu meilleure. Je peux maintenant envoyer ma fille à l'école ». (Alo, discussion de groupe, Tara Projects).

Grâce à leur source indépendante de revenus, certaines femmes prennent même en charge des membres de leur famille éloignée, suite à divers accidents de la vie.

« J'ai adopté les filles de ma sœur aînée, décédée. Je n'ai pas pu me marier car je supporte financièrement toute ma famille ». (Discussion de groupe, CJW).

Au-delà du salaire juste, les OCE indiennes et bangladaises étudiées dans cette recherche fournissent par ailleurs à leurs membres toute une série de bénéfices sociaux

complémentaires ayant des retombées positives sur l'empowerment des femmes : congés de maternité, programmes éducatifs pour les filles, systèmes d'épargne et de

microcrédit, assurances santé, systèmes de pension, etc.

«L'organisation me fournit une pension de 30000 takas, ce qui est très rare ici». (Anwari Begum, Mirpur 2 Refugee Women's Group, CJW).



RASHIDA BEGUM (MIRPUR 27 REFUGEE WOMEN'S GROUP, CJW)

Rashida Begum est d'origine bihari et vit dans un bidonville au Nord-Est de Dhaka. Ses conditions de vie sont très difficiles, le quartier étant caractérisé par des accès à l'eau et à l'électricité très limités, de gros problèmes d'hygiène, ainsi qu'une violence endémique liée à l'alcool et aux drogues. Une partie du quartier a récemment été brûlée, l'œuvre de délinquants et de politiciens locaux corrompus qui souhaitent récupérer des terres. Rashida a dû arrêter l'école à 14 ans pour travailler, quand son père, propriétaire d'un restaurant, est décédé de maladie. Elle travaille maintenant depuis quelques années pour CJW. La vente de ses produits lui permet d'acheter davantage de biens de première nécessité. Elle a également pu faire construire une partie de son logement en briques (auparavant fait uniquement de branches de bambou), bien que de taille très réduite. Et surtout, elle a maintenant une plus grande liberté de décision. Elle a ainsi décidé de contribuer à l'éducation de sa petite sœur, et peut-être plus important encore, elle a pu choisir librement son mariage (elle doit se marier dans un an avec un fabricant de bijoux du quartier voisin).

«Le peu que nous avons, nous le devons à CJW, qui nous a soutenu quand il n'y avait personne d'autre. Grâce à CJW, mon rêve de vivre dignement se réalise petit à petit. J'ai vraiment l'espoir d'un avenir meilleur».

Il faut cependant relativiser la capacité du commerce équitable à couvrir un large spectre de besoins dans la mesure où la plupart des OCE fournissent à leurs artisan (e)s des salaires encore relativement éloignés d'un salaire vital¹⁵² et qu'elles ne parviennent pas toujours à avoir suffisamment de commandes pour garantir des revenus réguliers¹⁵³. Durant les interviews, plusieurs artisanes nous ont indiqué que les commandes se faisaient de plus en plus rares, ce qui laissait un certain nombre d'entre elles en situation très précaire. Une jeune femme travaillant pour CJW et vivant dans l'un des bidonvilles les plus pauvres de Dhaka indiquait ainsi encore «*rêver de vivre dans la dignité*». De même pour une femme d'un bidonville de Delhi, qui indiquait toujours «*lutter pour sa survie*» [groupe de discussion, Tara Projects].

Mentionnons néanmoins que les OCE étudiées ici mettent à disposition de leurs membres, en plus des activités d'artisanat équitable, d'autres programmes de développement socio-économique.

Exemple : CJW, Sasha et Tara Projects ont en place des programmes d'épargne et de micro-crédit. Ils permettent à un nombre important d'artisans, ainsi qu'à d'autres membres des communautés visées,

de bénéficier entre autres de prêts à taux réduits¹⁵⁴. Si beaucoup utilisent ces prêts pour des besoins de consommation courante (ex. mariages, frais de scolarité en école privée), d'autres lancent leurs propres microentreprises, dans l'objectif de diversifier leurs sources de revenus (ex. échoppes de ventes de produits alimentaires)¹⁵⁵. Ce type d'opportunités est relativement unique étant données les nombreuses barrières, notamment culturelles, que rencontrent les femmes Indiennes ou Bangladaises pour accéder à des services financiers ou lancer des activités économiques, en particulier pour les femmes veuves ou divorcées¹⁵⁶.

RESSOURCES HUMAINES

Mais l'intérêt des femmes à participer aux activités des OCE partenaires dépasse largement les aspects purement économiques / matériels, liés à l'augmentation des revenus ou à d'autres avantages sociaux. Nombre d'entre elles mentionnent l'importance du réseau social constitué par l'organisation équitable ou le groupe comme lieu de solidarité¹⁵⁷.

« Je suis très heureuse de faire partie de ce groupe. J'essaie d'aider celles qui souffrent et ont le plus de difficultés ». (Groupe de discussion, Tara Projects).

Ces relations d'entraide se concrétisent par exemple lorsque l'une d'entre elles est confrontée à des problèmes de violence domestique.

« Le mari d'Alo est alcoolique et très violent avec elle. Une fois, il est

venu la harceler sur notre lieu de travail. Je me suis interposée et l'ai fait partir. Il a eu peur de moi! ». (Asha, groupe de discussion, Tara Projects).

« L'un de mes voisins était violent avec sa femme. Il lui reprochait d'avoir donné naissance à 5 filles et pas un seul fils. Je l'ai menacé de prévenir la police, ce qui l'a calmé. Il est maintenant en prison pour un autre délit ». (Sofiya, Tara Projects).

Certaines des organisations approvisionnant nos partenaires en produits d'artisanat fournissent d'ailleurs des services de support légal et psychologique aux femmes subissant ou ayant subi des violences. C'est le cas de Jeevika¹⁵⁸, un fournisseur de Sasha basé à Calcutta (voir le témoignage de Pooja en encadré ci-dessous). Dans d'autres cas, ce sont les employés des OCE eux-mêmes qui peuvent avoir un rôle de conseil auprès des femmes

dans leur gestion des affaires familiales et privées. Lors de l'une des interviews conduites pour cette recherche, un employé de CJW a ainsi passé près d'une demi-heure à essayer de résoudre un conflit entre l'une des artisanes et sa fille.

L'appartenance à un groupe permet également à ces artisanes de s'organiser entre elles pour gérer leurs différentes activités : l'artisanat, les travaux agricoles ou domestiques, la garde ou l'éducation des enfants, etc. La plupart des OCE partenaires sont d'ailleurs structurées avec le souci de mieux concilier travail et vie de famille.

« Nous avons des horaires très flexibles. D'environ 5h jusqu'à 11h, les artisanes s'occupent chez elles de leurs enfants, de la cuisine. Elles viennent ensuite travailler à l'atelier. Elles peuvent s'absenter au besoin durant la journée. C'est l'opposé d'un travail à la chaîne dans une usine, c'est beaucoup



Bénéficiaire d'un programme de microcrédit propriétaire d'un restaurant, Tara Projects

plus flexible». (Dipali, KSEWS, Sasha).

Le revers de la médaille est que la répartition des tâches domestiques au sein du couple n'est pas toujours remise en cause (voir plus bas le chapitre sur le pouvoir). Un autre bémol concernant ces aspects de réseaux sociaux est que les contacts (et donc les bénéficiaires) sont beaucoup moins importants lorsque le travail d'artisanat est effectué à la maison. C'est particulièrement vrai des groupes situés en milieu rural, comme pour la plupart des groupes de CJW par exemple (voir également plus bas les aspects de mobilité). D'autre part, si ces réseaux constituent d'indéniables filets de sécurité pour les artisanes et leurs familles, ils peuvent également former une barrière à l'entrée pour celles ne disposant pas des bons contacts¹⁵⁹. La plupart des artisanes rencontrées dans cette étude déclaraient ainsi avoir eu accès à l'organisation équitable pour laquelle elles travaillent via un membre de leur famille proche (voir l'exemple d'Anwari Begum en encadré, leader historique de CJW, dont 3 des filles travaillent maintenant pour l'organisation).

Notons enfin que l'artisanat équitable peut également représenter un outil de lutte contre l'exode rural. Durant la discussion avec le groupe KSEWS de Sasha, plusieurs artisanes ont ainsi mentionné le fait qu'elles préféreraient rester travailler au sein du groupe, s'y sentant plus en sécurité et y bénéficiant de meilleures conditions que dans les usines de la région.



POOJA (JEEVIKA, SASHA)

Jeevika, un fournisseur de Sasha basé à Calcutta, fournit des services de support légal aux femmes victimes de violence, à l'aide d'un groupe de professionnelles et de volontaires appelé « unité de réponse rapide ». C'est à un tel groupe qu'a fait appel Pooja en 2002, suite à des violences que lui a fait subir son mari. Issue d'une famille pauvre, elle a dû arrêter l'école à 14 ans et se marier à 15. Face aux violences, elle décide de rejoindre son père, en emmenant son petit garçon. « J'ai bien été voir la police, mais l'officier en charge a commencé à questionner mon comportement. Je n'ai pas insisté, et j'ai été voir une amie qui travaillait pour l'unité de réponse rapide de Jeevika. C'est comme cela que j'ai commencé à suivre une formation ». Bénéficiant d'un avocat gratuit, la jeune femme porte son cas en justice, malgré les supplications de son mari, alors remarié avec une autre femme. Elle dépose plainte pour viol et sollicite une pension alimentaire ainsi que la garde de son enfant. « J'ai fini par gagner, après 11 ans de procès et de nombreux pourvois en appel. Mais j'ai dû travailler très dur pour m'en sortir. La nuit dans le business de mon père, à préparer du riz soufflé, le jour à coudre, tout en suivant les formations de Jeevika et en m'occupant de mon garçon et de mon frère handicapé. Je n'ai pas eu beaucoup de support autour de moi. Les gens me disaient que les hommes étaient comme cela, qu'il fallait l'accepter ». Aujourd'hui, la jeune femme est régulièrement invitée à des débats, pour présenter son cas et discuter des recours légaux afin de combattre la violence contre les femmes.

« Quand je pense à tout cela, je me sens très fière. Malgré le peu d'éducation que j'ai reçue, je suis maintenant capable de parler en public, à la télévision même ! De suspicieux, mon entourage est devenu admiratif. Je suis également très reconnaissante envers Jeevika, qui m'a permis de mener ce combat pendant toutes ces années ».



ANWARI BEGUM (MIRPUR 2 REFUGEE WOMEN'S GROUP, CJW)

Beaucoup de groupes d'artisanat équitable sont formés au sein de populations immigrées en Inde et au Bangladesh. Suite à des conflits, des catastrophes naturelles ou des déplacements forcés, ces migrants ont bien souvent tout perdu. Le commerce équitable leur permet de retrouver progressivement une vie plus digne. Anwari Begum, du groupe Mirpur 2 à Dhaka, l'illustre bien, tant elle aura dû traverser d'épreuves au cours des années. D'origine bihari¹⁶⁰, sa famille a été déplacée en 1971 dans un camp de réfugiés, suite à la guerre d'indépendance du Bangladesh. Ayant vécu dans une tente pendant plus d'un an, elle est mariée à 10 ans, puis commence à travailler pour CJW à 15 ans.

Combinée aux revenus de son mari (peintre en bâtiment), cette activité leur permet de couvrir leurs besoins fondamentaux et de progressivement bâtir un logement en brique. Mais le sort s'acharne. En 2001, leur fils aîné est poignardé par un mafieux local. Son mari décède à son tour de maladie en 2003. Malgré ces épreuves, elle réussit à trouver du travail chez CJW pour 3 de ses filles, tandis que 2 autres étudient toujours. Elle vit maintenant avec l'une de ses filles et son beau-fils, à l'endroit même où elle était arrivée en tant que réfugiée quelques dizaines d'années auparavant.

« Je suis très reconnaissante à CJW pour tout ce que l'organisation m'a apporté au cours de ces années d'épreuves : du travail, un revenu stable pour moi et mes filles, des responsabilités en tant que leader de mon groupe, et maintenant une pension. Et le plus important, j'ai le sentiment que CJW m'appartient. Après tant d'épreuves, CJW est maintenant comme une famille pour moi ».

SAVOIR

ACQUISITION DE CONNAISSANCES ET DE COMPÉTENCES

En plus d'un travail et du revenu associé, les organisations d'artisanat équitable donnent également à leurs membres l'opportunité de se former et d'améliorer leurs connaissances, aptitudes et compétences. L'essentiel de ces formations concerne la maîtrise de nouveaux moyens de production.

Parmi les groupes visités pour cette recherche, la microentreprise de broderie et de confection de vêtements KSEWS (fournisseur de Sasha) illustre sans doute le mieux l'importance de ces formations pour les femmes. A la création du groupe, les quatre fondatrices ont dû faire face à l'opposition de nombreux membres du village, qui voyaient d'un mauvais œil le fait que des femmes puissent travailler, encore moins en dehors de chez elles. C'est en donnant des formations en couture de manière ponctuelle, chez chacune des femmes intéressées, que le groupe réussit peu à peu à améliorer l'acceptabilité de leur activité. Aujourd'hui, l'entreprise emploie dans un atelier plus de 35 femmes, pour un chiffre d'affaires de 2.5 millions de roupies (plus de €30000) (voir également l'encadré sur Dipali Pramanik ci-dessous).

Ce type de formations techniques correspond bien sûr à un besoin des OCE partenaires de disposer d'une main d'œuvre qualifiée, capable de répondre aux demandes de ses clients en termes de qualité, coûts

et délais. Mais elles n'ont pas uniquement une vision productiviste et commerciale. Elles fournissent également des formations de base aux artisans dans des domaines divers : alphabétisation, langues, éducation sanitaire, informatique, gestion budgétaire ou commerciale, etc. D'autre part, ces OCE donnent aux artisan(e)s de nombreuses opportunités de lire et écrire, contrairement à la plupart des autres emplois peu qualifiés auxquels ils peuvent prétendre¹⁶¹.

« Mes parents étaient très pauvres. Je n'ai pu aller à l'école que jusqu'à 6 ans. La plupart de mes connaissances viennent de CJW ». (Yarida Yeasmine, Chandpur Mohamadeur, CJW).

Grâce à ces formations, certaines femmes occupent peu à peu davantage de responsabilités au sein de leur organisation, parfois jusqu'à des fonctions de dirigeante (voir plus bas le chapitre consacré au leadership).

Nos partenaires ont donc un objectif social beaucoup plus large que l'octroi de simples capacités de production. C'est particulièrement vrai chez Tara Projects, qui a construit sur fonds propres plusieurs centres sociaux dans ses communautés d'artisans. Parmi les nombreux services fournis par ces centres (notamment des soins médicaux, etc.), divers cours sont donnés en priorité aux jeunes filles, par exemple en informatique¹⁶².



DIPALI PRAMANIK (KSEWS, SASHA)

En 1984, Dipali Pramanik fonde avec 4 autres femmes une microentreprise de broderie et de confection de vêtements à Kolaghat, dans le Bengale indien. Après un long développement, l'entreprise exporte aujourd'hui de nombreux produits (foulards, sacs, bijoux, etc.) en Europe ou aux Etats-Unis. Elle fournit par ailleurs à ses employés (en grande majorité des femmes) une assurance santé et leur reverse une partie des bénéfices via un plan d'épargne. Cette réussite doit beaucoup à la persévérance et au leadership des fondatrices, qui se sont toujours battues pour améliorer la qualité, les délais et, de manière plus générale, la durabilité économique de leur organisation. Cela est particulièrement vrai dans le cas de Dipali, qui a reçu en 2010 le prix de « femme exemplaire » de la part de la confédération de l'industrie indienne.

« Nous sommes très attachées à notre organisation. C'est comme une famille pour nous. Il y a des disputes parfois, certaines menacent parfois d'aller travailler dans les usines près du village. Mais ce n'est jamais très sérieux. L'environnement est plus sûr ici, nous avons beaucoup plus de flexibilité et nous participons toutes aux décisions ».

CONSCIENCE CRITIQUE INDIVIDUELLE ET COLLECTIVE

Ces formations généralistes permettent aux artisanes de développer une conscience critique, c'est-à-dire à formuler des idées, une opinion ou un projet pour le futur.

Certains des sujets traités concernent plus spécifiquement les droits humains, notamment les droits des femmes. Elles acquièrent ainsi un sens critique par rapport à leur propre position dans la société, i.e. comment les inégalités de genre sont culturellement ancrées, et

comment elles peuvent être l'objet d'une déconstruction¹⁶³.

«J'ai assisté à des séminaires sur les droits des femmes. J'y ai appris que les mariages précoces (ndlr : avant 18 ans) sont interdits par la loi. De même pour la dot. J'ai compris qu'avoir marié ma première fille à 13 ans était une erreur. C'est pourquoi je laisse notre seconde fille de 18 ans étudier et faire ses propres choix». (Yarida Yeasmine, Chandpur Mohamadeur, CJW).

On voit au travers de ce témoignage comment cette artisane a pu assimiler un apprentissage, l'analyser puis l'appliquer à sa propre situation, avec comme résultat un changement social concret pour elle et sa famille. Cette acquisition de sens critique s'accompagne d'une capacité à voir les choses à plus long terme. Ainsi, beaucoup d'entre elles ne souhaitent pas que leurs filles connaissent les situations d'asservissement et de marginalisation qu'elles ont-elles-mêmes connues.

«Je me bats pour mes droits et ceux de mes enfants. Je ne veux pas qu'ils passent par toutes les peines que j'ai connues. Je veux qu'ils soient éduqués, et surtout qu'ils apprennent que tous les êtres humains sont égaux. C'est la société qui a créé des normes asservissant les femmes». (Ruksana, Mahila Vikas Samooh, Bawana, Tara Projects).

Cet éveil autour des situations d'inégalité et d'injustice socio-économique que subissent les femmes n'est pas seulement un processus individuel mais égale-

ment collectif. Au-delà du travail d'éducation, nos partenaires supportent le travail en groupe au sein d'ateliers, ce qui favorise les échanges sur le sujet.

«Nous nous réunissons toutes ensemble tous les samedis. Nous discutons des commandes, du partage du travail, etc. Nous discutons aussi du commerce équitable, des questions de salaire en particulier». (Groupe de discussion, KSEWS, Sasha).

Les discussions sont donc dans un premier temps souvent centrées sur les aspects techniques. Mais les artisanes passent rapidement à d'autres thématiques, souvent plus personnelles (ex. violence domestique). Cela les amène à prendre conscience que les problèmes d'inégalités de genre ne sont pas individuels mais sociétaux, culturels et politiques.

«Nous discutons souvent des questions de violence domestique entre nous. Nous essayons de nous entraider, en tant que groupe».

(Alo, discussion de groupe, Tara Projects).

«Maintenant, je peux protester contre les discriminations et faire appel à la loi. Le groupe m'a donné la force de lutter si quelqu'un me harcèle ou me persécute. Ce courage m'est venu grâce aux discussions, à l'unité qu'il y a entre nous». (Discussion de groupe, CJW).

Une composition exclusivement féminine des groupes¹⁶⁴ leur permet de parler plus librement et renforce leur sentiment d'appartenance à une même cause, à un collectif de femmes solidaires (également source de pouvoir intérieur, voir ci-dessous)¹⁶⁵. Cela représente en soi une avancée sociale très importante dans la mesure où l'implication des femmes dans des activités associatives est assez rare dans le sous-continent indien et que leur affiliation identitaire se limite le plus souvent aux structures familiales¹⁶⁶.

Les organisations équitables constituent donc un espace de for-



Réunion du groupe Sunita Handicrafts, Tara Projects – 07/2014

mations et de discussions collectives dans lequel les artisanes peuvent mutuellement se renforcer et apprendre en matière de droits socio-économiques ou politiques. Cette influence sur l'éveil des artisanes doit cependant être relativisée. Le contexte de crise de l'artisanat équitable limite fortement les ressources que ces organisations peuvent allouer à ces formations généralistes, non rémunératrices sur le court terme. Dans chacune des organisations partenaires visitées, les employés interrogés ont avoué manquer de moyens pour continuer à donner ce type de formations¹⁶⁷.

« Dans le passé, l'éducation était complètement intégrée au travail de terrain des éducateurs (ndlr : de formation et de suivi technique). Mais

nous ne pouvons plus trop nous le permettre, nous n'avons plus que 5-6 éducateurs, qui tournent d'un groupe à l'autre ». (Milton Suranjit Ratna, développement manager, CJW).

Une organisation telle que Sasha n'alloue d'ailleurs pas de ressources spécifiques à ce type de travail, les formations fournies par SSA (la branche s'occupant du développement communautaire) se concentrant quasi uniquement sur les questions d'empowerment économique. Par ailleurs, de nombreux groupes ont, par manque de temps, de plus en plus de difficultés à aborder ces thématiques.

« Auparavant, nous avions l'habitude de discuter ensemble de questions sociales, comme nos droits à de meilleurs salaires, à la propriété ou les

questions d'environnement. Mais nous le faisons de moins en moins, nous n'avons plus le temps ». (Discussion de groupe, KSEWS, Sasha).

D'après des discussions menées avec divers employés de ce groupe et de Sasha, ce manque de temps proviendrait essentiellement d'exigences accrues de la part des importateurs équitables en termes de qualité et de délais, ainsi que la diversification croissante de leurs commandes (plus petits volumes de produits pour un même design, ce qui oblige les artisanes à réapprendre la fabrication d'un nouveau produit plus fréquemment et diminue leur productivité). D'après Sujata Goswami, directrice de SSA, « beaucoup d'artisanes ne pensent pas au-delà du travail, elles répondent juste aux commandes ».



Groupe de discussion, Corr Jute Works – 2014

VOULOIR

Le vouloir correspond avant tout à l'acquisition d'un **pouvoir intérieur**, c'est-à-dire de confiance en soi et d'estime de soi. Les sources de ce pouvoir intérieur renforcé sont multiples.

Il provient tout d'abord du sentiment d'accomplissement que procure le fait d'être une femme active, d'avoir un travail rémunéré, source de valorisation sociale et de dignité au sein d'une communauté. L'appartenance à une organisation d'artisanat équitable donne également aux femmes de nombreuses opportunités d'échanges et de partage, par exemple lors de réunions de groupe. Ces moments leur permettent de s'exprimer en public¹⁶⁸, d'expérimenter et d'affirmer leurs idées, ce qui renforce leur confiance dans leurs propres capacités¹⁶⁹. L'image renvoyée par le groupe est ici cruciale dans le processus de construction d'une identité positive (c'est ce que l'on appelle « l'effet miroir pour se construire »)¹⁷⁰.

« Je suis très heureuse et fière d'être associée à Tara. Les gens disent maintenant 'fais comme Sofiya', alors qu'avant ils disaient 'ne fais pas comme elle', ce qui change tout pour moi ». (Sofiya, Tara Projects).

Plus généralement, le fait de sortir de l'isolement et d'être exposées au monde extérieur, est également source pour les femmes d'assurance accrue (voir aussi les gains de mobilité plus bas).

« Récemment, nous avons été arrêtées par des policiers alors que

nous transportions des produits. Ils voulaient nous obliger à ouvrir nos sacs. Nous leur avons dit faites-le vous-mêmes ». (Groupe de discussion, CJW).

Les principes de fonctionnement démocratique des OCE les amènent par ailleurs à prendre à tour de rôle des responsabilités : présidente, trésorière, membre du conseil d'administration, etc. Même si ces nouvelles responsabilités sont parfois subies (élues par le groupe, elles peuvent se sentir obligées d'accepter) et demandent beaucoup d'efforts de formation personnelle et psychologique, les femmes estiment en général en sortir grandies et plus sûres d'elles-mêmes.

« Quand la présidente précédente s'est retirée, les 20 membres du groupe m'ont élue. C'était une responsabilité importante mais je suis fière et heureuse d'avoir eu ce rôle de leader ». (Anwari Begum, Mirpur 2 Refugee Women's Group, CJW).

Constat à nuancer néanmoins, de nombreuses artisanes indiquant durant cette recherche ne pas vouloir ou pouvoir s'impliquer dans ce type d'activité, par manque de temps, de connaissances ou du fait de problèmes de sécurité (voir également plus bas chapitre sur le leadership)¹⁷¹.

« Je ne veux pas prendre trop de responsabilités car c'est trop difficile pour moi de me déplacer. Je vis loin, les transports publics ne sont pas sûrs, cela manque de lumière. Il y a trop de risques de se faire agresser. Je suis accompagnée par un membre male de la famille quand je dois absolument le faire ». (Groupe de discussion, Sasha).

POUVOIR

Les différentes dimensions de l'empowerment explorées dans les chapitres précédents – liées à l'acquisition de ressources matérielles et humaines, de compétences, d'une conscience critique vers une plus grande autonomie et d'une estime de soi – constituent une base à partir de laquelle les femmes vont pouvoir renégocier leur position au sein de leurs familles, de leurs communautés et plus généralement de la société. Les chapitres suivants vont donc essentiellement concerner les capacités d'influence des artisanes sur leurs environnements proches et lointains, à la fois aux niveaux individuel et collectif.

CAPACITÉ D'INFLUENCE INDIVIDUELLE DANS L'ENTOURAGE PROCHE

Le fait de recevoir un revenu propre (et donc de contribuer aux ressources de la famille) et d'améliorer leurs connaissances ou leurs capacités d'expression, font que les artisanes gagnent en confiance (voir plus haut les gains de pouvoir intérieur) et en respect de la part de leur entourage proche, en particulier leurs maris. Elles peuvent ainsi renégocier avec eux leurs relations de pouvoir. Ce travail de repositionnement se traduit par une gestion partagée du budget familial, une redistribution des tâches domestiques, une mobilité accrue ainsi qu'un meilleur accès à la propriété foncière. Les femmes améliorent ainsi leur statut social et dépassent les situations de dépendance exclusive envers leurs maris, leurs pères ou leurs frères.

GESTION PARTAGÉE DU BUDGET FAMILIAL

Grâce à l'artisanat équitable, les femmes ont davantage leur mot à dire concernant la gestion des ressources, notamment parce qu'elles contribuent au budget familial de manière visible¹⁷² et/ou qu'elles sont devenues plus compétentes dans ce domaine (voir les formations évoquées plus haut).

« Nous gérons ensemble le budget familial, ce qui n'était pas le cas auparavant ». (Haricha, village Nagori de Kaligonj, CJW).

Dans beaucoup de cas, les maris laissent à leurs femmes davantage de liberté d'action et leur font plus confiance. C'est particulièrement vrai dans le domaine éducatif, l'argent supplémentaire apporté par les femmes étant souvent consacré de manière spécifique à

l'éducation des enfants, en particulier des filles.

« Je l'ai convaincu d'éduquer plus longtemps nos filles ». (Haricha, village Nagori de Kaligonj, CJW).

Cet apport des femmes dans le domaine éducatif est un élément de progrès social très important. Il permet de faire perdurer les bénéfices de l'artisanat équitable, via un investissement dans l'éducation des enfants et pour le bénéfice futur de l'ensemble de la famille.

« J'ai réussi à faire comprendre à mon mari que l'éducation de nos enfants était un investissement sur le long terme, qui bénéficierait à l'ensemble de la famille. Résultat, tous nos enfants ont aujourd'hui un bon travail et nous aident ». (Rupu Begum, village Doripara de Kaligonj, CJW).

Ce processus semble souvent s'accompagner d'une reconsidération de la valeur sociale et professionnelle des filles, auparavant considérées comme des « fardeaux » pour la famille (en particulier en Inde, en lien avec le fort taux d'infanticides de filles, voir analyse de contexte plus haut)¹⁷³.

« L'éducation des filles est la chose la plus importante pour laquelle nous devons nous battre ». (Basanti, village Doripara de Kaligonj, CJW).

Néanmoins, ces changements de comportement ne sont pas systématiques et se heurtent parfois à des comportements individuels et



Atelier de bijouterie, Sasha

à des normes sociales plus puissantes. Le témoignage d'une artisanne de CJW est à ce titre éloquent. Ayant réussi à éduquer sa fille jusqu'au lycée, un évènement imprévu a tout bouleversé : sa fille est tombée amoureuse d'un imam. Malgré ses protestations et celles de son mari, ainsi que celles de nombreux membres de la communauté, ils se sont depuis mariés.

«*Tout cela était très douloureux pour moi. J'ai investi dans ma fille, ai travaillé dur pour l'éduquer et lui enseigner ses droits en tant que femme. Tout est perdu maintenant. Ma fille porte le voile et reste en permanence chez elle, comme femme au foyer*». (Rehena, village Nagori de Kaligonj, CJW).

REDISTRIBUTION DES TÂCHES DOMESTIQUES

Un autre domaine de renégociation des pouvoirs au sein de la cellule familiale est celui des tâches do-

mestiques, en lien avec les activités professionnelles des femmes. Le fait que les artisanes aient une charge de travail supplémentaire, et doivent même souvent quitter le foyer pour aller travailler à l'extérieur, signifie que les tâches domestiques peuvent être réorganisées ou redistribuées durant leur absence.

«*Mon mari participe aux travaux domestiques. Normalement, les hommes ne font pas ce genre de travail. Mais il est conscient du travail supplémentaire que l'artisanat représente pour moi*». (Haricha, village Nagori de Kaligonj, CJW).

«*Après notre premier enfant, mon mari a accepté de m'aider à en prendre soin et de m'aider avec les travaux ménagers. J'avais posé comme condition au mariage le fait de pouvoir continuer à travailler comme artisane, comme ma mère. C'était très important pour moi*». (Groupe de discussion, CJW).

Dans ce dernier témoignage, la négociation a eu lieu avant même le mariage, ce qui est très inhabituel étant données les normes sociales très fortes régissant les mariages au Bangladesh. Il est clair ici que la mère de la future mariée a joué un rôle clef, en permettant à sa fille d'accéder au métier d'artisanne avant de se marier, avantage que sa fille n'a pas voulu perdre. Néanmoins, ce type de renégociation des rôles n'est pas toujours couronné de succès, même lorsque les femmes sont éduquées et/ou ont d'importantes responsabilités.

«*Nous avons beaucoup de problèmes économiques. L'éducation de mes enfants coûte très cher. J'ai étudié longtemps. Si je travaillais plus, je suis sûre qu'avec les revenus additionnels je pourrais davantage subvenir aux besoins de la famille. Mais mon mari ne veut pas, il dit que je dois m'occuper des enfants à la maison. Il est extrêmement buté et ma belle-mère le soutient*». (Groupe de discussion, CJW).

«*J'ai beaucoup de travail et parfois je ne me sens pas à la hauteur. Je n'ai pas étudié à l'université. J'ai déjà pensé à suivre d'autres formations mais c'est difficile de combiner cela avec mon travail à la maison. Mon mari, qui a un business dans le secteur de la construction, ne veut pas s'occuper des tâches ménagères*». (Sandhya, Udhagram Lokoshikshaniketan, Sasha).

Les possibilités de repositionnement des femmes se heurtent donc parfois à des normes socio-culturelles encore très fortes. Ce

dernier témoignage illustre combien il est parfois difficile pour ces femmes de concilier toutes les tâches que leurs nouvelles responsabilités impliquent (professionnelles, domestiques, reproductives, développement personnel), avec des conséquences importantes sur leur qualité de vie. Certaines préfèrent clairement privilégier la continuité des structures familiales, leur travail dans l'artisanat ne devant que soutenir, et non contester, leurs rôles d'épouse et de mère¹⁷⁴. D'après S. Goswami, « dans un premier temps, la plupart des artisanes préféraient rester à la maison pour s'occuper de leurs enfants. Elles perçoivent ce travail d'artisanat comme un gros effort supplémentaire et n'en voient les bénéfices qu'après un certain temps ».

A la question de savoir quels rêves elles ont pour le futur, la plupart n'exprime d'ailleurs pas de désir d'accomplissement personnel. Quasi systématiquement, ces rêves concernent leur famille, en particulier leurs enfants, ou bien leurs amies artisanes de leur groupe.

« Mon rêve est que toutes les femmes du groupe soient bien établies dans la vie ». (Anwari Begum, Mirpur 2 Refugee Women's Group, CJW).

D'après Devasmita Sridhar, une consultante travaillant pour Sasha, « les artisanes considèrent qu'avoir un rêve personnel est trop égoïste ». En cela, elles se cantonnent elles-mêmes dans une hiérarchie gen-

drée, c'est-à-dire dans le rôle « sacrificiel » que leur astreint la société indienne ou bangladaise.

GAIN DE MOBILITÉ

L'appartenance à un groupe d'artisanat équitable est également une opportunité pour les femmes de bénéficier d'une mobilité accrue : une mobilité intrinsèque, c'est-à-dire le simple fait de ne plus être confinée à la maison, mais aussi la capacité de faire des choix en termes de déplacement. Cela concerne à la fois les déplacements quotidiens à l'atelier (dans le cas d'artisanes travaillant en dehors de chez elles) et des déplacements de type logistique, plus lointains (ex. collecte et transport de produits pour les amener à la plate-forme d'exportation en ville, achat de matières premières sur le marché local, participation à des foires, ateliers et expositions, parfois même à l'étranger).

« Je me rends régulièrement à Dhaka pour recevoir et distribuer des commandes, suivre des formations. Nos maris s'y opposaient au début, ou nous accompagnaient systématiquement, surtout par crainte que les sœurs nous convertissent au christianisme¹⁷⁵. Mais ils ont peu à peu réalisé que ce n'était pas le cas et surtout, que ce travail apportait des revenus très importants ». (Haricha, village Nagori de Kaligonj, CJW).

Certaines des artisanes interrogées ont réussi à devenir totalement indépendantes des hommes en termes de déplacement, même dans les situations où cela pouvait présenter des dangers (ex. agressions)

ou des difficultés au niveau physique.

« Quelques années après avoir commencé à travailler pour CJW, j'ai été choisie pour m'occuper du transport des produits jusqu'à Dhaka. Chaque vendredi, je collectais les produits de différentes zones de production et les amenais en transport en commun aux bureaux de CJW. Malgré le stress et les difficultés du transport, nous ne voulions pas d'homme pour nous aider. Nous voulions être indépendantes ». (Magdalena, village Doripara de Kaligonj, CJW).

On voit que ces femmes sont fières d'avoir eu le courage d'affronter l'inconnu et de maintenant pouvoir se déplacer librement dans l'espace public. A noter cependant que certaines femmes ne prennent ces risques en se déplaçant que parce qu'elles y sont bien obligées, en particulier les femmes divorcées ou veuves¹⁷⁶.

Comme dans le cas des réseaux sociaux évoqués plus haut, ces gains en matière de mobilité sont surtout permis par le travail des artisanes en atelier, qui leur fournit un « alibi » pour bénéficier d'une plus grande liberté de mouvement. De ce point de vue, il est clair que le travail d'artisanat à temps partiel et à la maison est un outil d'empowerment des femmes beaucoup moins fort. Il garantit certes davantage de flexibilité en matière d'aménagement du temps de travail, mais il remet nettement moins en cause les déséquilibres de pouvoir hommes/femmes dans le monde du travail. C'est la raison pour laquelle les organisations d'artisanat équitable cherchent généralement à créer des



RUKSANA (MAHILA VIKAS CRAFTS, TARA PROJECTS)

Les voies de l'artisanat équitable sont parfois impénétrables ! Ruksana peut en témoigner, elle qui a été mariée à 14 ans de manière arrangée. Elle ne voulait pas de ce mariage, mais son père, alors conducteur de pousse-pousse dans un bidonville de Delhi, avait rapidement accepté la proposition de son futur mari, pour raisons économiques. Malgré de nombreux autres prétendants, elle a donc dû se résigner, la pression sociale étant trop forte. L'honneur de son père était en jeu, mais aussi son caractère « mariable » si elle refusait ce mariage. D'aucuns auraient évoqué un mal pour un bien. Le mari de Ruksana travaille en effet dans le plaquage des produits d'artisanat : en l'aidant dans son travail quotidien, elle apprend peu à peu diverses techniques de fabrication, ce qui, de nombreuses années plus tard, l'amène à rencontrer Tara Projects.

« Mon mari a été invité un jour à une réunion chez Tara. Le Professeur Sherma (ndlr : alors le directeur de Tara Projects) avait demandé à ce que les producteurs viennent également avec leurs femmes. Mon mari a d'abord refusé, mais j'ai réussi à le convaincre, arguant que cela pourrait beaucoup nous aider financièrement. J'étais très effrayée et stressée à l'époque devant tant de gens, moi qui était confinée depuis 15 ans à la maison. Mais j'ai surmonté mes craintes. Plus tard, Pf. Sherma m'a demandé de former un groupe d'artisanes. Il m'a convaincue en partageant avec moi les nombreuses histoires d'artisanes ayant réussi à s'émanciper ». Ruksana vit maintenant dans un bidonville de Bawana, au Nord-Ouest de Delhi, conséquence d'un déplacement forcé par les autorités. Les populations, pour la plupart des migrants musulmans originaires des États de Madhya Pradesh, Orissa et Bihar, travaillaient auparavant à Delhi comme ouvriers, conducteurs de pousse-pousse, vendeurs de fruits et légumes ou encore dans la construction. Mais à Bawana, les perspectives d'emploi sont très faibles et les infrastructures quasi inexistantes. Malgré cet environnement particulièrement difficile, le groupe de Ruksana a réussi à peu à peu améliorer ses conditions de vie. « Après tant d'années d'isolement, je vois maintenant la vraie vie ».

groupes organisés en ateliers (à l'exception de CJW). Cette volonté se heurte souvent à de fortes résistances de la part des communautés impliquées, en particulier parmi les minorités musulmanes indiennes. La tradition culturelle de confinement des femmes au foyer, pour les cantonner aux tâches domestiques et reproductives, y est en effet très forte, en particulier en milieu rural.

« Il y a une affreuse devise chez nous, qui dit qu'une femme ne peut sortir de chez elle que sous forme de cadavre ». (Alo, groupe de discussion, Tara Projects).

Plusieurs témoignages d'artisanes de Tara Projects montrent ainsi que leur actuelle condition socio-professionnelle, et donc leur liberté de mouvement, a fait l'objet de longues et difficiles négociations, ayant impliqué à la fois le mari et la belle-famille. Dans ces situations, la proactivité et la diplomatie des employés des OCE impliquées semblent s'être révélées cruciales.

« J'avais très peur au début, car tout le monde était contre moi. Les gens ne voulaient pas que l'on sorte de chez nous. Mon père, mon frère, mon mari disaient que c'était une insulte pour eux, que cela voulait dire qu'ils n'avaient pas bien réussi. Des employés de Tara sont venus et ont discuté avec ma famille et avec d'autres membres de la communauté ». (Sunita, Sunita Handicrafts, Tara Projects).

« Quand Moon (ndlr : directrice de Tara Projects) m'a demandé de former un groupe d'artisanes, j'ai été terrifiée ! Mais en même temps,

j'en avais très envie. Cela impliquait de faire de fréquents déplacements à Delhi. Mon grand-père y était catégoriquement opposé au début. Moon, qui parle l'ourdou (ndlr : la langue locale) a longuement discuté avec lui. Il a finalement été convaincu après avoir visité avec moi le centre de Tara à Delhi». (Mousmin, Khewai Mahila Hastshilp, Tara Projects).

La majorité des témoignages sur les questions de mobilité proviennent de Tara Projects (voir également les encadrés sur Sofiya et Ruksana). Il est probable que les minorités musulmanes ciblées par Tara Projects soient très conservatrices, notamment en matière d'application du Purdah¹⁷⁷.

A noter enfin que la visibilité accrue des artisanes, via des déplacements plus fréquents dans l'espace public, peut entraîner aussi bien le respect (voire chapitre sur le pouvoir intérieur plus haut) que de la jalousie, en particulier de la part des femmes qui ne travaillent pas.

ACCÈS À LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE

Les questions d'accès au foncier font également l'objet de négociations chez certaines des artisanes rencontrées¹⁷⁸.

*«Je me suis beaucoup disputé avec mon frère, mais j'ai réussi à obtenir la moitié des terres familiales, grâce à l'aide du propriétaire»*¹⁷⁹. (Groupe de discussion, KSEWS, Sasha).

«Je distribuerai mes terres de manière égale entre mes enfants, contrairement à ce que dit la loi musulmane¹⁸⁰». (Hassina Begum, Purbamonipur Women's Group, CJW).

Néanmoins, nos interviews semblent indiquer que ce type de négociation, malgré les apports de revenus des artisanes, sont assez rares. Le fait est que ces questions d'accès au foncier sont cruciales en milieu rural, un milieu traditionnellement plus conservateur, en particulier en matière de droits des femmes. Le contrôle de ce type de ressources reste donc pour une majorité d'entre elles un défi majeur.

RÉSUMÉ DES FACTEURS D'INFLUENCE INDIVIDUELLE DANS L'ENTOURAGE PROCHE

L'artisanat équitable peut donc être un facteur important de changement des rapports de pouvoir entre les femmes et leur entourage proche, au bénéfice des premières. Mais toutes les femmes ne bénéficient pas de la même manière de ces changements. Le fait de travailler l'artisanat à la maison par exemple est certainement un facteur d'émancipation moins puissant que le regroupement des femmes au sein d'un atelier. Il existe par ailleurs un risque de rejet de la part du conjoint face à la reformulation des rapports de pouvoir, qui peut provoquer une « crise d'identité masculine »¹⁸¹. Un employé de Tara citait ainsi l'exemple d'une artisane dont le mari l'avait quitté, ce qui d'après lui, était probablement lié à l'indépendance accrue

de sa femme et à la « honte sociale » associée. La menace d'une séparation¹⁸² constitue un important pouvoir d'assujettissement des femmes par les hommes. Il est en effet très difficile pour une femme seule de s'en sortir socialement (stigmatisation sociale) et économiquement (accès à un travail), que ce soit dans la société indienne ou bangladaise.

Le potentiel de repositionnement pour les femmes est donc assez variable. De tous les entretiens que nous avons pu mener, ce qui ressort clairement est que l'important apport financier de l'artisanat équitable constitue un puissant facteur de négociation avec les hommes. Comme le résume Haricha (village Nagori de Kaligonj, CJW), *« la sécurité financière accrue a été décisive »*. Un autre facteur crucial est, comme indiqué plus haut, l'implication des OCE. Le fait qu'elles interviennent au sein même des familles pour argumenter avec elles sur les bienfaits économiques de leurs activités semble avoir beaucoup de poids. Enfin, l'image véhiculée par des « figures » féminines auprès des femmes et jeunes filles constitue également un important facteur d'émancipation. Le témoignage d'une jeune artisane de Tara Projects est à ce titre éloquent.

« La télévision a joué un grand rôle. Elle me permettait de voir le monde extérieur. Cela me donnait des idées. Quand je voyais des séries télé avec des femmes officiers de police, juges, avocates, etc., cela me motivait » (Sofiya, Tara Projects).

Mais l'inspiration peut également

SOFIYA (TARA IN HOUSE, TARA PROJECTS)

Le destin d'une vie se joue souvent à peu de choses. C'est encore plus vrai chez les populations pauvres, pour qui une « mauvaise » décision peut avoir des conséquences désastreuses. Dans le cas de Sofiya, artisane chez Tara, au contraire, un choix courageux lui a permis de considérablement améliorer ses conditions de vie. Issue d'une famille musulmane de 7 enfants, qu'un père chiffonnier arrivait avec peine à nourrir, son destin était tout tracé : comme ses sœurs aînées, elle aurait dû être mariée jeune, élever ses enfants et prendre soin des travaux domestiques en étant confinée à la maison. Mais son fort tempérament lui a toujours soufflé que les règles de vie imposées par son père, et surtout par son oncle (elle a longtemps vécu en famille élargie dans une seule maison), n'étaient tout simplement pas justes.

« Dès que les hommes rentraient, nous (les filles) devons bouger dans une autre pièce et rester silencieuses. Nous n'étions même pas autorisées à sourire en leur présence. J'ai dû porter une burka dès l'âge de 12 ans, et mes seules sorties autorisées consistaient à aller en groupe à l'école. Quand mes sœurs se sont mariées, j'ai vu la manière dont certaines étaient violentées ou critiquées sans cesse par leurs maris. Tout cela me révoltait ». Une opportunité se présente un jour : l'un de ses beaux-frères lui parle d'une foire commerciale se tenant tout près de chez eux. Rassemblant tout son courage, elle prétend aller laver du linge pour des voisins et se rend à la foire avec son beau-frère pour visiter les différents stands des entreprises d'alimentation et d'artisanat. L'un des employés de Tara, intéressé par son



histoire, lui donne sa carte en lui disant qu'elle pourrait très certainement travailler chez eux.

« J'avais très peur mais aussi beaucoup d'espoir. Après mon retour, confinée à la maison, je regardais la carte tous les jours. Mais je n'avais pas le courage de demander à mon père. Puis un jour, je me suis décidée et je lui ai tout raconté. Je l'ai supplié de ne pas se soucier du regard des autres car j'allais rapporter de l'argent à la maison, argent dont nous avions tous terriblement besoin. Face à son refus initial, j'ai fait une grève de la faim. Je suis vite devenue très faible. Il a fini par céder, me disant que tout son honneur était entre mes mains. Je suis alors retournée voir Tara, et le jour même, j'étais engagée au service emballage. C'était le plus beau jour de ma vie. Quelle fête quand j'ai reçu mon premier salaire ». Ce jour où elle a eu le courage d'affronter ses peurs et la pression sociale a clairement été un tournant.

« Malgré tout, cela a été très dur au début, tous les gens me regardaient durement quand ils me voyaient me rendre au travail. Mais j'ai toujours strictement respecté les horaires,

revenant directement à la maison à 18h ». Aujourd'hui, Sofiya fabrique des bijoux pour Tara, ce qui lui permet de soutenir sa mère, aveugle depuis qu'elle a donné naissance à sa quatrième fille, ainsi que deux de ses nièces, dont les mères sont décédées. « Je leur laisse une totale liberté pour leur futur. Je les aiderai si elles veulent continuer à étudier, de même si elles souhaitent se marier ».

Elle-même ne veut pas se marier mais rêve de devenir designer, tout en aidant les autres femmes à défendre leurs droits. « Je suis respectée maintenant dans le quartier, certaines femmes me citent en exemple. Je n'ai plus peur de parler en public, j'ai un réseau social, je participe à des réunions, etc. Quand je pense à ma vie d'avant, j'étais très naïve, je ne connaissais rien au monde. Tout ce que je faisais était travailler à la maison, manger et dormir. Je suis très reconnaissante envers mon père. Il a eu le courage de m'aider alors qu'il y avait beaucoup de pression. Il est malheureusement décédé maintenant. Mais je suis confiante dans l'avenir. Dieu nous regarde et nous jugera un jour en fonction de nos actions ».

venir d'autres sources. Nous allons voir dans le chapitre suivant dans quelle mesure le commerce équitable peut favoriser l'émergence de femmes leaders, sources d'inspiration et d'émancipation sociale au sein de leur communauté.

CAPACITÉ D'INFLUENCE INDIVIDUELLE SUR LA SOCIÉTÉ

Les bienfaits de l'artisanat équitable en termes de renégociation de pouvoirs ne se bornent pas à l'entourage proche. Les capacités que les artisanes acquièrent dans leur environnement de travail, en particulier en matière de leadership, peuvent les amener à assurer de **nouvelles responsabilités** au sein de leur **communauté** ou d'**ententes associatives** ou **politiques** plus larges¹⁸³.

«*J'ai un rôle de conseillère maintenant auprès du reste de la communauté. Je vais dans d'autres villages, leur apprend à former un collectif d'artisanes ou une coopérative*». (Rehena, village Nagori de Kaligonj, CJW).

«*Je suis impliquée en politique et dans le milieu associatif de ma communauté. Je me bats dès qu'il y a une cause à défendre. Je n'ai pas peur de me battre pour mes droits*». (Sashi, groupe de discussion, Tara Projects).

Si les interventions « informelles » au sein des communautés (comme celles de Rehena) sont relativement courantes, les cas de femmes telles que Sashi s'engageant aux niveaux politique ou associatif semblent



Interview Hassina Begum
(Purbamonipur Women's Group, CJW) – 22/07/2014

beaucoup plus rares. La plupart des femmes interviewées (pourtant en majorité des leaders) répondent qu'elles n'ont pas le temps, les ressources ou le niveau d'éducation suffisant pour ce type d'activités. D'autres n'y voient tout simplement pas d'intérêt, préférant se concentrer sur leur travail¹⁸⁴.

Le cas de l'artisane Hassina Begum est à ce titre assez révélateur. Membre du conseil d'administration de CJW depuis 2 ans, et visiblement très avide de rempiler pour un nouveau mandat, elle indique ne ressentir aucune envie de s'engager en dehors de CJW.

«*Je n'ai pas envie de m'impliquer dans une autre association ou dans la vie politique locale. Je ne suis pas assez éduquée, j'ai arrêté l'école à 11 ans*». (Hassina Begum, Purbamonipur Women's Group, CJW).

Son poste au sein du conseil d'administration l'a pourtant amenée à mener une campagne, à s'engager auprès de ses « électeurs » et à interagir avec des parties prenantes importantes de CJW, toutes formes d'expérimentation de la vie politique.

Mais pour la plupart des artisanes interrogées, que ce soit au Bangladesh ou en Inde, le monde politique est perçu comme un monde polarisé (obligation de se rallier à l'un parti ou l'autre), corrompu et violent.

«*Je ne veux pas être impliquée dans des batailles politiques. Je serais nécessairement associée avec l'un ou l'autre camp*». (Groupe de discussion, KSWES, Sasha).

Neha (Tara Projects) est l'une rares artisanes rencontrées s'étant fortement impliquée dans la vie politique et militante de sa communauté, en plus de la gestion de sa

microentreprise d'artisanat. Son parcours montre le caractère contingent de l'engagement politique ou associatif des artisanes. De nombreux éléments de circonstance ont en effet convergé pour l'amener à occuper de telles responsabilités :

- Elle est issue d'une famille relativement aisée (son père était fonctionnaire), élément (parmi d'autres) lui ayant permis d'étudier à l'université.
- Le meurtre de l'un de ses frères, suite à des rivalités autour de terres de son village, la marque profondément et la pousse à travailler dans le secteur social. Suite de quoi, elle bénéficie de contacts politiques au sein de sa famille pour créer sa propre ONG.
- L'ONG couvre les questions de violence domestique (services de médiation, conseils juridiques, collaboration avec les forces de police, etc.), ce qui l'amène à rapidement élargir son réseau. Elle est alors contactée par la branche locale du parti du Congrès, à la recherche de figures féminines.

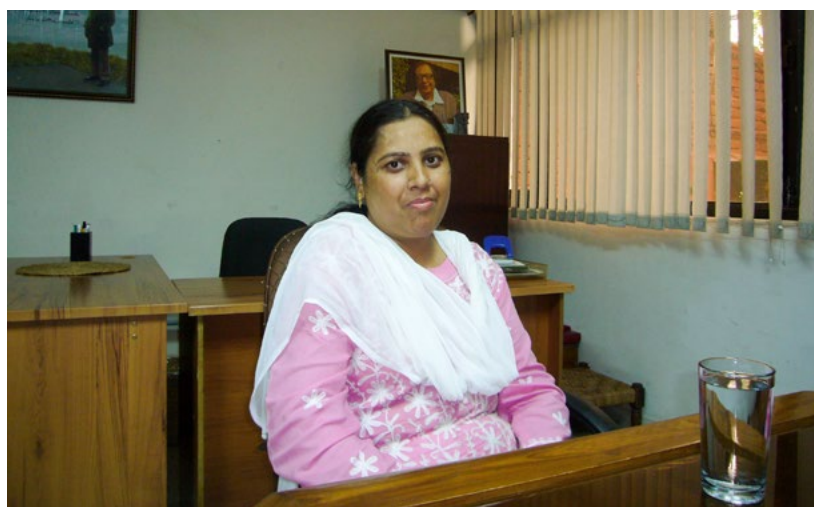
- Ayant besoin d'activités génératrices de revenus pour son ONG, elle rencontre les responsables de Tara, qui la convainquent de créer un groupe d'artisanes (fabrication de bijoux, sacs, etc., pour Tara Projects).
- Enfin, elle décide de ne pas se marier, ce qui la libère de certaines contraintes reproductives ou domestiques.

Tous ces éléments montrent à quel point le chemin peut être long et hasardeux pour parvenir à ce niveau de responsabilité. Il faut d'ailleurs noter que Neha a suivi un processus inverse à celui observé chez d'autres leaders : elle a d'abord occupé une fonction de dirigeante au sein d'une ONG, avant de se tourner vers l'artisanat équitable. On ne peut donc réellement invoquer dans son cas un facteur «équitable» dans son émergence en tant que leader. De plus, son organisation rencontre actuellement de nombreux problèmes financiers, car elle reçoit très peu de commandes de la part de Tara Projects. L'un des employés de cette dernière avouait que l'organisation dirigée par Neha (Begum

Hashtilp Samooh), si elle était très active au niveau politique (ex. manifestations en faveur des droits des femmes, «sittings» devant les stations de police), avait beaucoup de difficultés à respecter les exigences de qualité et de délai. Cet exemple illustre la difficulté pour une OCE de combiner des activités à la fois économiques et politiques. Les deux requièrent des profils relativement différents (voire antinomiques), en termes de ressources humaines, à la fois chez les leaders et les artisans¹⁸⁵.

Notons enfin que de manière surprenante, beaucoup des artisanes rencontrées indiquaient s'intéresser à la vie politique. Lors de la discussion de groupe chez CJW particulièrement, toutes les artisanes ont indiqué voter à chaque élection, et ce de manière indépendante.

«Je décide moi-même pour qui je vote. Je le fais sur base des partis plutôt que des personnes. Je vote pour ceux qui défendent les droits des femmes. Ce sont des petits partis qui ne sont pas au pouvoir». (Groupe de discussion, CJW).



Interview Neha (Tara Projects) – 05/08/2014

MOUSMIN (KHEWAI MAHILA HASTSHILP, TARA PROJECTS)

L'histoire de Mousmin est très similaire à celle de Sofiya (voir encadré plus haut). Également issue d'une famille nombreuse musulmane, elle a su à plusieurs reprises rassembler assez de courage pour s'émanciper de la pression sociale. Sa situation était même peut-être plus difficile encore, car le milieu rural dans lequel elle a grandi (un village très isolé au Nord de Delhi, dans l'Uttar Pradesh) est extrêmement conservateur et patriarcal. Très peu de filles vont à l'école, telle Mousmin, qui a dû se contenter d'apprendre l'ourdou via son père, prêcheur à la mosquée du village, dans le seul but d'être capable de lire le Coran. Elle garde les vaches jusqu'à 12 ans, âge de puberté synonyme de confinement à la maison, où elle doit s'occuper de divers travaux domestiques pour toute la famille élargie (grands-parents, oncles et tantes, cousin(e)s, etc.).



« Mon village était et est toujours très orthodoxe. Très peu de gens ont la télévision, perçue comme diabolique, et les étrangers y sont mal vus. Concernant les femmes, pour moi elles sont l'équivalent d'esclaves, même pas des êtres humains, qui doivent se contenter d'écouter et de faire ce que l'on leur ordonne. Elles n'ont aucun mot à dire concernant leur mariage par exemple ». Un incident dans sa jeunesse va la traumatiser : elle voit sa grand-mère battre sa propre mère, pour une obscure histoire de pains mal préparés. Mousmin prend alors sa grand-mère dans ses bras, la suppliant d'arrêter. « Je ne comprenais pas pourquoi ma mère ne se défendait pas, cela m'a tout simplement révoltée. A partir de ce moment, je me suis toujours dit que je n'accepterai jamais de vivre de cette manière ». Quelques années plus tard, elle réussit à convaincre son père de la laisser travailler dans un atelier de broderie et de bijoux. Cette opportunité lui permet d'apprendre en secret l'hindi et de rencontrer Moon, la directrice de Tara Projects. Ce premier contact a été crucial car quelques années plus tard, Moon lui demandait de former un groupe d'artisans, suite au départ à la retraite du responsable de l'atelier d'artisanat. À l'image de Sofiya, Mousmin est aujourd'hui très respectée au sein de sa communauté. Elle se rend même régulièrement à des conférences pour témoigner de son vécu et parler des droits des femmes. « Je suis très heureuse et fière d'intervenir dans ces débats. La principale force des femmes est leur dignité, le respect qu'elles inspirent. Nous sommes aussi capables que les hommes ! Après tout, les filles viennent de la même mère que les garçons ».

Dans cette perspective politique, il serait intéressant que nos partenaires investissent davantage dans la formation, à la fois sur les questions sociales et sur le développement de leaders. Favoriser l'émergence de ces dernières pourrait permettre d'obtenir un effet d'exemplarité envers les autres artisanes¹⁸⁶.

CAPACITÉ D'INFLUENCE COLLECTIVE

Ce chapitre aborde les pouvoirs des collectifs¹⁸⁷ d'artisan(e)s en tant que tels, plus précisément leur capacité à influencer aux niveaux social, économique et politique les différentes sphères et institutions les environnant. Les trois partenaires couverts dans cette étude ont été choisis, entre autres, du fait de leur capacité à mener un travail de changement social (voir projet de changement social évoqué en introduction). Il est donc évident que leur impact dans ces domaines est au minimum significatif. Cependant, ce type d'activité est sans doute celui dans lequel le secteur équitable présente le plus de variabilité, en fonction des ressources disponibles de chaque organisation, de leur philosophie ainsi que du niveau de conscientisation des différents groupes d'artisan(e)s. C'est pourquoi, dans le reste de ce chapitre, nous analyserons séparément les trois OCE en matière de pouvoir collectif, en portant une attention plus particulière sur les activités de campagne, de plaidoyer et de sensibilisation couvrant les droits des femmes.

SASHA

Sasha est une organisation très orientée «incubation de microentreprises», centrée sur l'empowerment économique des femmes. C'est donc essentiellement dans les sphères économiques qu'elle possède une influence sur son environnement. Une étude d'impact conduite par Trade Aid a par exemple démontré que la sécurité financière accrue des artisanes du réseau de Sasha encourageait les autres femmes des communautés environnantes à devenir indépendantes économiquement, en particulier dans les zones reculées¹⁸⁸.

Pour le reste, l'influence de Sasha semble plus limitée. Néanmoins, Sasha mène ou coordonne quelques programmes sociaux au bénéfice des communautés villageoises (ex. projets d'éducation et de santé menés par le groupe d'artisans Usgaraman ou encore projet de prévention de la malaria et de la tuberculose à Phulbani). Un programme de support aux artisanes leur permettant d'obtenir une meilleure reconnaissance (cartes d'identité) et des aides de la part des autorités publiques (accès au crédit bancaire et assurances) pourrait également être porteur d'une meilleure reconnaissance globale du secteur¹⁸⁹.

En matière de plaidoyer ou de campagne, quelques activités centrées sur le commerce équitable semblent organisées¹⁹⁰, mais très peu spécifiques au genre¹⁹¹. Globalement, il ne semble pas exister chez Sasha de soutien systématique aux artisanes sur les questions des droits des femmes. Selon une consultante

employée régulièrement par Sasha, «*il existe bien une politique genre au sein de l'organisation, mais elle est limitée en portée et concerne principalement les employés directs de Sasha, très peu les artisanes*»¹⁹². Le groupe de discussion organisé durant la recherche, le premier de ce type pour l'organisation, a montré un faible niveau de conscientisation des artisanes sur ces questions. Elles ont cependant toutes témoigné d'un très grand intérêt à y travailler au sein de leurs communautés.

Selon S. Goswami, «*les questions d'éducation, de sensibilisation ou de plaidoyer sur le genre ne font pour l'instant pas partie du mandat de Sasha mais des discussions ont eu lieu récemment au sein du conseil d'administration pour envisager ce type d'activités*». Dans un premier temps, «*l'idée serait d'autonomiser chacun des groupes impliqués dans la discussion et de les encourager à mettre en place un plan d'action définissant les publics, les activités ou les alliances à développer en matière de*

droits des femmes». Dans ce processus, Sasha pourrait bénéficier de l'aide de ses groupes les plus expérimentés. Nous avons déjà cité l'organisation Jeevika¹⁹³, mais des groupes tels que Durbar ou KSEWS semblent également engagés dans des activités de plaidoyer au niveau local¹⁹⁴. Au final, si Sasha décidait de davantage s'impliquer dans le domaine, l'impact pourrait être très important, étant donné le réseau, les ressources et les compétences dont elle dispose en matière de support aux artisanes.

CORR – THE JUTE WORKS

Au titre de plus grosse OCE au Bangladesh, CJW dispose de ressources importantes, dont une partie est allouée à un travail d'éducation et de campagne. Sur la question du genre, nos entretiens indiquent qu'il existe clairement un haut niveau de conscientisation collective chez les artisanes de CJW et donc un potentiel d'influence important. Comme mentionné plus haut, l'organisation encourage les femmes à participer à des discussions de groupe, à s'im-



Groupe de discussion Sasha – 30/07/2014

pliquer dans les instances ou encore à assister diverses conférences sur le sujet. D'après Milton Suranjit Ratna (responsable du développement), des séminaires sur la dot, la violence contre les femmes¹⁹⁵ et le trafic des femmes et des enfants ont récemment été organisés¹⁹⁶. D'autre part, les artisanes les plus actives s'impliquent dans les cours de justice familiales au niveau local ou bien prennent part à des manifestations de défense pour les droits des femmes.

«Récemment, plusieurs d'entre nous, issues de différents groupes, avons participé à une marche lors de la journée internationale pour les droits des femmes». [Groupe de discussion, CJW]¹⁹⁷.

La plupart de ces artisanes appartiennent à des groupes stables, bien développés et proches géographiquement de CJW (ce qui exclut de facto la majorité des groupes situés en milieu rural). Malgré leur nombre relativement limité, leur implication dans ce type d'activité est remarquable étant donnée la relative ostracisation des femmes dans l'arène publique au Bangladesh, en particulier les plus marginalisées. Il est clair que leur appartenance à un groupe d'artisanat équitable a joué un rôle clef dans cette implication.

Elles bénéficient également d'une volonté stratégique de la part de CJW de s'investir sur ces questions, volonté traduite notamment par une politique genre très développée¹⁹⁸. Même si, comme dans le cas de Sasha, cette politique concerne principalement les employés di-



Groupe de discussion CJW – 22/07/2014

rects de CJW¹⁹⁹, un chapitre entier sacralise le soutien aux artisanes sur les questions de genre (formations, accès à l'information, développement de leaders, etc.). Le document mentionne par ailleurs l'implication de CJW dans des campagnes et plaidoyers orientés genre, mais de manière beaucoup moins élaborée. Dans ce domaine, CJW travaille essentiellement en alliance avec d'autres organisations telles que Naripokkho²⁰⁰, The Hunger Project-Bangladesh²⁰¹, Shapla Neer²⁰² ou encore avec la campagne «We Can»²⁰³. De manière plus générale, CJW bénéficie clairement pour son travail sur le genre de sa proximité avec son organisation mère Caritas Bangladesh, qui dispose de moyens humains et financiers assez considérables²⁰⁴.

TARA PROJECTS

Combinant des activités d'artisanat équitable avec des programmes sociaux et de microfinance, il est

clair que Tara Projects est très active sur les questions de changement social en général. L'organisation est cependant très orientée «éducation» (voir les formations en couture, broderie, informatique ou les écoles évoquées plus haut)²⁰⁵, sans doute au détriment des activités de campagne ou de plaidoyer (pour lesquelles elle semble avoir moins de ressources, à la fois humaines et financières)²⁰⁶.

Concernant les aspects genre, sa capacité d'influence apparaît comme relativement importante. Chaque année, elle organise ainsi diverses activités à l'occasion des journées internationales pour les droits des filles (11 octobre) et des femmes (8 mars)²⁰⁷. Elle bénéficie d'un avantage dans ce domaine puisque son public est plus large que sa simple base d'artisan(e)s (les bénéficiaires des programmes sociaux ou de microcrédit par exemple). En matière de campagne et de plaidoyer sur le genre, l'orga-

nisation semble se limiter à des participations ponctuelles à des campagnes alliées (ex. campagnes « Close the gap » d'Oxfam India²⁰⁸, théâtre de rue sur les questions de violence domestique avec l'ONG Jagory²⁰⁹).

En dépit de ces différentes activités, son objectif social est clairement moins orienté vers les femmes, en tant que groupe cible spécifique, qu'une OCE telle que CJW par exemple. A titre d'exemple, Tara Projects ne dispose pas d'une politique genre aussi développée que celle de l'organisation bangladaise, se contentant de quelques lignes proscrivant tout harcèlement ou discrimination envers ses employées²¹⁰. Le niveau d'activité et d'autonomie des artisanes en matière de droits sociaux semble par contre relativement élevé, comme l'illustre le témoignage de Sunita de Badarpur.

« Nous avons réussi peu à peu à changer les mentalités dans notre communauté. Comme cinq autres membres du groupe, j'ai aujourd'hui la fonction de représentante communautaire. Le soir, nous allons régulièrement de maison en maison pour mobiliser les gens autour des questions de santé, de violence domestique, de travail des enfants ou d'accès aux services de base. Au début, nous nous déplaçons en groupe, mais nous sommes suffisamment confiantes et respectées maintenant pour se déplacer seules. Récemment, l'eau a été coupée dans le quartier pendant 3 jours. Un groupe de femmes s'est rendu auprès de la société de distribution et a brisé des pots en terre

cuite devant eux! Nous pouvons accomplir beaucoup de choses en nous organisant collectivement ». (Sunita, Sunita Handicrafts, Tara Projects).

Les différents entretiens menés pour cette étude semblent également démontrer une bonne capacité de l'organisation à identifier puis à soutenir le développement de femmes leaders (elles représenteraient environ 50 % du nombre total de chefs de groupes²¹¹). Comme évoqué plus haut, les responsables de Tara s'impliquent par exemple personnellement dans le dialogue avec les familles, afin de les convaincre de laisser les femmes rejoindre l'organisation. Un prix « Be the Change » est par ailleurs organisé régulièrement pour récompenser l'implication de ces leaders²¹². Le résultat est que beaucoup de groupes paraissent disposer de leaders charismatiques,

telles Sofiya, Sunita, Ruksana ou encore Neha (voir témoignages ou encadrés le long de cette étude). Même si la plupart d'entre elles ne s'implique pas au niveau associatif ou politique en dehors des OCE partenaires, elles jouent un grand rôle de dynamisation des activités des artisanes et de leurs communautés.

RÉSUMÉ DE LA CAPACITÉ D'INFLUENCE COLLECTIVE DES TROIS OCE ÉTUDIÉES

Comme évoqué en début de chapitre, les capacités d'influence aux niveaux local ou national des trois organisations sont assez variables, en particulier en matière de campagne, de sensibilisation et de plaidoyer sur le genre. L'une des raisons est sans doute que ce type d'activité s'éloigne des objectifs premiers du commerce équitable – assurer de meilleures conditions de vie aux artisan(e)s à un niveau



Ecole de couture (Taja 8, Tara Projects, village de Pataudi, Haryana) – 07/08/2014

individuel – et que les organisations sont plus ou moins limitées par leurs ressources financières et humaines. De plus, l'implication dans un domaine spécifique tel que le genre dépend fortement de la volonté stratégique de chaque organisation, liée à son tour au public cible préférentiel de chacune d'entre elles (ex. CJW vs. Tara Projects). Enfin, la localisation géographique des groupes joue également un rôle important, l'implication dans des activités politiques telles que des manifestations étant bien sûr beaucoup plus difficile en milieu rural (en lien avec les questions de mobilité évoquées plus haut).

Dans tous les cas, les trois organisations effectuent un important travail de structuration collective des groupes d'artisanes, notamment au travers de leurs instances démocratiques. C'est crucial dans la mesure où l'implication des femmes dans des collectifs est très faible et culturellement peu acceptée en Inde et au Bangladesh. Comme l'évoquait lors de l'un de nos entretiens Tushar Kona Khandar, consultante auprès de Dhaka Handicrafts, les organisations d'artisanat équitable bénéficient en cela d'un important avantage par rapport à d'autres ONG, puisqu'elles disposent ainsi de nombreux collectifs déjà formés.

Revers de la médaille, la plupart des artisanes n'ont pas le temps ou les ressources suffisantes pour s'impliquer au-delà des tâches productives. Le défi est donc de réussir à mettre en action les groupes les plus dynamiques dans le cadre d'une campagne sur l'empower-



© Fairtrade Connection

ment des femmes. Quelques considérations sur le (s) thème (s) et la (es) forme (s) potentiels de cette campagne envisagée dans le cadre de cette étude feront l'objet d'une analyse séparée.

CONCLUSIONS

Cette étude nous aura permis de faire un tour d'horizon des différentes contributions de l'artisanat équitable en matière d'empowerment des femmes en Inde et au Bangladesh (voir tableau 3 ci-dessous).

L'appartenance des artisanes à une organisation équitable leur apporte la plupart du temps des changements significatifs en termes d'acquisition de ressources matérielles et humaines, de compétences, d'une conscience critique et d'une estime de soi. Il peut également permettre de redéfinir les rôles au sein du foyer, de gagner de la mobilité et parfois même, de s'impliquer dans des activités socio-politiques (le plus souvent au sein de l'organisation, beaucoup plus rarement en dehors). Même si certains auteurs avancent que l'incitatif économique n'est souvent pas la priorité pour les artisanes, nos entretiens semblent indiquer qu'il reste une variable clef. Chez la plupart des femmes rencontrées, les perspectives de salaire et les conditions de travail équitables ont eu un poids considérable dans les négociations qu'elles ont engagées avec leurs proches. Véritable déclencheur de changement, il a ouvert la voie aux autres formes d'empowerment²¹³.

Mais l'artisanat équitable présente des limites : il ne remet pas toujours en cause la distribution genrée

des tâches²¹⁴; il dépend toujours fortement de la capacité des femmes à s'affranchir des normes et contrôles exercés par leurs maris ou belle-famille; les ressources disponibles sont souvent assez limitées; s'il présente des caractéristiques qui le rendent adapté au travail féminin (flexibilité par rapport aux lieux et aux horaires notamment)²¹⁵, il peut également laisser les femmes confinées à la maison, quand il n'est pas pratiqué dans un atelier²¹⁶. Au final, son impact sur les besoins pratiques des femmes (bien-être, revenus, connaissances, etc.) est clairement plus significatif et systématique que sur leurs besoins stratégiques (redéfinition de la position subordonnée de la femme, meilleur accès et contrôle des moyens de production et des bénéfices, etc.)²¹⁷.

La capacité de chaque OCE à satisfaire les deux types de besoins, i.e. à trouver le bon équilibre entre les empowerment économiques et socio-politiques des femmes²¹⁸, dépend de nombreux facteurs : stratégie à long terme, publics cibles, localisation géographique des groupes, ressources finan-

cières et humaines, capacité à structurer et à sensibiliser des collectifs d'artisanes, et ce de manière non descendante et participative.

Le projet de changement social d'Oxfam-Magasins du monde a permis d'initier sur ces questions des échanges d'expériences entre les différents partenaires. Les exemples de meilleures pratiques identifiés dans cette étude incluent la mise en place d'une politique genre élaborée (de manière à apporter un soutien ciblé aux femmes, par exemple en matière de transports publics ou de flexibilité des horaires), le développement d'espaces de discussion dédiés spécifiquement aux femmes (ainsi qu'aux hommes, sur les droits des femmes) ou encore la mise en place de programmes de développement de leaders. La co-construction d'une campagne sur le genre et l'artisanat équitable devrait permettre de renforcer et de concrétiser cette dynamique d'échange.

DIMENSION	APPORTS	LIMITATIONS
AVOIR	<p>Ressources matérielles :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Salaire équitable. • Bénéfices sociaux (congés de maternité, assurances santé, pensions, etc.). • Flexibilité du travail, notamment par rapport aux tâches reproductives. • Accès à des services financiers (ex. épargne collective, microcrédit). • Opportunités d'investissement dans l'éducation, les soins de santé, etc. <p>Ressources humaines :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Réseau de solidarité, e.g. contre violence (domestique) ou pour l'aménagement du temps de travail. • Support psychologique (et légal pour certains groupes). • Prévention de l'exode rural. 	<ul style="list-style-type: none"> • Salaire le plus souvent non vital • Baisse des commandes dans le secteur équitable. • Exigences accrues des acheteurs (qualité, délai, diversité). • Artisanat peu valorisé socialement. • Caractère discriminatoire vis-à-vis des femmes ne disposant pas de réseaux / contacts.
SAVOIR	<ul style="list-style-type: none"> • Acquisition de compétences techniques, via les formations et pratiques professionnelles (ex. production, gestion de groupe). • Acquisition de connaissances de base via formations généralistes (ex. alphabétisation, langues, informatique). • Capacité de développement d'une conscience critique individuelle / collective, via la sensibilisation et les échanges de groupe : <ul style="list-style-type: none"> - Droits des femmes (ex. lutte contre la violence domestique). - Droits des filles (ex. éducation). - Développement de l'intérêt pour la vie démocratique, le droit de vote, etc. 	<ul style="list-style-type: none"> • Manque de ressources financières et humaines des OCE en matière de formation. • Manque de temps des artisanes à consacrer aux formations, en particulier en matière de développement personnel.
VOULOIR	<ul style="list-style-type: none"> • Estime de soi. • Confiance en soi. • Identité de groupe. • Respect accru de la famille / communauté. 	<ul style="list-style-type: none"> • Méfiance / hostilité potentielles de la famille / communauté. • Peur de l'inconnu, des difficultés potentielles liées aux responsabilités accrues. • Absence d'intérêt / volonté pour s'impliquer dans les activités autres que productives (ex. socio-politique). • Sacrifice pour la famille, au détriment du développement personnel.
POUVOIR	<p>Capacité d'influence individuelle :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Gestion partagée du budget familial. • Redistribution des tâches domestiques avec le mari. • Gains de mobilité. • Accès à la propriété foncière. • Développement de leaders impliqués dans vie associative / politique au niveau local / régional. <p>Capacité d'influence collective :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Caractère exemplaire de la réussite socio-économique des OCE / groupements d'artisanes auprès des autres (membres de) communautés. • Cible des programmes sociaux des OCE plus large que simplement les artisanes, à destination des communautés. • Structuration des artisanes en groupes d'action militant au niveau local / national. • Plaidoyer de l'OCE pour les droits humains, notamment des femmes. 	<ul style="list-style-type: none"> • Surcharge de travail pour les femmes si combiné avec les tâches reproductives. • Travail parfois basé à la maison, limitant les opportunités de mobilité et de contacts sociaux. • Distribution genrée des rôles socio-professionnels pas nécessairement remise en cause. • Génération potentielle de conflits / forte résistance au sein de la famille (élargie) / communauté, dues à des normes sociales très fortes, en particulier en milieu rural. • Insécurité générée par la mobilité. • Caractère discriminatoire de la mobilisation politique, plus développée en milieu urbain que rural. • Groupe cible des OCE peut être très large, ce qui peut diminuer le potentiel d'empowerment des artisanes. • Difficulté pour les OCE / artisanes de combiner empowerment économique et socio-politique (en particulier en termes de compétences).

Tableau 3. Synthèse des apports et limitations de l'artisanat équitable sur l'empowerment des femmes.

ANNEXE

UNE CAMPAGNE SUR LE GENRE ET L'ARTISANAT ÉQUITABLE ?

L'objet de cette analyse est de présenter le contexte et les arguments en faveur d'une campagne Nord/Sud en 2015-2016 sur le genre et l'artisanat équitable, à la fois pour Oxfam-Magasins du monde (Omdm) et pour les partenaires impliqués. L'objectif ici n'est pas d'étudier l'impact de l'artisanat équitable sur les femmes, cet aspect étant largement développé dans une étude séparée¹. Il n'est pas non plus de définir de manière précise et complète un squelette commun de campagne ou les composantes spécifiques à chaque partenaire (sous-thématiques, actions, outils, etc.). Ces éléments seront discutés lors d'un séminaire ayant lieu à Bruxelles en décembre prochain, puis élaborés plus précisément durant la période de préparation de la campagne, prévue de janvier à août 2015.

CONTEXTE

L'idée de conduire une campagne sur le genre et l'artisanat équitable s'inscrit au sein d'un projet plus large, dit de « changement social ». Financé par la DGD², ce projet visait dans sa première phase (2011-2013) à entamer une réflexion sur le renforcement de la place des partenaires du Sud dans la stratégie éducative d'Omdm. Comme l'indique la note de stratégie « Education au développement » de la coopération belge³, un argument était que, « pour mener une éducation au développe-

ment efficace, il importe de s'assurer de la pertinence et de la légitimité des messages transmis conjointement avec le Sud, et pour ce faire, d'associer des organisations du Sud dans l'approche d'éducation au développement ».

Plus largement, l'objectif était de voir comment mettre en place un partenariat au-delà de la simple relation commerciale, en développant avec une sélection de partenaires nos capacités respectives sur les plans social, éducatif et

politique. Durant cette première phase, différents séminaires et missions de terrain ont permis aux partenaires du projet de débattre de leurs visions, stratégies et publics en matière de changement social, d'examiner quel rôle le commerce équitable pouvait y jouer ainsi que d'échanger outils, pratiques et expériences aux niveaux éducatif et/ou politique.

Durant le séminaire de clôture, quatre pistes de travail ont été identifiées : la poursuite des échanges sur les méthodes d'éducation des jeunes (ex. autour de la thématique de la consommation responsable), les outils d'information des consommateurs (en particulier sur les producteurs, via par exemple une démarche du type PPP⁴ d'Omdm) et les pratiques d'éducation (populaire) (via par exemple une plateforme digitale de partage d'outils)⁵. Est également apparu un intérêt manifeste pour développer des campagnes communes Nord/Sud. La proposition d'Omdm d'organiser une campagne genre et artisanat ayant été accueillie avec beaucoup d'enthousiasme, l'idée serait donc d'en faire la principale composante du programme pour la période 2014-2016. Elle devrait ainsi constituer une manière concrète de travailler en commun entre partenaires sur les questions de changement social.

ARGUMENTAIRE

Une campagne sur la thématique du genre et de l'artisanat équitable présente bien évidemment l'intérêt d'améliorer la visibilité et donc, espérons-le, le bien-être et l'autonomie des productrices travaillant pour nos partenaires. Un certain nombre d'éléments de contexte pourraient en améliorer l'impact :

- La thématique s'inscrit parfaitement dans la nouvelle stratégie genre de la WFTO. Approuvée lors de la dernière AG de l'organisation, le 29 mai 2013 à Rio de Janeiro, cette stratégie encourage tous les membres à « *élaborer des politiques et plans d'action clairs s'attaquant aux causes profondes des inégalités hommes / femmes* »⁶. Une campagne commune avec nos partenaires contribuerait à cette stratégie, aussi bien au Nord qu'au Sud, en particulier dans sa dimension politique, qui vise à « intégrer les considérations de genre dans les programmes de plaidoyer, afin d'influencer les politiques et les décideurs à traiter les obstacles

structurels qui empêchent les femmes d'exercer leurs droits ».

- Le thème est cohérent avec la systématisation ces dernières années des aspects genre dans les politiques de développement. En Belgique, le genre a ainsi été conservé comme thématique transversale dans la nouvelle loi sur la coopération au développement de 2013, et pourrait même faire l'objet dans le futur de davantage de programmes spécifiques⁷. De manière plus globale, l'année 2015 sera particulièrement intéressante puisqu'elle sera jalonnée de nombreux événements liés aux deux thématiques (voir également tableau 1) :
 - Redéfinition des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), au sein du cadre global de développement de l'ONU⁸. Plus particulièrement, de nombreux groupes de la société civile militent pour que l'égalité hommes/femmes constitue un aspect transversal de l'ensemble des nouveaux OMD⁹.
 - Année européenne du développement, avec notamment le mois de

mars consacré spécifiquement aux droits des femmes et des filles.

- Vingtième anniversaire de la Déclaration de Pékin¹⁰, ce qui pourrait offrir visibilité et opportunités médiatiques, notamment dans le cadre de la campagne d'UN Women « Beijing +20 »¹¹.
- Le sujet permet en outre à Omdm et à ses partenaires de développer le contenu socio-politique de l'artisanat équitable (qui constitue l'intégralité ou la majorité de leurs activités). En effet, l'artisanat est généralement considéré comme moins chargé de sens politique que le secteur agricole. En démontrant / communiquant l'ensemble des impacts économiques, sociaux et politiques de l'artisanat équitable sur les questions d'inégalités hommes/femmes, la campagne a le potentiel de renforcer l'image et le positionnement politique des différentes organisations membres.

EVÈNEMENT	DATE	ORGANISATION
Focus genre de l'année européenne du développement	Mars 2015	Union Européenne
Journée internationale de la fille	11 octobre 2015	ONU
Semaine du commerce équitable	Octobre 2015	CTB ¹²
Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes	25 novembre 2015	ONU
Journée internationale pour les droits des femmes	8 mars 2016	ONU
Journée mondiale du commerce équitable	11 mai 2016	WFTO / FLO
Evènement Beijing+20 durant les journées européennes du développement (Bruxelles)	Juin 2016	Commission Européenne

Tableau 1. Evènements genre et développement 2015 – 2016

PLUS SPÉCIFIQUEMENT POUR OXFAM-MAGASINS DU MONDE, LA CAMPAGNE DEVRAIT NOUS PERMETTRE DE :

- Réaffirmer notre positionnement en tant qu'acteur de commerce équitable avancé (cf. principe 3 du commerce équitable d'Omdm – focus sur les producteurs et les travailleurs les plus défavorisés, et principe 7 – logique participative, via la co-construction d'une campagne)¹³.
- Développer notre expertise dans le domaine de l'artisanat (cf. complémentarité avec la spécialisation alimentaire de notre organisation sœur Oxfam Wereld Winkels).
- S'aligner avec la campagne d'Oxfam International sur les inégalités¹⁴, et de manière plus générale, avec son plan stratégique 2013-2019¹⁵. Ce dernier fait de très nombreuses références au genre, notamment dans l'un de ses 6 objectifs stratégiques de changement (objectif 2)¹⁶. Une campagne N/S sur le genre et l'artisanat équitable s'inscrit de plus parfaitement dans la volonté d'Oxfam International de créer un « ré-



Manifestation, journée mondiale du commerce équitable, Tara Projects – 2006

seau mondial d'influence » (en anglais « Worldwide Influencing Network », ou WIN).

• Contribuer à repolitiser notre mouvement (travail actuellement en cours au sein d'Omdm), autour d'un thème relativement nouveau et potentiellement porteur auprès de nos bénévoles (cf. composition essentiellement féminine du mouvement).

On le voit, une campagne Nord/Sud en 2015-2016 sur la thématique du genre et de l'artisanat pourrait avoir

un impact et une portée relativement importantes (d'autant plus si d'autres organisations s'y joignent, par exemple au sein du réseau WFTO). Menée de manière à la fois globale et complémentaire, elle devrait améliorer la crédibilité et la pertinence du discours des organisations partenaires vis-à-vis des citoyens et consommateurs Nord/Sud, dans l'objectif de renforcer la participation de ces derniers à un modèle de production et de consommation plus juste.

1 Veillard P. Novembre 2014. Genre et artisanat équitable. Impact de l'artisanat équitable sur l'empowerment des femmes en Inde et au Bangladesh.

2 Direction Générale du Développement, organe public en charge de la coopération au développement en Belgique.

3 DGD, Mars 2012. Note de stratégie éducation au développement.

4 Produit / Partenaire / Projet Politique. Voir également l'analyse : Oxfam-Magasins du monde. Juillet 2011. 35 ans d'Oxfam-Magasins du monde. Des premiers pas d'Oxfam-Belgique aux nouveaux défis du commerce équitable.

5 Parmi les 10 principes du commerce équitable de la WFTO, le principe 6 a ainsi été modifié en 2013 afin de davantage mettre l'accent sur l'empowerment économique des femmes. Ce principe exige maintenant de la WFTO et de ses membres qu'ils promeuvent l'égalité des sexes, garantissent aux femmes un accès aux ressources, notamment foncières, qu'ils leur octroient un salaire égal aux hommes (pour un travail de valeur égale), et ce même dans les situations d'emploi informel, et enfin, qu'ils tiennent compte des besoins de santé et de sécurité spécifiques aux femmes.

6 WFTO, 08/03/2013. WFTO urges change by governments. Fair trade agenda to improve women's lives marking international women's day.

7 La plupart des programmes de développement ne font « qu'injecter » du genre dans des projets bien précis, le plus souvent dans une filière agricole.

8 Une date clef sera notamment le sommet des Nations unies sur les OMD du 20 au 22 septembre.

9 Il est également intéressant de noter que le nouveau rapporteur spécial de l'ONU au droit à l'alimentation, Ms. Hilal Elver, montre un intérêt pour le commerce équitable et le genre. Après sa nomination, le bureau européen de plaidoyer pour le commerce équitable lui a envoyé une lettre de félicitations, lettre à laquelle elle a répondu : « le commerce équitable, en particulier en lien avec la dimension de genre, me tient particulièrement à cœur ».

10 La conférence mondiale sur les femmes à Pékin en 1995 a notamment permis de mettre en place la Plate-forme d'action de Beijing (PFAB). Cette plateforme a fixé deux objectifs aux organisations internationales, aux gouvernements et à la société civile : l'empowerment des femmes et l'intégration du genre au sein des politiques publiques. Elle a dans ce but été organisée autour de 12 domaines d'action prioritaires, chacun d'entre eux faisant l'objet d'un état des lieux régulier et de recommandations envers l'ensemble de la communauté internationale. Le contexte actuel est marqué par des risques de régressions, du fait d'un très fort lobbying des pays conservateurs, en particulier du Vatican vers les pays en voie de développement.

11 Voir le site d'UN Women pour la liste des événements prenant place dans le monde dans le cadre des préparatifs de ce 20ème anniversaire.

12 Coopération Technique Belge.

13 Veillard P, Mars 2013. Le commerce équitable aujourd'hui. Etat des lieux, tendances et positionnement d'Oxfam-Magasins du monde.

14 Oxfam International. 2014. Time to end extreme inequality.

15 Oxfam. 2013. Strategic Plan 2013-2019. The power of people against poverty.

16 Parmi les références au genre dans les stratégies d'implémentation: « promotion du leadership et de la participation des femmes productrices dans l'ensemble des activités d'Oxfam, en particulier dans les réseaux de commerce équitable » ; « construction d'alliances avec les organisations de la société civile, notamment celles liées à la défense des droits des femmes » ; « formation des femmes pauvres à risque, afin qu'elles comprennent mieux leurs droits, et renforcement de leur capacité à diriger et à influencer les décideurs ». Source: Oxfam. 2014. Transformative leadership for women's rights. An Oxfam guide. Understanding how leadership can create sustainable change that promotes women's rights and gender equality.

NOTES ET RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- 1 Thomas Piketty est un économiste français qui a récemment suscité l'attention des médias du monde entier avec son best-seller « le Capital au XXI^e siècle ». Cet ouvrage dénonce la montée des inégalités et propose plusieurs mesures politiques de régulation de l'économie pour en limiter la hausse, notamment la création d'un impôt mondial sur le capital. Oxfam International a également fait la une des journaux en publiant un rapport dénonçant les inégalités à l'occasion du dernier Forum Economique Mondial en janvier 2014 (<http://www.oxfam.org>). Elle vient également de lancer une campagne sur la thématique (<http://www.oxfamsol.be/inegalites/nieuws1.html>).
- 2 Revenga A., Shetty S. Mars 2012. L'autonomisation des femmes, un atout pour l'économie. Finances & Développement. <http://www.closesthegap.in/>.
- 3 Voir chapitre 3.2.2 l'analyse de contexte sur les inégalités de genre en Inde.
- 4 Banque mondiale. 2012. Rapport sur le développement dans le monde : égalité des genres et développement.
- 5 Dohet G. Août 2012. Commerce équitable et changement social : vers un partenariat renforcé.
- 6 F3E. 2010. Fiches pédagogiques Genre & développement.
- 7 Les activités reproductives sont définies comme les activités à la base du développement économique et productif des sociétés (soins des enfants, nettoyage, préparation des repas, activités liées à la santé, etc.). Les activités productives couvrent l'ensemble des activités économiques rémunératrices et génératrices de revenus (activités salariées, indépendantes, informelles). Le chiffre de ¾ d'heures totales de travail accomplies par les femmes dans le monde est estimé en tenant compte de l'ensemble de ces tâches, y-compris les tâches domestiques et ménagères.
- 8 WFTO. 08/03/2013. WFTO urges change by governments. Fair trade agenda to improve women's lives marking international women's day.
- 9 Oxfam India. 2013. Indians demand equality for women. <http://www.closesthegap.in/>.
- 10 UNO. 2010. The World's Women 2010 : Trends and Statistics.
- 11 PNUD. 2014. Rapport sur le développement humain 2014. Pérenniser le progrès humain : réduire les vulnérabilités et renforcer la résilience.
- 12 UNESCO. 2013. International literacy data 2013. <http://www.uis.unesco.org/>.
- 13 CEDAW en anglais, « Convention on the Elimination of all forms of Discrimination against Women ». Cette convention a, entre autres, défini officiellement la discrimination à l'égard des femmes, inséré au sein des normes internationales des droits sur la vie personnelle et familiale des femmes, et fait entrer dans les institutions des Etats signataires l'égalité des droits entre les femmes et les hommes.
- 14 <http://www.mondefemmes.be/>.
- 15 <http://www.amazone.be/>.
- 16 Le Conseil consultatif fournira au ministre de la coopération des avis, afin d'intégrer le genre dans toutes les interventions du développement ainsi que dans les travaux des instances internationales. La plateforme, composée à la fois d'académiques et d'ONG, aura pour mission d'alimenter les travaux du Conseil, tout en menant des actions de sensibilisation et de plaidoyer. Source : Delafortrie S., Springael C. 19/12/2013. Création du Conseil consultatif Genre et Développement.
- 17 Charlier S. 2006. L'analyse de l'empowerment des femmes qui participent à une organisation de commerce équitable. Une proposition méthodologique. In

- Auroi C., Yezpe I. 2006. Economie Solidaire et commerce équitable. Acteur et actrices d'Europe et d'Amérique latine. Presse Universitaires UCL/IUED.
- 19 Le Monde selon les femmes. 2013. Les essentiels du genre. Genre et empowerment.
- 20 Moser a défini les besoins pratiques et intérêts stratégiques des femmes de la manière suivante : les besoins pratiques sont liés aux responsabilités et aux tâches quotidiennes des femmes et des hommes – les soins des enfants, l'habitat, la santé, etc. La division des tâches, les inégalités ne sont pas mises en question. Travailler aux intérêts pratiques implique un travail à court terme. Les intérêts stratégiques sont liés à la position subordonnée de la femme, à l'accès et au contrôle des moyens de production et des besoins bénéfiques. Travailler aux intérêts stratégiques implique une remise en question des inégalités de pouvoir. Il s'agit d'un travail à long terme. Les besoins pratiques et les intérêts stratégiques sont complémentaires. Intervenir au niveau des intérêts stratégiques est une affaire très délicate, qui suppose l'initiative des femmes concernées et qui doivent en avoir la responsabilité. Source : Moser, C. 1989. Gender Planning in the Third World : Meeting Practical and Strategic Gender Needs. World Development, 17 (11) : 1799-1825.
- 21 Kabeer N. 1992. Triple roles, gender roles, social relations: The political sub-text of gender training. Institute of Development Studies discussion paper n° 313
- 22 Le Monde selon les femmes. 2013. Les essentiels du genre. Genre et empowerment.
- 23 Wikipedia. Bangladesh.
- 24 Le pays est d'ailleurs souvent cité comme modèle en matière de progression vers les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD).
- 25 <http://data.worldbank.org/country/bangladesh>.
- 26 UNDP. 2011. About Bangladesh.
- 27 Le développement économique du Bangladesh est fortement lié au microcrédit, qui s'est massivement répandu depuis son introduction en 1977 par le bangladais Muhammad Yunus (prix Nobel de la paix 2006). La banque Grameen qu'il a créée, comptait à la fin des années 1990 près de 2.3 millions de membres (2.5 millions de membres d'organisations similaires). Source : Wikipedia. Bangladesh.
- 28 Kabeer, N. and Haq Kabir, A. July 2009. Citizenship Narratives in the Absence of Good Governance : Voices of the Working Poor in Bangladesh. IDS Working Paper 331.
- 29 Wikipedia. Bangladesh.
- 30 Bilan du monde 2013. Economie & environnement.
- 31 Achact. 2013. Factsheet Bangladesh. www.achact.be.
- 32 Le Figaro. 09/05/2013. Textile : le Bangladesh s'inquiète de la multiplication des accidents.
- 33 Selon la Banque mondiale, « parmi les obstacles les plus importants à la croissance, on trouve la mauvaise gouvernance et la faiblesse des institutions publiques ». Source : The World Bank. 2006. Bangladesh country overview.
- 34 Kabeer N., Mahmud S., Castro J. 2010. NGOs' strategies and the challenge of development and democracy in Bangladesh. IDS working paper.
- 35 Le Monde. 28/01/2014. Au Bangladesh, la dérive autoritaire du parti au pouvoir.
- 36 L'indice d'écart entre les sexes mesure les inégalités relatives entre hommes et femmes dans différents pays et à travers quatre domaines clés : la santé, l'éducation, l'économie et la politique. Le résultat est un chiffre sur une échelle de 0 à 1.5 : le 1 indique une parfaite égalité, un chiffre inférieur à 1 une inégalité envers les femmes, et supérieur à 1 envers les hommes. A noter que cet indice est beaucoup critiqué, entre autres car il ne mesure que les écarts entre sexes (et non par exemple le niveau d'empowerment global des femmes et des hommes), ainsi que le fait que beaucoup des données statistiques utilisées seraient non fiables. Source : WEF. 2013. The Global Gender Gap Report. <http://www.wecanendvaw.org/>.
- 37 PNUD. 2014. Rapport sur le développement humain 2014. Pérenniser le progrès humain : réduire les vulnérabilités et renforcer la résilience.
- 38 Elle a également dirigé le pays de 1996 à 2001.
- 39 World Vision International. Gender equality in Bangladesh.
- 40 Khatiwada S. 29 janvier 2014. Les femmes au Bangladesh, une

- révolution silencieuse. <http://www.ilo.org/>.
- 41 A noter que malgré ces développements, le taux d'activité des femmes (15 ans et plus) n'a pas significativement évolué ces dernières années. Il était en 2013 égal à 57.3% pour les femmes et 84.1% chez les hommes, contre respectivement 62 et 73% en 1994. Source : PNUD. 2014. Rapport sur le développement humain 2014. Pérenniser le progrès humain : réduire les vulnérabilités et renforcer la résilience.
- 42 OIT. 29 janvier 2014. Les femmes au Bangladesh, une révolution silencieuse.
- 43 Unesco. 2012. Adult and youth literacy, 1990-2015. <http://www.uis.unesco.org/>.
- 44 Ahmed A., Del Nino C. The food for education programme in Bangladesh : an evaluation of its impact on educational attainment and food security. FCND DP #138, International Food Policy Research Institute.
- 45 Khandker S., Pitt M., Fuwa N. 2003. Subsidy to Promote Girls' Secondary Education : the Female Stipend Program in Bangladesh. Banque mondiale.
- 46 Autre manière de le formuler, près de la moitié (48%) des femmes âgées de 15 à 19 ans sont mariées. Source : WEF. 2013. The Global Gender Gap Report. <http://www.wecanendvaw.org/>.
- 47 Nombre de naissance par 1 000 femmes âgées de 15 à 19 ans. Source : <http://donnees.banquemondiale.org/>.
- 48 Le ratio de mortalité liée à la maternité est le nombre des femmes qui meurent pendant la grossesse et l'accouchement par 100 000 naissances en vie. Source : <http://donnees.banquemondiale.org/>.
- 49 World Vision International. Gender equality in Bangladesh.
- 50 Unicef. 2012. Bangladesh. <http://www.unicef.org/infobycountry/bangladesh>.
- 51 United Nations General Assembly. 01/04/2014. Report of the Special Rapporteur on violence against women, its causes and consequences, Rashida Manjoo. Mission to Bangladesh 20-29 May 2013.
- 52 Le travail informel consiste en tout travail rémunéré, en tant qu'indépendant ou au sein d'une entreprise, qui n'est pas reconnu, réglementé ou protégé par un cadre légal, ainsi que tout travail non rémunéré entrepris au sein d'une entreprise productrice de revenus, qu'elle soit formelle ou informelle. Source : Zollman C. 2013. Agir ici pour le travail décent.
- 53 Asian Development Bank. 2012. The informal sector and informal employment in Bangladesh. Country report 2010.
- 54 United Nations General Assembly. 01/04/2014. Report of the Special Rapporteur on violence against women, its causes and consequences, Rashida Manjoo. Mission to Bangladesh 20-29 May 2013.
- 55 PNUD. 10/09/2013. Pourquoi certains hommes utilisent la violence contre les femmes et comment pouvons-nous l'éviter? World Health Organization. 2005. WHO Multi-country Study on Women's Health and Domestic Violence against Women. Initial results on prevalence, health outcomes and women's responses.
- 56 PNUD. 10/09/2013. Pourquoi certains hommes utilisent la violence contre les femmes et comment pouvons-nous l'éviter?
- 57 Appelée «joutuk» en bangla, cette coutume scelle un mariage par l'attribution de biens de la famille de la mariée à son futur époux.
- 58 IPS. 17/10/2012. Violence against women persists in Bangladesh.
- 59 IPS. 17/10/2012. Op. cit.
- 60 IPS. 17/10/2012. Op. cit.
- 61 Immigration and Refugee Board of Canada. 01/06/2001. Bangladesh : rôle des tribunaux traditionnels («shalish») et leur influence sur la population par comparaison au pouvoir judiciaire; différenciation de l'influence des shalish en milieu rural et en milieu urbain. <http://www.refworld.org>.
- 62 Farouk S. A. 2005. Violence against women : a statistical overview, challenges and gaps in data collection and methodology and approaches for overcoming them. UN Division for the Advancement of Women.
- 63 United Nations General Assembly. 01/04/2014. Report of the Special Rapporteur on violence against women, its causes and consequences, Rashida Manjoo. Mission to Bangladesh 20-29 May 2013.
- 64 Wiegand C. 30/04/2012. Violence against women in Bangladesh. <http://www.e-ir.info>.
- 65 Farouk S. A. 2005. Violence against women : a statistical overview, challenges and gaps in

- data collection and methodology and approaches for overcoming them. UN Division for the Advancement of Women.
- 66 United Nations General Assembly. 01/04/2014. Report of the Special Rapporteur on violence against women, its causes and consequences, Rashida Manjoo. Mission to Bangladesh 20–29 May 2013.
- 67 Farouk S. A. 2005. Violence against women : a statistical overview, challenges and gaps in data collection and methodology and approaches for overcoming them. UN Division for the Advancement of Women.
- 68 <http://donnees.banquemondiale.org/pays/inde>.
- 69 Le Monde. 20/03/2012. Le principal défi de l'Inde s'énonce en termes de développement humain.
- 70 <http://donnees.banquemondiale.org/pays/inde>.
- 71 Aux côtés notamment des autres 'BRICS' que sont le Brésil, la Russie, la Chine et l'Afrique du Sud.
- 72 Même si l'héritage de Nehru est aujourd'hui critiqué, il est clair qu'il a beaucoup contribué au succès (relatif) des politiques actuelles, en ayant posé les bases industrielles et éducatives de l'ex-colonie dans l'après-guerre (époque à laquelle l'industrie était inexistante et le taux d'alphabétisation extrêmement faible).
- 73 Du fait des très fortes inégalités du pays, le terme de classe moyenne est abusif selon certains auteurs. Le politologue français Christophe Jaffrelot parle lui d'une « élite » constituant un « petit 10 % de la population ». Cette « creamy layer », « très bien éduquée, portée aux sciences exactes, globalisée et entrepreneuriale » serait d'après lui le « principal atout de l'Inde ». Source : Le Monde. 20/03/2012. Le principal défi de l'Inde s'énonce en termes de développement humain.
- 74 Leroy A. Avril 2014. Inde qui brille, Inde qui pleure. Imagine dlm no. 24.
- 75 Le Monde. 16/05/2014. Le nationaliste hindou Modi triomphe en Inde.
- 76 Bilan du monde 2013. Economie & environnement.
- 77 En 2010, l'Inde avait un indice de perception de la corruption (CPI) de 3.3/10, ce qui la classait au 87e rang mondial (sur 178 pays évalués) selon l'ONG Transparency International. Source : UNDP. 2011. About India.
- 78 Exemple : de nombreuses entreprises indiennes de services informatiques, au succès basé sur une masse salariale qualifiée et à très bas coût, ont délocalisé leurs activités à proximité des entreprises clientes, à mesure qu'elles remontaient la chaîne de valeur ajoutée. Source : Bilan du monde 2013. Economie & environnement.
- 79 Oxfam International. 20/01/2014. En finir avec les inégalités extrêmes. Confiscation politique et inégalités économiques. www.oxfam.org.
- 80 Ugeux G. Octobre 2013. L'Inde devant ses choix. L'appel 360.
- 81 PNUD. 2014. Rapport sur le développement humain 2014. Pérenniser le progrès humain : réduire les vulnérabilités et renforcer la résilience.
- 82 De même, les autres initiatives législatives basées sur les droits telles que le « Forest Rights Act » ou le « Panchayat Extension to scheduled Areas » ont été freinés par une très faible capacité d'implémentation. Source : UNDP. 2011. About India.
- 83 Leroy A. Avril 2014. Inde qui brille, Inde qui pleure. Imagine dlm no. 24.
- 84 Oxfam International. 20/01/2014. En finir avec les inégalités extrêmes. Confiscation politique et inégalités économiques. www.oxfam.org.
- 85 Tel que défini par la Banque Mondiale, \$1.25 par jour, soit 56 roupies environ.
- 86 Quatre Indiens sur cinq sont hindouistes, religion qui repose sur l'existence de castes. Si la Constitution indienne interdit toute discrimination basée sur la religion, le système des castes influence toujours considérablement les rapports sociaux. La société hindoue est divisée en 4 ordres principaux : les Brahmanes (prêtres), les Kshatriyas (guerriers), les Vaishyas (commerçants) et les Shudras (serveurs). Les intouchables ou Dalits (« opprimés ») sont hors castes et occupent le plus bas échelon du système.
- 87 Leroy A. Avril 2014. Inde qui brille, Inde qui pleure. Imagine dlm no. 24.
- 88 Un symbole de cette volonté de rupture nette avec le passé socialiste et le système d'Etat-providence légués par Nehru, est l'annonce par M. Modi, lors de son premier discours du jour de

- l'indépendance, de la suppression de la Commission de planification. Cette puissante institution continuait à produire des « plans quinquennaux » de style soviétique et restait au cœur d'un processus d'allocation des ressources centralisé.
- 89 Le Monde. 29/08/2014. L'Inde change de modèle.
- 90 Le Monde. 16/05/2014. Le nationaliste hindou Modi triomphe en Inde.
- 91 Wikipedia. Condition des femmes en Inde.
- 92 World Economic Forum. 2012. The Global Gender Gap Report.
- 93 <http://donnees.banquemondiale.org/>.
- 94 Wikipedia. Gender inequality in India.
- 95 Ce taux est d'environ 950 filles pour 1000 garçons en Europe et Amérique du Nord. A noter également qu'en Inde ce ratio est nettement meilleur pour les femmes (>18 ans) que pour les filles. Selon le recensement de 2011, il était de 940 femmes pour 1000 hommes.
- 96 UNDP. 2011. India factsheet. Economic and Human Development Indicators.
- 97 En comparaison des gains financiers, les peines associées à cette loi ne semblent pas dissuader suffisamment les médecins.
- 98 Wikipedia. Condition des femmes en Inde.
- 99 L'économiste indien Amartya Sen a utilisé pour la première fois cette expression dans un article controversé du New York Review of Books intitulé « More Than 100 Million Women Are Missing ». L'article, qui analysait l'impact sur la mortalité de l'inégalité des droits entre les hommes et les femmes, couvrait l'ensemble des pays en développement, mais plus particulièrement l'Asie.
- 100 Hundal S. 08/08/2013. India's 60 million women that never were.
- 101 John D., Ahmad O., Schneider M. 2013. India : Violence Against Women. Current Challenges and Future Trends. <http://www.freiheit.org/>.
- 102 Le Monde. 03/09/2013. En Inde, une femme meurt toutes les heures à cause de la dot.
- 103 India Today. 16/06/2011. India is fourth most dangerous place in the world for women.
- 104 Reuters India. 08/07/2014. Delhi records most rapes as crimes against women rise in India.
- 105 Selon l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, seuls 1.8 cas de viols sur 1000 étaient signalés en Inde en 2010, à comparer avec ceux de l'Allemagne (9.4), la Norvège (19.2) ou encore les Etats-Unis (27.3).
- 106 Selon le NCRB, 43.6 % des violences enregistrées sont domestiques. Plus globalement, une étude du Centre for Social Research (CSR), un centre de recherche spécialisé sur les droits des femmes, évaluait à 50 millions le nombre de femmes mariées victimes de violences familiales. Source : Le Monde. 13/11/2014. La bataille de la dot, nouvel épisode de la guerre des sexes en Inde.
- 107 The Wall Street Journal. 26/03/2013. Why India Still Allows Marital Rape.
- 108 PNUD. 2014. Rapport sur le développement humain 2014.
- Pérenniser le progrès humain : réduire les vulnérabilités et renforcer la résilience.
- 109 Il n'y avait que 5 % de femmes officiers de police en Inde en 2010. Source : <http://www.closesthegap.in/>.
- 110 La presse indienne ne la nomme que sous le pseudonyme de Nirbhaya, signifiant 'Intrépide'.
- 111 Le Monde. 14/09/2013. En Inde, les quatre violeurs d'une étudiante sont condamnés à mort.
- 112 Le monde. 04/04/2013. L'Inde renforce sa législation contre les agressions sexuelles.
- 113 Le viol collectif d'une touriste suisse en mars 2013 a également défrayé la chronique, accroissant d'autant l'attention des médias étrangers sur les problèmes de violences contre les femmes en Inde.
- 114 Une commission d'experts a notamment pointé « les biais de genre » et « l'état d'esprit de la société », en appelant à des « changements systémiques dans l'éducation et les comportements sociétaux ».
- 115 Le Monde. 14/09/2013. En Inde, les quatre violeurs d'une étudiante sont condamnés à mort.
- 116 L'actualité. 06/08/2009. Ce qu'il faut savoir sur les crimes d'honneur.
- 117 Les crimes d'honneur sont liés aux normes sociales d'un pays ou d'une région, les agresseurs se sentant fortement contraints par leur clan ou groupe social. Dans le cas de l'Inde, ils résultent souvent de mariages ou liaisons entre individus de castes différentes. Leur recrudescence

- (ou persistance) est également le résultat d'un conflit générationnel, entre des jeunes Indiens qui découvrent les relations amoureuses « modernes », et des familles prônant la tradition, toujours très forte en Inde, des mariages arrangés. La pression sociale et psychologique est d'autant plus forte dans les régions où persistent les conseils traditionnels, les « khaps panchayats ». Sans aucune légitimité juridique ni électorale, ces conseils veillent sur l'honneur de la communauté et sont souvent plus respectés que les autorités locales, notamment dans les campagnes. Omniprésents en Haryana, ils s'opposent moins aux mariages entre castes qu'à ceux entre mêmes « gotras », à savoir des sous-castes ou lignées, qui sont considérés – à tort – comme incestueux. Enfin, les crimes d'honneur ont une dimension économique et politique, au sens où ils régressent dans les États qui les combattent par des lois et/ou une forte répression policière et judiciaire. Source : Libération. 21/07/2010. Inde : l'ombre des crimes d'honneur.
- 118 Selon la définition de la Banque Mondiale, le taux de participation à la population active est la proportion de la population âgée de 15 ans et plus qui est économiquement active : toutes les personnes qui fournissent du travail pour la production de biens et de services au cours d'une période donnée.
- 119 <http://donnees.banquemondiale.org/>.
- 120 Le secteur formel reste en Inde un très faible employeur, environ 6 % du total des travailleurs, l'un des taux les plus faibles au monde. Cela signifie que la majorité des travailleurs ne bénéficie pas des conditions de travail décentes (congrés payés, pension, prime, assurance maladie, congrés maternité, etc.). Source : Mohapatra K. K. November 2012. Women Workers in Informal Sector in India : Understanding the Occupational Vulnerability. International Journal of Humanities and Social Science Vol. 2, no. 21, p. 197.
- 121 De manière logique, les taux d'emplois informels dans les secteurs non-agricoles (le plus souvent exercés en ville) sont également plus bas, 85 % pour les femmes et 83 % pour les hommes. Source : World Economic Forum. 2012. The Global Gender Gap Report.
- 122 CTB. Mars 2012. Les femmes actrices du commerce équitable.
- 123 Tara Projects. 04/08/2014. Presentation on gender issues and equality.
- 124 On peut citer par exemple l'association Men Cell (« cellule des hommes »), la Save Indian Family Foundation (« fondation pour sauver la famille indienne ») ou encore la branche locale de la National Coalition for Men (NCFM), qui a organisé en 2010 à Bangalore un événement dénommé « Save the male ».
- 125 Annoncé le 8 novembre dernier, ce projet prévoit d'amender l'article 498A du code pénal, afin de durcir les pénalités contre les plaintes fantaisistes et encourager les compromis au sein de la famille. Si les organisations de femmes ne nient pas l'existence de fausses accusations (en particulier chez les femmes éduquées des classes aisées, qui maîtrisent mieux l'arsenal judiciaire), elles resteraient relativement minoritaires (le centre de recherche CSR les évalue à 6.5 % du total des accusations). Source : Le Monde. 13/11/2014. La bataille de la dot, nouvel épisode de la guerre des sexes en Inde.
- 126 La recherche qualitative est une forme de recherche utilisant des techniques spécialisées pour obtenir des réponses approfondies sur ce que les individus pensent et ressentent. Elle explore l'étude des croyances et des comportements de la population étudiée et est plus interprétative que descriptive. A l'opposé, une recherche quantitative cherche à fournir une description numérique détaillée d'un échantillon représentatif. De manière caricaturale, « l'approche quantitative, c'est 3 questions chez 1 000 sujets et l'approche qualitative, 1 000 questions chez 3 sujets ». Source : CESAG. Février 2011. Les méthodes qualitatives de suivi et d'évaluation.
- 127 L'entretien semi-directif est une technique qualitative de recueil d'informations permettant de centrer le discours des personnes interrogées autour de thèmes définis préalablement et consignés dans un guide d'entretien. Contrairement à l'entretien directif, l'entretien

- semi-directif n'enferme pas le discours de l'interviewé dans des questions prédéfinies, ou dans un cadre fermé. Il lui laisse la possibilité de développer et d'orienter son propos, les différents thèmes devant être intégrés dans le fil discursif de l'interviewé. Source : Eureval. 2010. Réaliser un entretien semi-directif. Fiche technique Eureval.
- 128 Un focus groupe est une discussion planifiée au sein d'un petit groupe de parties prenantes et animée par un modérateur. Il permet d'obtenir des informations sur les préférences et valeurs de diverses personnes concernant un sujet défini, ainsi que sur les raisons qui les sous-tendent. Cela est rendu possible en observant la discussion structurée d'un groupe interactif dans un cadre non contraignant et détendu. Source : Fondation Roi Baudouin. 2006. Méthodes participatives. Un guide pour l'utilisateur. Focus groupe.
- 129 Badarpur est un bidonville du Sud de Delhi majoritairement peuplé de migrants d'origine musulmane.
- 130 Recherche ayant un double objectif : transformer la réalité et produire des connaissances concernant ces transformations. Elle conduit à développer, dans un contexte d'auto apprentissage, les compétences des sujets étudiés. Source : Leclerc A. 1990. Dictionnaire d'épidémiologie. Editions Frison Roche.
- 131 Oxfam-Magasins du monde. 2009. Fiche Flash CORR – The Jute Works.
- 132 La majorité (environ 90 %) des artisan (e) s effectuent leur travail à la maison. Source : CORR – The Jute Works. 2013. EFTA information form.
- 133 CORR – The Jute Works. 2013. EFTA information form.
- 134 CORR – The Jute Works. 2013. Annual report.
- 135 CORR – The Jute Works. 2013. Op. cit.
- 136 Oxfam-Magasins du monde. 2010. Sasha, partenaire indien d'artisanat équitable.
- 137 Sasha. 2013. EFTA information form.
- 138 Oxfam-Magasins du monde. 2009. Fiche Flash Sasha.
- 139 Sasha. 2013. EFTA information form.
- 140 CTB. Mars 2012. Les femmes actrices du commerce équitable.
- 141 Tara Projects. 2012. EFTA information form.
- 142 Solidarmonde. Septembre 2008. Fiche Tara Projects.
- 143 Tara Projects. 2012. EFTA information form.
- 144 Tara Projects. 2008. Annual report 2007 – 2008.
- 145 Kabeer N., Mahmud S., Tasneem S. September 2011. Does Paid Work Provide a Pathway to Women's Empowerment? Empirical Findings from Bangladesh. IDS working paper no. 375.
- 146 Le principe 6 a été modifié en 2013 afin de davantage mettre l'accent sur l'empowerment économique des femmes. Ce principe exige maintenant de la WFTO et de ses membres qu'ils promeuvent l'égalité des sexes, garantissent aux femmes un accès aux ressources, notamment foncières, qu'ils leur octroient un salaire égal aux hommes (pour un travail de valeur égale), et ce même dans les situations d'emploi informel, et enfin, qu'ils tiennent compte des besoins de santé et de sécurité spécifiques aux femmes.
- 147 Graas F. 2011. Commerce équitable : vers un changement des relations hommes-femmes.
- 148 Parmi les labels reconnus du commerce équitable, outre le système de garantie de la WFTO, Ecocert et fair for life font directement référence aux questions de genre (les labels Fairtrade, Tu Simbolo et Naturland Fair ne le mentionnent pas spécifiquement). Source : Veillard P. Octobre 2013. Les systèmes de garantie équitables.
- 149 Graas F. 2011. Op. cit.
- 150 PADD II. Février 2006. Le commerce équitable face aux nouveaux défis commerciaux : évolution des dynamiques d'acteurs.
- 151 CTB. Mars 2012. Les femmes actrices du commerce équitable.
- 152 La Déclaration Universelle des Droits de l'Homme (DUDH – Art 23.3) définit le salaire minimum vital comme « une rémunération gagnée par un travailleur en une durée normale de travail, qui couvre les besoins essentiels du travailleur et de sa famille (se loger, se nourrir, se vêtir se soigner, accéder à l'éducation) et lui procure un revenu discrétionnaire qu'il peut éventuellement épargner ». Toutes les OCE fournissent au moins le salaire minimum local et une majorité un salaire équitable, c'est-à-dire un salaire tendant

- vers le salaire vital. Ces limitations proviennent essentiellement de l'impact d'un tel salaire vital sur le prix final des produits et par conséquent sur la viabilité économique des organisations. Source : Behets E. Avril 2014. Salaire vital versus salaire équitable.
- 153 A titre d'exemple, le dernier rapport annuel de CJW indiquait que l'organisation n'utilisait que 65 % de la capacité productive de ses artisans. Source : Corr-The Jute Works. 2014. Annual report 2012-2013.
- 154 Aux environs de 1-2 % chez Tara Projects par exemple.
- 155 Même si ce sont des activités informelles le plus souvent.
- 156 WIEGO. December 2011. Trading our way up : women organizing for fair trade.
- 157 Graas F. 2011. Commerce équitable : vers un changement des relations hommes-femmes.
- 158 Jeevika est une organisation qui fournit aux femmes des services de support légal et psychologique, des activités génératrices de revenus (microfinance, épargne, artisanat et broderie équitables, programmes de développement agricole), tout en organisant des formations, des rassemblements publics, des pièces de théâtre, etc., en lien avec les droits des femmes.
www.jeevikadevelopmentsociety.org.
- 159 A l'image du groupe d'artisanat latino-américain Kuyanaky, fournisseur de CIAP, certaines OCE limitent même la communication / publicité faite autour de leur organisation. La pauvreté est endémique et les ressources limitées dans les zones qu'elles occupent. Ces organisations ne peuvent donc couvrir toutes les populations susceptibles de leur demander de l'aide.
- 160 Les biharis sont une ethnie provenant originellement du Nord de l'Inde. Lors de la partition de l'Inde avec le Pakistan en 1947, une partie d'entre eux, en majorité musulmans, migrent au Bangladesh, alors Pakistan de l'est. La plupart se joignent aux forces pakistanaises pendant la guerre d'indépendance en 1971, ce qui provoque un fort sentiment de rejet des bangladeshi après la guerre. Egalement rejetés par le Pakistan, qui craint un afflux massif de migrants, les biharis restent aujourd'hui une minorité fortement marginalisée au Bangladesh, beaucoup d'entre eux vivant encore dans d'anciens camps de réfugiés (aujourd'hui des bidonvilles).
- 161 Le Mare A. 2012. "Show the world to women and they can do it" : Southern Fair Trade Enterprises as agents of empowerment, Gender & Development, 20 : 1, 95-109.
- 162 Environ 80 % des cours d'informatique seraient destinés à des jeunes filles/femmes. Source : Tara Projects. 04/08/2014. Presentation on gender issues and equality.
- 163 PADD II. Février 2006. Le commerce équitable face aux nouveaux défis commerciaux : évolution des dynamiques d'acteurs.
- 164 C'est le cas de la plupart des groupes étudiés.
- 165 Durant une discussion avec le groupe KSEWS, fournisseur de Sasha, de nombreuses artisanes continuaient à leurs travaux de couture tout en bavardant entre elles de manière informelle dans un coin de l'atelier.
- 166 Dans une étude sur les organisations d'artisanat équitable au Bangladesh, Le Mare note ainsi que seulement 22 % des artisanes interrogées appartenaient à une association en dehors de leur groupe d'artisanat, en majorité des groupes de micro-crédit. Source : Le Mare A. 2012. "Show the world to women and they can do it" : Southern Fair Trade Enterprises as agents of empowerment, Gender & Development, 20 : 1, 95-109.
- 167 Pour rappel, la discussion organisée dans le cadre de cette recherche avec différents groupes de Sasha était la première spécifique aux droits des femmes.
- 168 La plupart des artisanes rencontrées durant cette recherche n'avaient d'ailleurs aucune difficulté à s'exprimer devant un groupe important de personnes, y-compris des étrangers.
- 169 WIEGO. December 2011. Trading our way up : women organizing for fair trade.
- 170 Le Monde selon les femmes. 2013. Les essentiels du genre. Genre et empowerment.
- 171 A noter que d'après une discussion avec une consultante régulièrement employée par Sasha, l'OCE avait il y a quelques années un programme visant à développer des 'leaders' au sein

- de différents groupes. Mais de nouveau, par manque de moyen et de temps, le programme s'est arrêté.
- 172 Cette contribution visible de l'artisanat équitable se distingue par exemple du secteur agricole, où les revenus du travail des femmes sont le plus souvent intégrés à l'ensemble des revenus familiaux puis gérés par les hommes.
- 173 Le Mare A. 2012. "Show the world to women and they can do it" : Southern Fair Trade Enterprises as agents of empowerment, *Gender & Development*, 20 : 1, 95-109.
- 174 Le Mare A. 2012. Op. cit.
- 175 CJW est une OCE très lié à l'église catholique puisque faisant partie du réseau de Caritas Bangladesh. Des sœurs se rendent d'ailleurs régulièrement au village d'Haricha pour venir en aide à la communauté.
- 176 Kabeer N. 2001. Conflicts over credit : re-evaluating the empowerment potential of loans to women in rural Bangladesh. *World Development*. 29 (1) : 63-84.
- 177 Le Purdah est une pratique sociale et religieuse visant à empêcher les hommes de voir les femmes (via le confinement des femmes et l'obligation de couvrir leur corps). Elle concerne surtout les populations musulmanes du sous-continent indien et des pays arabes. Source : Wikipédia.
- 178 En Inde par exemple, près de 80 % des femmes actives travaillent dans l'agriculture (en lien avec la migration urbaine croissante des hommes), alors qu'elles ne sont que 10 % à posséder des terres. Selon la loi, les femmes ont un droit aux surfaces agricoles. Mais très peu les revendiquent, par peur ou par ignorance. Un nouveau texte de loi sur « les droits des agricultrices », prévoit un processus de reconnaissance des agricultrices et de validation des titres de propriété. Source : Le Monde. 04/03/2013. L'Inde nie les droits des agricultrices à posséder leurs terres.
- 179 Le père de cette femme était ouvrier agricole mais a reçu des terres de la part de son propriétaire, après de nombreuses années de travail.
- 180 L'accès à la terre est toujours régi principalement par les lois religieuses au Bangladesh. La loi musulmane spécifique qu'1/3 des terres doit revenir aux femmes, 2/3 aux hommes (50/50 chez les catholiques, et l'entièreté pour les hommes chez les hindous).
- 181 Charlier S. 2006. Solidarity economy for women : which contribution to women's empowerment? Case study in the Bolivian Andes.
- 182 Une autre menace que peut préférer un homme est de se marier avec une autre femme, la polygamie étant légale au Bangladesh (maximum de 4 épouses pour les hommes musulmans, pas de limites pour les hindous) et autorisée en Inde chez les populations musulmanes (qui disposent de leur propre droit de la famille). Cependant, la pratique est en déclin rapide, en particulier au Bangladesh (on estime que 10 % des hommes Bangladais sont polygames).
- 183 CTB. Mars 2012. Les femmes actrices du commerce équitable.
- 184 M. S. Ratna nous confiait qu'il peut y avoir des explications culturelles à cela. Les populations bihariennes par exemple ont peu l'habitude de s'impliquer au niveau politique ou militant, se concentrant exclusivement sur leur travail et leur famille.
- 185 Problème qui n'est d'ailleurs pas étranger à Oxfam-Magasins du monde, une organisation également à la recherche permanente du juste équilibre entre ses activités commerciales et politiques/éducatives. Voir : Veillard P. Mars 2013. Le commerce équitable aujourd'hui. Etat des lieux, tendances et positionnement d'Oxfam-Magasins du monde.
- 186 Comme pour l'ensemble des formations évoquées plus haut, les OCE manquent souvent de ressources pour cela, en lien avec la crise du secteur équitable et les exigences accrues des importateurs. Une consultante employée par Sasha nous confiait ainsi que l'organisation donnait bien ce type de formations dans le passé, mais avait dû arrêter faute de ressources suffisantes.
- 187 Pour rappel, les empowerment individual et collectif sont bien sûr liés : le groupe dépend d'un minimum de capacité d'action des individus et ces derniers sont renforcés et nourris par l'action collective.
- 188 Trade Aid. April 2009. Fair trade impact assessment.
- 189 Oxfam-Magasins du monde. 2010. Sasha, partenaire indien

- d'artisanat équitable.
- 190 D'après le dernier rapport d'information EFTA, aucun employé de Sasha n'est impliqué directement dans des activités de campagne ou de plaidoyer. Les activités de « campagne » consisteraient essentiellement à promouvoir le commerce équitable en général durant la journée mondiale du commerce équitable, en collaboration avec WFTO. Il semblerait que l'organisation ait participé dans le passé à des manifestations nationales ou internationales telles que le Forum Social Mondial. Elle aurait également développé diverses collaborations, notamment avec une radio locale, avec l'université de Jadavpur ainsi qu'avec des ONG environnementales et de défense des droits humains. Source : Oxfam-Magasins du monde. 2010. Sasha, partenaire indien d'artisanat équitable.
- 191 D'après les documents fournis par l'organisation, seule la célébration de la journée internationale pour les droits des femmes est orientée genre.
- 192 Sasha association for craft producers. April 2012. Fair trade policy. Point 6 : non-discrimination and gender equity.
- 193 www.jeevikadevelopmentsociety.org.
- 194 Mehta R. 2014. Sasha's role in women centered-development. Presentation during Oxfam partner's day.
- 195 Cet atelier, qui a eu lieu le 10 mars 2013 à l'occasion de la journée internationale pour les droits des femmes, était intitulé « une promesse est une promesse : il est temps d'agir pour mettre fin à la violence contre les femmes ». Il traitait plus particulièrement de violence domestique et, de manière intéressante, a impliqué de nombreux hommes. De manière plus générale, l'organisation a une politique de « formations des formateurs », en faisant intervenir des experts extérieurs (ex. CAFOD, agence britannique d'aide au développement). Source : Corr-The Jute Works. 2014. Annual report 2012-2013.
- 196 Il est néanmoins difficile d'évaluer plus précisément le niveau d'activités de l'OCE dans ce domaine car aucune liste détaillée ne nous a été communiquée.
- 197 La manifestation était organisée par le « Girl Child Advocacy Forum », voir ci-dessous. Cinq membres de CJW y ont participé, avec d'autres membres de Caritas Bangladesh. Source : Corr-The Jute Works. 2014. Annual report 2012-2013.
- 198 CORR – The Jute Works. 2013. Gender policy. Social and Trade Justice is the Basis of CJW. Maximizing benefit of artisans is its Aim.
- 199 Mise en place en 2005, puis révisée en 2013, cette politique vise par exemple à augmenter le nombre de femmes employées directement par l'organisation (de 26 % en 2010 à un objectif de 35-40 % en 2015, 50 % pour le management en 2018). Elle a également pour but de créer un environnement de travail davantage adapté aux femmes : formations du staff en genre, bénéfices sociaux (ex. congés maternité / paternité, crèches, flexibilité du temps de travail, remboursement de tickets de bus en double afin de diminuer les risques d'agressions), tolérance zéro envers toute forme d'harcèlement, etc. A noter enfin que CJW dispose de comités d'implémentation aux niveaux national, régional et local afin d'intégrer cette politique genre à tous les niveaux de l'organisation.
- 200 Naripokkho est une organisation militante de défense des droits des femmes basée à Dhaka. Créée en 1983, ses membres (pour la plupart volontaires) s'attaquent à toutes les formes d'inégalités envers les femmes, en particulier les questions de violence et de discrimination.
- 201 The Hunger Project-Bangladesh est une ONG bangladaise qui organise chaque année une journée nationale pour les droits des filles. Plus de 50 ONG, réunies au sein du « Girl Child Advocacy Forum » (dont CJW), y participent chaque année le 30 septembre.
- 202 Shapla Neer est une ONG japonaise dont une partie des activités couvre l'artisanat équitable. Elle dispose d'un bureau à Dhaka. CJW a participé à l'une de leurs campagnes en 2013 centrée sur la dénonciation du travail domestique des filles. Voir également : www.shaplaneer.org/english/support/domestic_worker.html.
- 203 « We Can » est une campagne lancée en 2004 visant à « réduire l'acceptation sociale de la violence contre les femmes ». Réunissant initialement des ONG, individus et institutions de 6 pays d'Asie du Sud (Afghanistan,

- Bangladesh, Inde, Népal, Pakistan et Sri Lanka), elle a depuis été étendue à l'Indonésie, aux Pays-Bas et à la Colombie-Britannique au Canada.
www.policy-practice.oxfam.org.uk/our-work/gender-justice/we-can.
- 204 La politique genre de CJW mentionnée plus haut provient par exemple directement de celle développée par Caritas Bangladesh (www.caritasbd.org/). Il faut néanmoins noter que cette proximité avec Caritas peut également présenter des désavantages, étant donné les liens de Caritas avec l'église catholique et la position peu progressive de cette dernière sur les questions de genre.
- 205 A noter que Tara donne la priorité aux filles dans beaucoup de ses formations (ex. 80 % des étudiants en informatique sont des filles / jeunes femmes).
- 206 Le denier formulaire d'information EFTA indique que 5 personnes sont employées dans les domaines de plaidoyer et de campagne. Mais ces mêmes personnes travaillent aux programmes de développement communautaire, qui semblent beaucoup plus prioritaires pour l'organisation. Source : Tara Projects. 2012. EFTA information form.
- 207 Exemples : formations sur les droits des femmes, séminaires sur la violence domestique, interventions extérieures, tel le témoignage de Mousmin évoqué plus haut. Mais comme CJW, Tara Projects ne nous a pas transmis de liste détaillée de ses activités dans ce domaine, ce qui nous empêche de comparer de manière précise.
- 208 Campagne de 3 ans visant à réduire les inégalités en Inde, en créant notamment une « conversation publique entre citoyens », à l'aide des réseaux sociaux et autres médias de masse. La première année, en 2013, s'attaquait aux inégalités de genre, avec un focus particulier sur la représentation des femmes au sein des autorités publiques. Source : Oxfam India. 2013. Indians demand equality for women. www.closesthegap.in.
<http://jagori.org/>.
- 209
- 210 Tara Projects. 2013. Gender Policy.
- 211 Tara Projects. 2012. EFTA information form.
- 212 Tara Projects. 04/08/2014. Presentation on gender issues and equality.
- 213 Comme l'indiquait un consultant auprès de Tara Projects, « une simple conscientisation sur les droits des femmes n'est pas suffisante, il faut également faire une différence au niveau économique pour avoir un réel impact ». Il donnait ainsi l'exemple de certaines femmes très éduquées mais qui, du fait de leur faible pouvoir économique, ne parvenaient pas à fondamentalement modifier leurs rapports de pouvoir avec les hommes.
- 214 Dans le groupe de Tara Projects « Taja-8 » par exemple, le travail du métal des bijoux est exclusivement géré par les hommes et il existe une nette séparation physique au sein de l'atelier entre hommes et femmes. Le groupe emploie par ailleurs très peu de femmes, beaucoup de jeunes employées quittant l'organisation quand elles se marient.
- 215 CTB. Mars 2012. Les femmes actrices du commerce équitable.
- 216 Le Mare A. 2012. "Show the world to women and they can do it" : Southern Fair Trade Enterprises as agents of empowerment, Gender & Development, 20 : 1, 95-109.
- 217 Moser, C. 1989. Gender Planning in the Third World : Meeting Practical and Strategic Gender Needs. World Development, 17 (11) : 1799-1825.
- 218 Une organisation telle que Tara Projects a par exemple une philosophie clairement très inclusive. On le voit dans ses documents stratégiques, lorsqu'est évoquée la nécessité de lutter contre la pauvreté à la fois via « l'octroi d'un revenu adéquat » et « le combat pour les droits individuels et collectifs ».





OXFAM

Magasins du monde